lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 139 — SEMAINE DU 27 AVRIL AU 3 MAI 1971 — PRIX : 2 F

VIVE LE 1er MAI

courrier des lecteurs

Les Thénardier du vingtième siècle

Dans une ville de province, proche de Paris, deux apprentis en hôtellerie sont exploités d'une façon particulièrement scandaleuse par leurs patrons qui tiennent un restaurant. Ils travaillent en moyenne 15 heures par jour. Ils n'ont pas le droit de sortir. Se couchant souvent vers minuit, leur travail se poursuivant jusqu'à cette heure avancée contrairement aux lois sensées protéger les mineurs..., ils payent une « amende » de 1 F retenue sur leur salaire s'ils ne sont pas levés à 7 h 30 juste. De telles « amendes » tombent également à tout propos pour d'infimes fautes professionnelles... Leur salaire mensuel est de l'ordre de 110 F pour cet horaire journalier et 6 jours de travail par semaine (à quelques exceptions près).

Pendant les deux mois d'essai précédant la signature de leur contrat d'apprentissage pour trois ans, ces jeunes ont bien entendu été fort bien traités. Depuis, ils sont résignés à accepter ces conditions de travail jusqu'à la fin de ce contrat : c'est « formateur » répètent-ils tristement... Ils savent que leurs patrons sont dans leur tort du point de vue de la légalité mais ils n'espèrent rien des prud'hommes car ces restaurateurs ont des amis gouvernementaux parmi les personnalités de la ville... Comment pouvons-nous les aider personnellement et empêcher que ces patrons ne trouvent de nouvelles victimes pour les remplacer ?

Yves JAMATI
Paris-15e

La condition des apprentis, même si elle n'est pas toujours aussi pénible que celle des deux garçons que tu nous décris ici, est le plus souvent lamentable. Pour les raisons que tu exposes, parce qu'ils sont jeunes, parce qu'ils sont dans des entreprises artisanales donc seuls face à leur patron, parce que l'organisation syndicale ne les atteint pas, parce que sous un prétexte ou un autre, ce patron peut fort bien les licencier (ou du moins qu'ils en ont l'impression), ils doivent accepter le plus souvent les pires conditions de travail. Non seulement la loi et la coutume en matière de contrat d'apprentissage ne leur fait pas la part belle mais, de plus, la plupart du temps, les patrons ne tiennent aucun compte de la législation.

Il y aurait tout de même moyen de faire quelque chose pour rappeler ces « maîtres » à un peu plus de décence. Malgré leurs amis gouvernementaux, les prud'hommes ne leur donneraient pas forcément raison. Il faudrait prendre contact avec les syndicats locaux ou de la corporation.

Bien entendu, rien ne peut être fait sans l'accord des apprentis intéressés. Et il est vrai qu'un jugement du tribunal ne réglerait pas tous les problèmes. En particulier le risque de voir le patron rompre le contrat sous un prétexte ou un autre demeurerait. C'est donc certainement une bataille difficile, très difficile même. C'est pourtant celle qu'il faudrait mener dans l'intérêt de dizaines de milliers de jeunes gens et jeunes filles exploités honteusement par des petits ou gros bourgeois sans scrupules.

Rabâchage et répétitions

Chers camarades,

Dans votre numéro 132 vous êtes accusés d'être avant tout des moralisateurs plus que des critiques politiques. Je lis L.O. **avec agacement sur une répétition générale de bon nombre d'articles qui m'apparaissent souvent similaires. Jamais ou presque il n'y a une critique politique de fond, ce qui manque forcément et ce que cultivent depuis longtemps les staliniens avec leurs sous-organismes : le moins politisé pour donner la moindre conscience.**

L.O. **se veut un semblable de la** Vie Ouvrière. **Sur certains points, échos généraux et rabâchage dans les entreprises alors que dans vos critiques, quand vous touchez aux problèmes internationaux, vous êtes beaucoup plus près du réformisme de** l'Observateur, **de** Politique-hebdo **et autres organes d'information de gauche.**

Pour l'Indochine par exemple, vous ne donnez jamais une critique déterminée et positivée sur notre soutien aux FNL, FUNK, Pathet Lao, qui sont la seule voie révolutionnaire actuelle qui déterminera la défaite de l'impérialisme et que tous les révolutionnaires se doivent de soutenir. Ce n'est pas en disant « hors d'Indochine les troupes US ». Les impérialistes sont habitués au remplacement par des fantoches ; l'Indochine doit vaincre socialiste.

Quant à la présentation de votre journal, un supplément feuilleton, des mots croisés, je ne comprends pas, la bourgeoisie étant actuellement fournisseur spécialisé. Pourquoi aussi ne prenez-vous pas position par vos critiques à l'égard des autres groupes avec plus de fermeté et de données politiques.

Après mai, vous désiriez un rassemblement de tous les révolutionnaires. La cohabitation était impossible avec des maoïstes ou les sectaires auto-satisfactionnels de l'AJS. Pour avoir déserté le militantisme à l'université, vous avez voulu faire de l'ouvriérisme, légèrement teinté de populisme alors que l'extrême-gauche est la plus avancée seulement dans l'université et que les meilleurs cadres s'y trouvent en majorité actuellement.

Enfin je suis de très près les pourparlers de fusion Ligue-L.O. **et les différends politiques doivent être grands à en juger par la différence des organes de presse, mais je les souhaite non insurmontables. Ma position idéologique est d'attendre la construction du parti révolutionnaire et je suis la vie de tous les groupes révolutionnaires.**

J'espère que vous répondrez à ma lettre dans L.O. si vous avez une petite place.

Recevez, camarades, mes salutations révolutionnaires.

P.D., Dijon

A propos du journal d'abord. Nous pensions — et nous pensons toujours — donner sur chaque événement politique ou social, notre position de fond. Il faut croire que ce n'est pas avec assez de clarté puisque tu ne l'as pas vue. Pourtant elle y était.

Ainsi, par exemple, nous avons dit à maintes reprises ce que nous pensions du FNL sud-vietnamien que nous considérons comme une organisation nationaliste et nullement socialiste. Nous avons dit dans le même temps, et encore plus souvent, en quoi nous étions solidaires de la lutte du peuple vietnamien. Notre critique sur ce problème a donc été parfaitement « déterminée et positivée ». De même sur tous les autres problèmes. Peut-être n'es-tu pas d'accord avec nous, mais cela c'est alors une autre question...

Quant à l'impression de rabâchage et de répétition c'est évidemment au lecteur de juger. Nous connaissons les limites de nos talents journalistiques. Tout ce que nous pouvons promettre, c'est de faire de notre mieux pour tenter de nous améliorer.

Les mots croisés et le feuilleton sont justement là pour diversifier les pages de L.O. D'autre part, nous publions là des romans que nous jugeons valables et intéressants pour nos lecteurs. Les avais-tu lus ? Si oui, dis nous en quoi ils te semblent mauvais ou inintéressants ? « La Paix », par exemple, ne t'a-t-il rien apporté sur ce que tu savais de l'Allemagne d'après 1918 *ou* 1919 *?*

Nous ne pensons faire ni de l'ouvriérisme ni du populisme. Nous avons déserté le militantisme à l'université parce que l'ensemble des autres tendances révolutionnaires ont déserté, elles, le militantisme à l'usine, ce qui nous paraît autrement grave. Nous ne sommes nullement assurés que les meilleurs cadres se trouvent à l'université actuellement. Mais même si cela est, c'est encore une raison supplémentaire pour eux d'en sortir... si du moins ce sont des révolutionnaires marxistes qui sont vraiment persuadés — ce qu'ils affirment tous — que la classe révolutionnaire est la classe ouvrière.

Fête et publicité

La fête de L.O. **me laisse sceptique. Ne reprochons-nous pas au PC de transformer ses militants en marchands de saucisses ?**

J'ai trouvé stupide la publicité de L.O. **dans** « le Monde ». **Qu'on utilise la presse bourgeoise d'accord. Mais pas pour y critiquer les autres gauchistes** du point de vue **d'un intellectuel de gauche.**

Je préfère mille fois un internationaliste « idiot » et un gauchiste « sectaire » à un lecteur libéral et « objectif » du Monde.

Il me semble qu'il fallait préciser le terrain de classe sur lequel se situe L.O. **en disant que c'est un journal ouvrier et révolutionnaire.**

Le « 40.000 exemplaires » me fait sourire et n'est guère dans la tradition de sérieux du journal.

Je ne crois pas que tous les moyens soient bons pour nous faire connaître, en tous cas pas celui-là. J'aimerais que vous vous en expliquiez dans les colonnes de L.O.

L., Nancy

Nous ne reprochons pas au P.C. de « transformer ses militants en marchands de saucisses » *ne serait-ce que parce que ce serait fortement exagéré, pour le moins. Si le PCF ne mène pas la politique qui devrait être celle d'un parti qui se prétend communiste, ce n'est certainement pas parce qu'il y a « la fête de l'Huma » mais pour des causes autrement sérieuses et profondes. On pourrait nous reprocher d'organiser cette fête si cela détournait nos militants des tâches politiques qui sont les leurs. Nous ne le pensons pas... ou nous en attendons la démonstration.*

Le terrain de classe sur lequel nous nous situons est précisé... dans notre titre même. Si nous avons accepté d'avance que ce titre soit moins « accrocheur » pour le public petit-bourgeois (y compris pour le public petit-bourgeois gauchiste) que la plupart des titres des autres publications révolutionnaires qui sont plus « politiques », c'est justement parce que nous tenions par-dessus tout à annoncer la couleur. Publicité ou pas, aucun lecteur éventuel ne peut s'y tromper.

Nous avons donné notre chiffre de tirage que nous garantissons parfaitement exact : à l'heure actuelle 40.000 *exemplaires. Nous ne pensons pas là faillir à nos traditions de sérieux ni, pour traduire ton accusation en clair, mentir en quoi que ce soit.*

Ceci dit, si nous ne pensons pas effectivement que tous les moyens soient bons pour nous faire connaître, nous ne pensons pas non plus que la publicité que nous faisons paraître dans Le Monde *soit une dérogation à nos principes révolutionnaires.*

Bien sûr, Le Monde *est un journal bourgeois par tous ses liens et toutes les idées qu'il défend. Mais à cause de ses qualités de sérieux dans l'information il est lu aujourd'hui par de très nombreux milieux, y compris par tout le milieu petit-bourgeois « gauchiste » (tu en es un exemple toi-même) et même par un certain nombre de militants ouvriers politiques ou syndicalistes. Ce sont tous ces lecteurs capables de s'intéresser à une publication révolutionnaire que nous voulons toucher par notre publicité. Nous n'avons pas vu de meilleur support que* Le Monde. *Si tu en connais un ne manque pas de nous l'indiquer.*

Auprès de tous ces gens qui en même temps qu'ils lisent Le Monde *connaissent aussi et lisent même parfois certaines publications qui se présentent comme « gauchistes » nous tenions à nous présenter justement comme des révolutionnaires et des « gauchistes » sans doute, mais des « gauchistes » d'un tout autre genre. Tu peux donc te rassurer, notre publicité ne vise pas à nous dédouaner auprès des banquiers ou des P.D.G. qui se trouvent aussi parmi les lecteurs du* Monde.

Enfin nous savons qu'une publicité n'a qu'une valeur... de publicité et rien d'autre. C'est-à-dire qu'elle n'a qu'un seul but : amener le lecteur éventuel à acheter L.O. et pour cela, l'intriguer ou même le choquer. Il est bien évident qu'il le rachètera ou non en fonction de ce qu'il aura trouvé dans notre journal et pas dans notre placard publicitaire. Si nous avons choisi de publier un hebdomadaire plutôt que de monter une agence de publicité, c'est parce que nous estimons que le journal est le seul moyen pour nous exprimer et dire vraiment ce que nous sommes et ce que nous voulons et qu'aucune publicité ne peut remplir ce rôle.

A nos correspondants

Nous rappelons à nos correspondants que nous ne pouvons publier et prendre en considération que les lettres qui portent mention du nom et de l'adresse de leur auteur.

Bien entendu, ces mentions ne sont pas indiquées lors de la publication si nos correspondants nous le demandent.

Mais nous répétons que nous ne pouvons pas donner de réponse aux envois anonymes qui nous parviennent encore en trop grand nombre.

En particulier, nous demandons au groupe de militaires qui nous a envoyé une missive il y a quelques jours, de nous donner un moyen de les joindre. Nous comprenons leur désir de garder l'anonymat mais nous les assurons de notre discrétion. De même pour l'employé de l'Assistance publique de Paris-17e qui nous a fait parvenir plusieurs lettres.

Éditorial

Chaban le Luron

EN dépit des louables efforts déployés par toute une partie de la grande presse, tant écrite que parlée, pour essayer de créer le « suspense », les récents débats de l'Assemblée nationale n'ont vraiment pas amené de surprise.

Le Premier ministre était pourtant allé puiser aux meilleures sources de l'éloquence parlementaire. Tous les vieux procédés connus et éprouvés avaient été mis en œuvre. De sa voix haut perchée de petit marquis quelque peu encanaillé, imitant à la perfection Thierry le Luron, Chaban n'avait reculé devant aucune des platitudes de rigueur en pareille circonstance. Tout y était, de l'évocation de la Gaule (**« Nous avons tout pour nous : nous venant du fond des âges, l'un des plus beaux pays qui soient... »**) et des divisions des Gaulois (**« Réputé pour sa fermeté dans l'adversité, le caractère de notre nation l'est également, depuis deux mille ans, pour son inconstance »**) au brillant avenir qui attend le peuple français pour peu qu'il fasse confiance à son gouvernement (**« Avant dix ans, nous aurons définitivement franchi le seuil de cette puissance économique qui... permettra l'accélération de notre progrès social »**).

Certes, notre société est **« encore trop dure pour les faibles, trop complaisante aux puissants, trop différente de ce qu'elle doit être »**, mais, et on atteint là les sommets de la philosophie politique chabanesque, **« jamais et nulle part tout n'est possible à la fois... le temps est l'auxiliaire indispensable du progrès »**.

Et s'il y a malgré tout des **« fanatiques de la contestation »**, et des **« forcenés de la revendication »**, les vrais responsables des malheurs des Français, ce sont les **« groupuscules gauchistes souvent composés de jeunes bourgeois »**, et le Parti Communiste Français qui, aux dires de Chaban (quand on est maire de Bordeaux, on n'hésite pas à utiliser des câbles de marine en guise de ficelle !) n'hésite pas à **« caresser et prendre sous son aile les agités chroniques, les contestataires systématiques et les semeurs de désordre »** !

Mais le discours du Premier ministre se voulait surtout rassurant. A ceux que leur mauvais esprit pouvait porter à en douter, Chaban-Delmas tenait à affirmer que **« la majorité n'est pas l'expression d'une classe sociale particulière »**. Aux travailleurs, aux chômeurs, aux petits paysans et aux petits commerçants qui, on ne sait trop pourquoi, auraient tendance à en douter, il affirmait également qu'il ne saurait y avoir dans notre société **« une classe élue et une classe condamnée »**.

En un mot, Chaban-Delmas se présentait comme le garant des intérêts de tous, comme le champion d'une politique sociale et libérale, plus même, d'un **« socialisme concret »**, comme devait le préciser pour lui son compère Marc Jacquet, président du groupe U.D.R.

Les débats qui suivirent ce torrent de platitudes devaient éclairer d'un jour un peu plus cru la politique de la majorité. Et ce ne sont pas tant les traditionnels discours de l'opposition, que les interventions des hommes de cette majorité qui contribuèrent à ce résultat.

A vrai dire, il n'y eut pas, là non plus de surprise, parce qu'il y avait lontemps que l'on nous serinait qu'il y avait un « malaise » au sein de l'U.D.R. et de ses alliés.

Le malheur de Chaban, c'est en effet finalement de s'appuyer sur une majorité trop nombreuse, ayant remporté, après sa grande peur de mai-juin 1968, une trop facile victoire électorale, et aspirant pour une bonne part à une politique encore plus réactionnaire que celle que les hommes politiques responsables de la V^e^ République se sentent capables de mener, sans provoquer de réactions.

Si Chaban-Delmas affectionne les formules ambiguës et le brouillard pour masquer la réalité de sa politique, une partie de ses supporters, comme l'avaient déjà montré, il n'y a pas si longtemps, les écarts de langage d'un Tomasini, préfèrent les propos plus crus. Et le débat qui précéda le vote sur la motion de censure devait en donner des exemples variés.

Au nom de l'U.D.R., Alain Peyrefitte, qui semble avoir été quelque peu traumatisé par son passage au ministère de l'Education nationale, en 1968, lança un vibrant appel à la répression : **« Ce sont le plus souvent les adultes qui exploitent le mécontentement et inoculent le poison à la jeunesse. Ne laissez pas passer l'occasion de les empêcher de nuire. »** Avant lui, le même langage avait déjà été tenu par le « républicain indépendant » de Broglie, affirmant péremptoirement **« un lycée maculé doit être un lycée fermé, et les parents doivent être tenus pour responsables des dépradations. Un élève révolté doit être un élève renvoyé... »**.

Mais la palme revient incontestablement au dernier orateur du débat, le P.D.M. Jacques Médecin, pour deux formules remarquables. L'une illustrant la vraie signification du laïus de Chaban sur l'absence de « classe élue » : **« La vraie politique sociale consiste à augmenter la production, donc les investissements. Détaxez vraiment les revenus susceptibles d'être investis »**.

L'autre concernant le problème des relations avec l'Algérie : **« Ne tolérez plus la venue en France des malades Algériens qui occupent 39 % de nos lits d'hôpital... »**, formule qui devait arracher à Chaban lui-même un curieux **« le racisme ne passera pas ! »**.

Mais ni le discours fleuve du Premier ministre, ni les attaques de l'opposition, ni les soutiens parfois empoisonnés de la majorité, n'ont suscité en vérité beaucoup de curiosité ou d'intérêt de la part de la population. Pendant deux jours, comme des acteurs plus ou moins doués de la commedia dell'arte, ministres et députés ont improvisé sur un canevas connu à l'avance, avant de participer à un vote dont le résultat ne pouvait être que sans surprise.

Il n'y a guère eu que les journalistes spécialisés, pour faire semblant de se passionner, conscience professionnelle oblige. Quant aux travailleurs, ils savent que ce n'est pas dans l'enceinte du Palais-Bourbon que se règlent les vrais problèmes, et que c'est ailleurs et avec d'autres armes que l'éloquence qu'ils devront lutter s'ils veulent améliorer leur sort.

sommaire

EN FRANCE

● **Leur nouvelle société**
Page 11
— La comédie des négociations sur le désarmement.
Pages 12 et 13
— Du jeu à la foire aux muscles.

● **Dans les entreprises**
Page 16
— La situation de l'emploi dans la région du Nord - Pas-de-Calais.
— Quand la société « s'occupe » des débiles mentaux.
Page 18
— R.A.T.P. : le scandale de la navette Gambetta-Lilas.
— Dans les hôpitaux.
Pages 6 et 7
— La journée d'action du 21 avril dans la métallurgie.
Pages 14 et 15
— Echo des entreprises.
Page 16
— Débrayage à Renault-Cléon.
Page 17
— Grève dans le textile à Roubaix-Tourcoing.

● **Mouvement révolutionnaire**
Page 8
— La Commune au jour le jour.
Page 10
— Revue de la presse d'Extrême-Gauche.
Page 24
— Vive le 1^er^ Mai.
— Pour que vive la Commune : manifestation internationale à Paris les 15 et 16 mai.

DANS LE MONDE

Page 5
HAITI
— La mort de Duvalier : la folie au pouvoir.
U.S.A.
— L'opposition à la guerre s'amplifie.
MOYEN-ORIENT
— « L'Union des Républiques Arabes » : mythe ou réalité ?
GUADELOUPE
— Que se passe-t-il dans l'île ?
Page 11
ITALIE
— Le Centre-gauche et la justice mussolinienne.

DIVERS

Page 4
— En bref.
Page 9
— Avril 1961 : le putsch des généraux à Alger.
Pages 19 et 20
— Feuilleton.
Page 21
— Disques sur la Commune.
Page 22
— Les livres.
Page 23
— Cinéma.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél : FLA. 37-07

Composition :
4, rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
75 - Paris-6^e^

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :
ordinaires : 6 mois : 30 F
1 an : 60 F
sous pli fermé : 6 mois : 70 F
1 an : 130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS 6851-10

En tirant les sonnettes

SITOT son discours terminé, Chaban-Delmas s'est envolé vers la Yougoslavie. Pendant trois jours, il a voyagé dans ce pays accompagné de Maurice Schumann et a rencontré plusieurs personnalités, et surtout son homologue yougoslave M. Ribitchitch et le maréchal Tito.

Pourquoi ce voyage ? D'après les déclarations de Chaban, par ce voyage la France voudrait témoigner de « son amitié traditionnelle, et toujours vivante, et de l'intérêt qu'elle porte à la Yougoslavie », *par ce voyage, le premier ministre voudrait* « essayer de mieux comprendre et mieux connaître le système politique, économique et social de la Yougoslavie... cette entreprise hardie qu'est l'autogestion ». (sic)

Et M. Chaban-Delmas de conclure : « Je compte bien que ce voyage aura des résultats concrets et profitables pour nos deux pays. »

En effet, diplomaties harmonieuses, amitié traditionnelle, relations culturelles..., tout cela n'est guère « concret » *pour le commis-voyageur de l'industrie française qu'est Chaban. Ce qu'il est allé chercher en Yougoslavie, tout protocole mis de côté et toute hypocrisie avec, ce sont des marchés. Des marchés où les produits français pourront se vendre et éventuellement, des affaires fructueuses dans lesquelles les capitalistes français pourront avantageusement investir leurs capitaux.*

La connaissance du système économique du pays visité, les idées politiques de Tito, la délégation française s'en moque et tout le monde le sait bien.

Ce qui la gêne, c'est que les échanges franco-yougoslaves n'atteignent que 25 % des échanges germano-yougoslaves, que, d'une manière générale, la France est moins implantée que les autres pays européens, et notamment que l'Allemagne, l'Italie ou l'Angleterre, sur les marchés d'Europe centrale et orientale et qu'il est temps d'y remédier.

Pour nous en convaincre, il n'y a qu'à considérer les conclusions des délégations des deux pays : recherche d'un meilleur équilibre de la balance des échanges, augmentation des exportations yougoslaves et développement des investissements français !

Ce qui confirme que dans ce monde tout a tendance à se réduire à un gigantesque marchandage.

en bref... en bref... en bref...

Un malade qui se porte bien

Lundi 19 avril, le général Lon Nol, chef du gouvernement du Cambodge, présentait sa démission. Il invoquait son mauvais état de santé pour quitter son poste.

Mercredi 21, l'Assemblée Nationale et le Conseil de la République du Cambodge élevaient Lon Nol à la dignité de maréchal et lui conféraient le titre de « héros national », tandis que les principaux chefs de l'armée demandaient au chef de l'Etat de refuser sa démission.

Jeudi 22, on annonçait que le maréchal et « héros national » Lon Nol acceptait de constituer un nouveau gouvernement. Il n'était plus alors question de maladie : un bâton de maréchal, un titre redondant, et vraisemblablement la mise au rencart de quelques ministres dont la tête ne lui revenait pas avaient eu raison de tous ses maux.

Quand on se rappelle que Lon Nol, avec le soutien de l'armée américaine, avait pris le pouvoir en renversant le prince Sihanouk au nom de la République, du peuple et de l'honnêteté politique, on a une idée de la valeur qu'on peut accorder aux déclarations de semblables individus.

Les dessous de la politique d'armement

Au moment où Chaban-Delmas promettait monts et merveilles et nous assurait de l'essor presque inégalé de notre économie, le président Pompidou tenait une autre sorte de discours devant le Conseil Supérieur de la fonction militaire reçu à l'Elysée. L'heure des sacrifices a sonné. « *Il faut que la France comprenne et admette,* a-t-il dit, *... que la nation doit assurer les sacrifices indispensables...* »

S'agirait-il de la santé, des logements, des transports ? Non, de ces grands problèmes Pompidou n'éprouve pas le besoin de se faire l'avocat ; il s'agit de l'armée dont on oublierait presque la présence et l'utilité si le gouvernement ne se chargeait périodiquement de nous les rappeler à grand renfort de discours et de défilés.

Selon Pompidou, plus question de réduire le budget militaire, le programme d'armement prévu jusqu'en 1975 sera assuré « *quelles que soient les difficultés financières* ». Cela changerait-il quelque chose ? Depuis des années le budget militaire couvre une bonne part des dépenses gouvernementales. Depuis deux ans seulement, le budget de l'Education a dépassé celui de l'armée. Deux ans de trop, ont pensé l'armée et Pompidou. Un pays où l'on dépense plus pour l'instruction que pour marcher au pas cadencé doit leur sembler anormal... ou imprudent !

Mais là encore la propagande gouvernementale a des dessous bien peu reluisants. L'armée n'est qu'un prétexte, pour distribuer largement des subventions à l'industrie sous couvert de commandes d'armement. Il y a longtemps que l'armée française n'a plus de raison d'être en politique extérieure. Cela Pompidou comme De Gaulle le reconnaît : « *Dès lors que nous n'avions plus d'Empire colonial, dès lors que nous n'étions plus en mesure de résister à armes égales à un agresseur éventuel, était-il nécessaire de garder une défense indépendante ?* » Mais ils n'hésitent pas pour autant à répondre oui et à poursuivre leur politique d'armements à grands frais en nous demandant de surcroît à faire des sacrifices. Si les Français, eux, n'ont pas besoin d'armée, les Dassault et Cie ont besoin de la « bombinette » comme Pompidou et ses comparses ont besoin d'une armée fidèle. Contre des ennemis extérieurs elle serait bien incapable d'intervenir, mais à l'intérieur le gouvernement saurait bien l'utiliser le cas échéant. Souvenons-nous du voyage de De Gaulle en 1968, qui était allé demander à Massu s'il aurait le soutien de l'armée.

Et pour la bonne entente entre Pompidou et l'armée, nous aurons à payer un peu plus cher : comme chacun sait, il n'y a pas meilleure reconnaissance que celle du ventre !

Les commandos Citroën à l'œuvre

Mardi 20 avril, le jour des élections de délégués, les camarades qui diffusaient L'Internationale, **bulletin de notre tendance, au métro Balard et devant l'usine de Grenelle ont été agressés par des commandos « d'Indépendants » (membres du syndicat du même nom) armés de matraques et de barres de fer.**

Quai de Javel, une douzaine de ces nervis se sont jetés sur un des diffuseurs et après l'avoir roué de coups lui ont dérobé ses papiers d'identité.

Tous les aboyeurs, agents de secteur, chefs d'équipe et chefs d'atelier qui se répandent en propos racistes dans l'usine et qui vont gueuler le long des chaînes pour accélérer les cadences, étaient réunis pour faire le coup de poing au moment des élections.

Car tous les gros bras à Citroën sont à la fois Indépendants et membres de la chiourme, et leur seul rôle est de faire régner l'ordre du patron à l'intérieur et aux portes de l'usine, en cognant, au besoin, sur les militants ouvriers.

Ces casseurs sont les mêmes que ceux qui agressaient, il y a quelques mois, les militants CGT qui collectaient pour les grévistes des Batignolles.

Ce sont les mêmes qui envoyaient un jeune ouvrier à l'hôpital avec une fracture du crâne.

Cette fois-ci un certain nombre ont pu être identifiés, et une plainte a été déposée devant le procureur de la République contre 3 d'entre eux : Baert, chef d'atelier à la rue du Théâtre, Degon, chef d'équipe à la peinture, et Carlier, chef d'équipe au 5-50.

Mais de toutes façons, quels que soient leurs agissements, ce ne sont pas ces nervis qui empêcheront de s'exprimer les ouvriers et les militants révolutionnaires.

Pas de miracle au Sacré-Cœur

Il ne fait décidément pas bon en France s'en prendre, même pacifiquement, aux symboles de la religion, surtout lorsqu'en est gauchiste. C'est sans doute ce qu'a voulu démontrer le tribunal qui vient de condamner à plusieurs peines de prison ferme les manifestants qui avaient, pour protester contre les brutalités policières, occupé la basilique du Sacré-Cœur, le 13 février dernier. Dix prévenus ont été condamnés à six mois de prison, et les trois autres à quatre mois. Cette sévérité a surpris certains journalistes et même l'archevêque de Paris qui a regretté la lourdeur de la sentence.

Officiellement, les prévenus n'étaient pas accusés d'avoir pénétré dans la basilique et de l'avoir « occupée » puisqu'une église est en quelque sorte un lieu public. Mais une fois de plus on a invoqué le prétexte sempiternel de « violences à agent » pour pouvoir condamner les prévenus. Et une fois de plus les défenseurs de la loi ont condamné sans autre « preuve » que la parole des agents.

Le substitut qui a prononcé le réquisitoire a reconnu lui-même qu'il n'existait aucune preuve matérielle du délit reproché aux militants gauchistes, mais que c'était leur parole contre celle des policiers. Et il s'en est remis à la sagesse du tribunal.

Ce dernier, nullement impressionné par le précédent pourtant récent de l'affaire Guiot, où on avait pu voir de près, pour une fois, ce que vaut la parole d'un flic, a estimé qu'il n'y avait ni invraisemblance ni contradiction dans les dépositions des accusateurs, qu'il fallait considérer les prévenus comme « présumés coupables », et il les a condamnés.

Le tribunal, par contre n'a pas tenu compte des plaintes des manifestants contre les brutalités des flics, lesquels prétendaient cependant n'avoir pas usé de leurs matraques. Pourtant un des manifestants avait dû être hospitalisé, à la suite d'une intervention de la divine providence peut-être ?

Un policier a d'autre part reconnu avoir obligé un des accusés à se mettre à genoux, les bras en croix, dans la basilique. Il a nié cependant l'avoir frappé. Sans doute a-t-il obtenu ce résultat étonnant de conversion ultra-rapide par la persuasion grâce à un nouvel effort du Tout puissant ! Il a précisé en tout cas : « Ce n'était plus le policier qui agissait. J'étais furieux, car je suis chrétien. »

Une remarque à la dimension du procès.

Pour éviter les embouteillages, prenez l'auto

« Utilisez les transports en commun », dit la publicité. Mais seulement voilà, il n'y avait pas de métro mardi matin, la semaine dernière, sur la ligne Porte de la Chapelle-Mairie d'Issy, entre les stations « Trinité » et « Concorde ». Le déraillement d'une rame d'entretien avait totalement interrompu le trafic. La RATP avait mis en circulation une trentaine d'autobus spéciaux, mais la rotation de ces autobus provoqua des embouteillages supplémentaires dans le centre de Paris. Embouteillages tels que bon nombre de voyageurs préférèrent faire le trajet à pied. D'ailleurs, la radio, imperturbablement, déconseillait aux usagers d'utiliser cette ligne.

Ainsi, une fois de plus, des dizaines de milliers de travailleurs ont été les victimes de l'état déplorable des transports en commun parisiens.

Tous les usagers de cette ligne particulièrement, connaissent bien la vétusté du matériel utilisé. Et c'est ce service innommable que le gouvernement voudrait nous faire payer encore plus cher.

Il se pourrait bien qu'un jour la coupe déborde et que les transportés en aient assez d'être roulés. Ce jour-là, le matériel de la RATP pourrait bien sentir passer la colère des usagers.

L'enseignement technique, parent pauvre mais anobli

Le gouvernement veut, paraît-il, « ennoblir » **l'enseignement technique.**

Si cela ne manquera pas de surprendre tous ceux qui réclament la création d'un véritable enseignement technique en France, cela aura l'avantage de coûter moins cher.

L'enseignement technique ennobli cesserait d'être « celui que l'on réserve aux enfants des autres » ; **verra-t-on alors les enfants des familles Chaban et autres Pompidou se presser sans grand espoir à la porte des CET, être rejetés faute de place dans les Sections d'Education Professionnelle ou mis en apprentissage ?**

La soi-disant « Charte du développement de la formation professionnelle » **reste muette sur ce point.**

Il s'agit sans débloquer de crédits **— l'argent n'a rien à voir avec la noblesse — de dégager des « orientations » donnant au technique** « le même prestige que celui qui entoure les autres enseignements ». **On peut vérifier une fois de plus que la « nouvelle société », c'est l'ancienne plus un état d'âme.**

Il n'y aura pas plus de places en C.E.T. ; deux élèves sur trois seront toujours recalés aux C.A.P. ; les filles continueront d'apprendre des métiers sans avenir tels le corset ou la dentelle ; les brevets d'enseignement professionnel et les diplômes universitaires de technologie ne seront pas plus reconnus dans les conventions collectives.

La formation des professeurs titulaires de C.E.T. durera deux ans au lieu d'un, mais les auxiliaires, non formés et sous-payés resteront plus nombreux que les professeurs.

Une innovation cependant : le gouvernement « étudie » un pré-salaire pour les élèves ; mais faisons-lui confiance, « l'étude » durera longtemps. Elle aboutira, au mieux, au paiement de l'équipement personnel !

Pompidou l'a dit, il faut faire des sacrifices... pour l'armée. On ne peut pas tout avoir : des généraux, des bombes, des flics, un Premier ministre... et des crédits pour l'enseignement.

Alors on va « offrir » aux élèves du technique la possibilité de passer leurs examens par petits bouts, grâce à un système d'« unités capitalisables » ; **au lieu de leur donner l'enseignement auquel ils ont droit, on leur accorde** « un instrument essentiel de redistribution des chances » : **les cours du soir pendant des années, ou éventuellement la formation permanente dans les grandes entreprises sur le temps de travail.**

Et tous ceux qui se retrouveront sans métier à l'issue de la scolarité laïque et obligatoire auront la ressource de s'engager à 18 ans : « l'armée donne un métier » !

A nos sympathisants de Saint-Etienne, Dijon, Lyon

Notre journal organise prochainement dans chacune de ces trois villes un meeting sur le thème : Que sont et que veulent les révolutionnaires. **Ces trois réunions seront publiques et suivies de débats.**

Nous espérons que tous nos lecteurs et nos amis de ces villes assureront par leur présence en nombre le succès de ces réunions et qu'ils contribueront à y faire venir tous ceux qui sont intéressés par un tel sujet, qui ont envie de connaître ce que sont et ce que veulent les révolutionnaires, et qui souhaitent nous poser des questions et au besoin dialoguer avec nous.

Les meetings auront lieu aux dates et endroits suivants :

— A SAINT-ETIENNE, le mercredi 28 avril, à 20 h 30, salle Chapelar, 7, rue Benoît Malon, près de la place Jacquard.

— A DIJON, le jeudi 29 avril, à 20 h 30, dans la petite salle des conférences du Palais des Congrès.

— A LYON, le vendredi 30 avril, à 20 h 30, au Palais du Travail, à Villeurbanne (bus n° 7 - arrêt « Gratte-Ciel »).

LA MORT DE DUVALIER

La folie au pouvoir

CELUI qui se désignait lui-même, avec le plus grand sérieux comme « *le grand électrificateur des âmes* » « *l'homme-drapeau* » ou se comparait à « *l'homme-Dieu* », le président Duvalier vient de mourir. A lire les nombreuses anecdotes qui courent au sujet de cet ancien médecin de campagne, sans grande envergure disait-on, que l'armée haïtienne porta au pouvoir un soir de septembre 1957, on serait tenté de sourire. N'avait-il pas décreté que tous les chiens surpris la nuit seraient abattus... parce qu'il avait découvert, affirmait-il, qu'un de ses ennemis avait le don de se transformer en chien ? Ne prétendait-il pas qu'il avait le don d'ubiquité, et que de nombreux doubles de sa personne, ainsi que « des zombis » invisibles, à son service, se promenaient simultanément aux quatre coins de Haïti. On pourrait poursuivre longuement cette énumération tant la liste des divagations de « Papa Doc » est longue.

Et pourtant, on n'a pas envie de sourire. Car cet illuminé mégalomane qui avait manifestement sombré dans la folie se classait parmi les dictateurs les plus féroces, les plus sanguinaires, à l'instar de son voisin Trujillo, qui mit en coupe réglée Saint-Domingue.

Depuis 1957, en effet, la « révolution duvaliériste » avait transformé Haïti en un véritable bagne. Tout le pays vivait en permanence dans une atmosphère de terreur. Aucun Haïtien, pas même les plus proches serviteurs de la dictature, ne se sentait en sécurité.

En tous lieux, de jour et de nuit, les sinistres « tontons macoutes » patrouillaient, l'arme à la bretelle. Cette milice, aux uniformes hétéroclites, armée jusqu'aux dents, recrutée dans la pègre haïtienne, avait tout pouvoir de se servir de ses armes comme bon lui semblait. Elle ne s'en privait pas. Et les opposants, les suspects, ou ceux qui, pour les besoins de la cause, étaient qualifiés de tels, tombèrent par centaines devant les pelotons d'exécution ou abattus comme des chiens, dans la rue, victime de la folie meurtrière de « Papa Doc ».

Quant à la population haïtienne, elle a payé cher le privilège d'avoir à sa tête « *son grand conducteur des peuples* ». Haïti est aujourd'hui le pays d'Amérique latine qui dispose du plus faible revenu national. Le revenu moyen annuel est de l'ordre de 40 dollars par habitant. On ne compte plus les chômeurs. La population est analphabète à 93 %, ce qui n'empêchait pas Duvallier de se vanter « *d'avoir entrepris et réussi l'alphabétisation des masses* ».

Ainsi, au large des Etats-Unis, à quelques dizaines de kilomètres de la Floride, régnait un dictateur fou furieux, qui maintenait plus de quatre millions d'hommes dans un carcan de fer. Mais cela ne troublait guère le puissant voisin, pourtant grand défenseur des « libertés du monde libre » et grand pourfendeur devant l'éternel des « dictatures totalitaires ». Les U.S.A. se sont accommodés facilement de ce voisinage. Beaucoup mieux que du voisinage de Cuba, devenus castriste, qui eut droit au blocus et à l'invasion.

Plus même, jamais la manne généreuse du grand protecteur ne fit défaut à « Papa Doc ». Et si les autorités américaines rompirent les relations diplomatiques avec Haïti... durant seize jours, du 17 mai au 3 juin 1963, jamais elles ne cessèrent leur aide au régime. Les dollars, par millions, furent généreusement prêtés au sanglant dictateur, qui s'en appropriait d'ailleurs une bonne partie, à titre personnel (n'était-il pas l'incarnation du peuple haïtien), et qui entretenait ainsi ses troupes d'égorgeurs.

D'ailleurs, l'ensemble du monde impérialiste s'accommodait, lui aussi, fort bien de la présence, au titre de chef d'Etat, de Duvalier. N'a-t-on pas vu, il y a quelque temps, la justice française condamner un écrivain, pour crime de lèse-Duvalier, parce qu'il avait osé publier un livre dévoilant les détails de la dictature féroce qui régnait à Haïti.

Aujourd'hui, le secrétaire de l'O.N.U., U Thant, envoie ses condoléances attristées au fils du dictateur défunt, et ce télégramme est plus qu'un symbole. Il indique la solidarité du monde dit libre avec les tortionnaires les plus sanglants.

Ni U Thant, ni Pompidou, ni Nixon ne sont fous, et pourtant ils ont perpétré ou cautionné bien d'autres massacres, à une échelle bien plus grande encore. Qu'ils se situent eux-mêmes dans le camp d'un Duvalier ne surprend guère.

Jean-Pierre VALI.

Jean-Claude Duvalier paradant sur sa grosse moto : le physique de l'emploi. (Ph. U.P.I.)

Que se passe-t-il à la Guadeloupe ?

DEPUIS ces derniers mois, il ne se passe pas de semaine sans que la colère des Guadeloupéens n'éclate en grèves et en manifestations diverses. Les coupeurs de canne à sucre et les petits planteurs ont mené une grève de plus de deux mois. Le 23 mars, à Basse-Terre, des manifestations des travailleurs imposèrent la libération de trois militants syndicalistes passant devant les juges. Les travailleurs du bâtiment firent grève à leur tour, suivis par les lycéens et les collégiens.

Mercredi 21 avril, de violents affrontements se déroulèrent à Pointe-à-Pitre, localité la plus importante de Guadeloupe. A des lycéens en grève, on opposa les gendarmes et les C.R.S. Il y eut plusieurs blessés et des arrestations. L'après-midi, des manifestations se déroulèrent contre la comparution en flagrant délit de deux militants arrêtés le matin.

Quand on sait que le pays est quadrillé par les forces de l'ordre, que le gouvernement français a envoyé des renforts de gendarmerie, de C.R.S. et de légionnaires, on ne peut que craindre que d'un jour à l'autre, il y ait un bain de sang.

Le gouvernement français est déjà responsable de plus d'un massacre en Guadeloupe. En mai 1967, la police tirant sauvagement sur une manifestation de travailleurs du bâtiment à Pointe-à-Pitre fit au moins 15 morts et 300 blessés. Actuellement, d'un jour à l'autre, un tel massacre peut se renouveller.

Alors que les troupes colonialistes font preuve de leur bestialité, que les autorités françaises les font intervenir massivement, le Parti Communiste Guadeloupéen ne trouve rien de mieux que de dénoncer les révolutionnaires. Le P.C.G. s'attaque même physiquement à eux. Rovélas, qui dirigeait la liste révolutionnaire présentée à Capesterre sur la gauche au P.C.G. aux dernières élections municipales a été agressé par des membres du P.C.G. et blessé.

Peu de nouvelles sont données par la presse sur la situation réelle en Guadeloupe. Il faut dénoncer la répression qui a cours en Guadeloupe et empêcher le gouvernement français de massacrer les Antillais en lutte pour une vie digne et libre.

L'Union des Républiques Arabes

Mythes ou réalités ?

QUEL sort attend « l'Union des Républiques Arabes », fédération regroupant l'Egypte, la Syrie et la Libye, qui vient de voir le jour ?

L'Egypte n'en est pas à sa première tentative de former une union des pays arabes dont elle soit le pivot. En 1958, la République Arabe Unie naissait, union égypto-syrienne, qui ne connut que trois ans d'existence. Après cela, il y eut plusieurs tentatives d'alliance économique et militaire qui ne connurent pas un sort plus heureux ; en décembre dernier, les successeurs de Nasser annonçaient la conclusion d'un accord entre l'Egypte, la Syrie, la Libye et le Soudan. La Fédération proclamée aujourd'hui en est l'aboutissement, mais le Soudan s'est rétracté.

Pour des pays sous-développés comme le sont l'Egypte, la Syrie et la Libye, l'isolement est la condamnation de tout développement économique. Mais les tentatives d'unité et de fédérations sont également frappés de stérilité, car aucun rapport démocratique ne peut s'instaurer entre Etats eux-mêmes anti-démocratiques, sur un fond de sous-développement généralisé.

Dans des pays où les trois-quarts de la population manquent de tout, il n'y a pas de démocratie possible, même pour les classes possédantes. La démocratie bourgeoise, c'est-à-dire la démocratie parlementaire, est un luxe qui ne peut s'établir que sur la base d'une certaine richesse.

Sans démocratie, il ne peut non plus s'établir de rapports démocratiques entre les différents Etats fédérés. L'union se transforme rapidement en rapports de sujétion pour les Etats les plus faibles.

C'est pour cela que la RAU s'est effondrée en 1961 : l'union réalisée alors entre l'Egypte et la Syrie n'était en fait qu'une extension de la dictature nassérienne sur le territoire syrien. Les tentatives d'intégration économique de la Syrie dans le cadre de l'Egypte dressèrent les possédants syriens contre Nasser, et ce fut la rupture.

Aujourd'hui, la mort du Raïs a incontestablement atteint l'Egypte dans le rôle hégémonique qu'elle pouvait jouer au Moyen-Orient. C'est un partenaire moins dangereux actuellement pour la Syrie et la Libye. Rien ne dit pourtant que le sort de la nouvelle fédération sera plus heureux que celui de la RAU.

Catherine LORAINE

U.S.A.

L'opposition à la guerre s'amplifie

LE début de la semaine passée a été marqué aux Etats-Unis par une manifestation de cinq jours assez particulière contre la guerre du Vietnam.

« Nous exigeons le retrait immédiat et complet de toutes les troupes américaines et des agents du F.B.I., du Vietnam, du Cambodge, du Laos et de la Thaïlande, sans aucune condition » a déclaré B. K. FAME, un des dirigeants de l'organisation « Les vétérans du Vietnam contre la guerre ».

Et c'est environ 1.500 anciens G.I.'s en uniforme, avec décorations, dont certains étaient mutilés qui ont manifesté à Washington afin que cesse la sale guerre.

Cette manifestation fait partie du mouvement d'opinion qui apparaît de plus en plus hostile à la guerre et voudrait en finir rapidement et qui a amené samedi 500.000 manifestants, voire plus, à Washington devant la Maison-Blanche.

Il apparaît dorénavant difficile que Nixon finisse son mandat, sans avoir terminé la guerre du moins aux yeux de l'opinion américaine, c'est-à-dire retiré complètement les troupes américaines du territoire vietnamien.

Pierre PLUMIER

La journée du dans la mét

LA journée d'action, de rassemblements et de manifestations lancée par les Fédérations CGT et CFDT de la Métallurgie le 21 avril a été diversement suivie.

Quand on dit d'ailleurs que ce genre d'action est diversement suivie, il faut s'entendre. Il ne s'agit pas de 95 % dans certaines usines et de 50 % dans d'autres. Ce type de journées nationales d'action, en de telles occasions, regroupent très exceptionnellement 30 à 40 % du personnel des grandes entreprises. Le plus souvent, ce sont deux, trois ou quatre cents ouvriers qui débrayent, sur des entreprises où il y a deux mille ouvriers et plus. C'est donc en tenant compte de cette participation qu'il convient d'apprécier et de juger la journée du 21 avril.

Il semble que beaucoup d'usines qui n'avaient rien fait le 6 avril ont débrayé cette fois-ci. D'autres entreprises où le mouvement lancé par les sections locales le 6 avril avait été peu suivi ont débrayé cette fois en plus grand nombre.

Par contre, il ressort également que les usines où le débrayage du 6 avait été assez largement suivi ont souvent moins participé aux débrayages du 21 avril.

Cela se comprend aisément. Un certain nombre de travailleurs ont été un peu impressionnés par le relatif écho rencontré par la journée du 6 avril là où les sections locales avaient pris l'initiative d'appeler ; ce relatif (et bien faible néanmoins) espoir de voir s'engager une lutte un peu sérieuse explique que bien des travailleurs qui n'avaient pas débrayés le 6 ont débrayés cette fois-ci.

Par contre, les ouvriers des usines où les débrayages du 6 avaient été bien suivis ont vu se répéter le même scénario le 21 et ont tout de suite compris de quoi il s'agissait. Mais l'un dans l'autre, cela s'est équilibré et la journée du 21 avril a connu un relatif succès.

Une chose est certaine : les Fédérations syndicales qui prennent l'initiative d'organiser de telles journées d'action sans donner à l'avance de programme d'action précis, sans plan organisé de la lutte revendicative, font plus pour saboter le potentiel de lutte de la classe ouvrière que les positions intransigeantes des représentants de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (U.I.M.M.). Déjà une nouvelle rencontre entre syndicats et représentants de l'U.I.M.M. est prévue à la mi-mai. Les deux premières n'ont rien donné ; pourquoi une troisième apporterait-elle davantage ? A moins que les Directions syndicales s'inclinent devant les patrons.

Il y a fort à parier que les Fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la Métallurgie vont lancer une troisième journée d'action, peut-être avec une manifestation centrale à Paris (mais rien n'est sûr). Et après ?

Après, hélas, les Directions syndicales n'ont rien prévu. Ce n'est pourtant pas en répétant indéfiniment la même action limitée, que l'on fera céder les patrons de l'U.I.M.M. et le gouvernement qui les soutient. C'est par contre de cette manière que l'on décourage les travailleurs qui, aujourd'hui, ont manifesté une réelle combativité.

Renault (Billancourt)

Le 6 avril, aucun mot d'ordre syndical n'avait appelé l'ensemble de l'usine à débrayer et pour l'immense majorité des ouvriers la « journée d'action » n'avait été qu'une journée de travail comme les autres.

Seuls certains secteurs comme les forges-fonderies ou le Département 55 qui sont particulièrement touchés par des problèmes de décentralisation et de mutation, avaient été appelés à débrayer et étaient sortis ainsi que quelques départements d'outillage.

Mais pour la deuxième journée, CGT et CFDT s'étaient mis d'accord pour associer Renault au mouvement général. Il fut donc décidé un débrayage de deux heures et demie, une manifestation et un meeting avec les autres métallos de Boulogne, place Marcel-Sembat.

Le mouvement a été relativement bien suivi dans les secteurs cités plus haut ainsi que, d'une façon générale, dans tous les ateliers d'outillage et de professionnels. De nombreux employés ont pris part au mouvement et il y avait près de 6.000 travailleurs de la Régie dans le défilé. Il n'y a rien à dire sur les discours prononcés place Marcel-Sembat, on les avait déjà entendu cent fois, aussi comme il faisait beau de nombreux ouvriers se sont alors dispersés dans les cafés alentour. Tout se termina à la Mairie de Boulogne où le maire UDR Gorse reçut une délégation et se déclara d'accord avec les revendications « à condition que cela ne mette pas en péril l'économie nationale » (sic).

Cependant, le fait le plus significatif de cette journée d'action chez Renault est sans doute que le mouvement n'a pratiquement pas été suivi dans les départements d'OS tels que le 74, le 12 et le 38 qui regroupent la plus grande partie des 13.000 travailleurs émigrés de la Régie. La nature des revendications mises en avant (la retraite, les 40 heures) l'explique en partie, mais ce qui l'explique surtout c'est la méfiance de ces travailleurs vis-à-vis des syndicats qui les ont abandonnés lors de la grève « sauvage » de la sellerie il y a quelques mois.

Correspondant L.O.

Fonderie lorraine (Région rouennaise)

Alors que la journée d'action du 6 avril est passée complètement inaperçue à la Fonderie, celle du 21 fut très différente.

En effet, pratiquement pour la première fois dans l'histoire de la Fonderie, la CGT appelait à participer à une journée d'action ! Il faut dire que depuis quelques mois, de l'avis unanime (y compris celui du patron à qui ça ne plait guère) l'état d'esprit a changé et les ouvriers comme les mensuels ont pris l'habitude de discuter et de ne pas accepter sans broncher les brimades de la Direction.

Aussi, le 21, nous fûmes 80 % des horaires et 50 % des mensuels à débrayer, un casque vert (chef de service) s'associa même au mouvement.

A l'équipe du matin une assemblée eut lieu à 10 heures à côté des bureaux de la Direction. Après une intervention des délégués sur la retraite à 60 ans et le retour aux 40 heures, et le vote d'une motion, un groupe d'ouvriers demanda que le patron nous paye la prime d'assiduité malgré la grève, proposant de continuer après 11 h (1 heure était prévue) s'il refusait. Après un vote à main levée nous acceptons unanimes la proposition de nos camarades. Les délégués allèrent voir le patron qui refusa. Nous décidâmes alors de continuer après 11 heures. Les discussions allaient bon train et l'opinion générale était que tant qu'à perdre la prime autant rester dehors plus longtemps plutôt que dans la boîte avec la poussière et la chaleur. Il faut dire qu'il faisait particulièrement beau et que chacun était content de profiter du soleil !

Toutes les discussions qui eurent lieu furent d'ailleurs traduites en portugais et en sénégalais, par les travailleurs immigrés connaissant le français.

A 11 h 30, après un nouveau vote, nous regagnions l'usine tous ensemble estimant qu'on ne pouvait durcir le mouvement. Si nous avons continué une demi-heure c'était, en effet, pour montrer au patron notre détermination plus que pour la valeur de la prime qui est de 13 F par mois !

Les équipes d'après-midi et de nuit décidèrent, elles aussi, de faire 1 h 30 de grève comme celle du matin.

Même si, comme beaucoup le pensent et le disent, ce mouvement n'est pas suffisant pour obtenir les 40 heures et la retraite à 60 ans, dans l'ensemble tout le monde est satisfait d'avoir débrayé.

Correspondant L.O.

S.N.E.C.M.A. (Corbeil)

Le mot d'ordre lancé par la CGT et la CFDT, d'une durée de 2 h 15 a été largement suivi par les travailleurs de Corbeil.

Il y avait longtemps, au dire de beaucoup, qu'on n'avait pas vu cela. Il faut dire que cette fois, nous n'étions pas invités à faire le tour du bâtiment administratif, mais à nous rendre en cortège à la mairie de Corbeil où se tenait un meeting.

D'autres entreprises étaient présentes : Testu, Decauvilles, etc.

Les représentants de la CFDT et de la CGT ont pris la parole successivement pour rappeler le bien-fondé des revendications.

Ce n'était pas l'ambiance des grands jours, mais cette journée d'action aura démontré que la combativité des travailleurs de Corbeil n'est point émoussée.

Certains parlent de descendre à Paris. Tous les métallurgistes à Paris se serait peut-être le coup d'envoi d'une lutte rétous les métallurgistes à Paris ce serait solue.

Correspondant L.O.

Hispano-Suiza (Bois-Colombes)

Pour la manifestation du 21 avril, chez Hispano, la CFDT proposa à la CGT d'organiser une manifestation à Paris. La CGT refusa, les syndicats se mirent d'accord sur une manifestation sur la localité, qui regroupa 26 entreprises de Courbevoie et de Bois-Colombes.

Dans les milieux cégétistes, on expliqua le refus de la manifestation à Paris par les arguments suivants : cela sera très dur d'organiser le service d'ordre ; plus il y a de monde, plus les gauchistes sont là. Comme quoi on s'occupe beaucoup plus des gauchistes que des travailleurs.

Dès mardi, des militants de notre tendance diffusèrent sur les entreprises de Courbevoie un tract appelant à la manifestation.

A 9 h 15, Hispano commença à se vider pour encombrer la place et le parking devant l'usine. Banderoles et drapeaux déployés, très rapidement des slogans commencèrent à se faire entendre. Les jeunes étaient nombreux sous la banderole de la commission jeune CGT. « Les 40 heures, la retraite à 60 ans, ce n'est qu'un début pour une vie meilleure », voilà la banderole de la CFDT. Puis vinrent SKF, GSP, Berliet, Vélosolex, SNIAS, etc...

Au fur et à mesure que la manifestation s'avançait, les travailleurs de chaque usine rejoignaient le cortège, accueillis avec enthousiasme. En tout il y eut près de 5.000 manifestants.

*L'*Internationale *fut chantée par de nombreux travailleurs, mais vite étouffée par « Nos 40 heures », la CGT trouvant sûrement ce chant ouvrier trop politique. Les discussions allaient bon train tout au long de la manifestation. Conscients de notre force, de nous retrouver au coude à coude, on a vite parlé des 40 heures de 36.*

Un délégué du personnel CFDT d'Hispano (de notre tendance) a pris la parole expliquant qu'il y avait au même moment le Bâtiment qui manifestait à Paris. Que l'on devrait aller plus loin, vers un regroupement des différentes industries à Paris et dans tous les centres industriels.

Puis un permanent de l'UL et un de la Fédé CGT prirent la parole. Dans leur intervention aucune perspective ne fut fixée pour l'obtention de leurs revendications.

Les travailleurs, en répondant nombreux à l'appel des syndicats, ont bien montré leur désir de combattre pour faire céder les patrons sur les 40 heures et la retraite à 60 ans. Maintenant c'est aux syndicats, poussés par les travailleurs, à concrétiser ce vaste mécontentement.

Correspondant L.O.

Compagnie des Compteurs (Montrouge)

La journée aux Compteurs de Montrouge s'est traduite par un débrayage de 1 h 30 en fin d'après-midi.

Après trois intersyndicales CGT-CFDT-FO et plusieurs contacts pris par la section CFDT avec les sections syndicales des entreprises métallurgiques de la région, il n'a pas été possible d'organiser un meeting commun. La CGT refusant dans les faits qu'une telle manifestation ait lieu.

Un rassemblement à l'intérieur de l'usine regroupa 250 à 300 travailleurs sur les 5.000 qu'emploie la compagnie, mais bon nombre de grévistes, le soleil aidant, ont quitté directement l'usine sans venir écouter les prises de parole des organisations syndicales.

A ce rassemblement, la CFDT proposa qu'une manifestation accompagne la délégation qui se rendrait à l'UIMM jusqu'à la porte d'Orléans, la section syndicale CGT-FO s'y associa, la CGT, voyant là une action minoritaire gauchiste, s'y est refusée. Un léger flottement se produisit, et c'est seulement une centaine de travailleurs, surtout des jeunes, qui se rendirent, banderoles en tête, à la porte d'Orléans, accompagner la délégation. La petite ballade dans les rues de Montrouge, malgré le petit nombre de participants avait quand même une allure décidée. Mais le peu de perspectives que cette journée d'action, simple répétition de la journée du 6 avril, offrait aux travailleurs, a quand même déçu un bon nombre de travailleurs de la Compagnie.

Correspondant L.O.

21 avril allurgie

S.K.F. (Ivry)

Dès le mardi 20 avril, l'équipe de l'après-midi et la Normale ont été appelées par la CGT à débrayer et à se rendre au siège social de Clamart pour manifester. Depuis la précédente journée d'action d'il y a un mois, divers débrayages avaient éclaté au sujet de la réduction du temps de travail, pour obtenir une demi-heure de moins le 1er juin et les 40 heures en 1973.

Cette fois, nous y étions 150 environ sur les 900 ouvriers concernés, les autres qui avaient débrayé en grande majorité sont restés à Ivry.

Nous avons attendu pendant deux heures que la Direction reçoive nos délégués, puis nous avons repris les cars et nous sommes retournés à la cantine d'Ivry vers 18 heures, pour attendre la réponse qui a été négative. Les délégués nous ont alors demandé de reprendre le travail mais une majorité d'entre nous s'est prononcée par un vote contre cette reprise. Et la grève a duré jusqu'à l'heure de la sortie.

Mercredi matin, à 8 h 30, la grande majorité de l'équipe et à nouveau la Normale arrêtait le travail, la Normale étant appelée à débrayer seulement un quart d'heure pour information.

Au bout d'un quart d'heure, après nous avoir expliqué ce qui s'était passé à Clamart et le refus de la Direction, les délégués demandaient à la Normale de reprendre le travail.

Devant nos protestations, un vote fut organisé qui donna une majorité pour aller manifester à la place Gambetta (Ivry) avec l'équipe. A ce moment les délégués affirmaient que les résultats du vote ne voulaient rien dire, car l'équipe était mélangée à la Normale. Un deuxième vote eut donc lieu, avec la Normale seule, qui donna encore une majorité pour continuer le débrayage.

Après le meeting, de retour à l'usine, des petits groupes se sont formés, où l'on disait qu'il fallait continuer le débrayage jusqu'à la fin de la journée.

Un délégué a pris alors la parole pour nous annoncer qu'il venait de voir la Direction d'Ivry et que celle-ci refusait d'accepter nos revendications « par principe » et non pour l'argent.

Plusieurs d'entre nous, exprimant l'avis général, ont dit : « si la Direction a des principes, nous aussi ». Là-dessus, le délégué, à l'étonnement général, nous a appelé à reprendre le travail.

Là encore, devant nos réactions, un vote a dû être organisé qui donnait une légère majorité contre la reprise.

Les délégués nous ont alors invité à reprendre malgré tout, sous le prétexte qu'en comptant ceux qui étaient déjà rentrés dans l'usine, il n'y avait plus qu'une minorité à vouloir faire grève.

Après quelques discussions, tout le monde plus ou moins démoralisé, reprit alors le travail.

Dans cette affaire, ce n'est en tout cas pas les travailleurs qu'on pourra accuser d'avoir manqué de combativité.

Correspondant L.O.

Alsthom (Saint-Ouen)

Le 6 avril, à l'appel de la CGT et de la CFDT, 600 travailleurs avaient débrayé à 10 heures jusqu'au soir, soit six heures et demie de débrayage.

Cette fois, la CGT, prétextant qu'en débrayant moins longtemps on aurait plus de monde, appelait à débrayer à 16 heures, soit une heure et dix-huit minutes.

La CFDT, animée par des militants de notre tendance, expliqua qu'en l'absence de plan d'action précis des fédérations, il ne servait à rien de débrayer la journée alors que les autres usines ne débrayaient qu'une heure ou deux ; en conséquence, elle se ralliait au débrayage de la CGT.

Pourtant, il n'y a pas eu plus de 450 à 500 travailleurs qui ont débrayé. Au rassemblement dans l'usine, il y avait en tout et pour tout 300 à 350 participants.

Le pèlerinage annuel à la chambre patronale de Saint-Ouen et qui, d'après la CGT, devait regrouper toutes les usines de la localité, ne regroupa qu'un millier de participants de 5 ou 6 usines seulement.

Le discours bredouillant du permanent, épuisé par ses longues randonnées anti-gauchistes, a lessivé tout le monde et la manifestation de 150 mètres pour aller se séparer à la mairie de Saint-Ouen, s'est passée, comme on dit maintenant, « dans le calme et la résignation ».

La seule note divergente a été le défilé de l'Alsthom pour rejoindre la Chambre patronale. On a commencé à frapper dans les mains ; d'abord un, puis dix, puis vingt, « ce n'est qu'un début, continuons le combat », repris ensuite par une partie du cortège.

(Correspondant L.O.)

Berliet (Courbevoie)

Les syndicats CGT-CFDT décidèrent d'appeler à un débrayage d'une heure. A neuf heures, les travailleurs (200 environ sur 800), se regroupèrent dans la cour. La Direction fit savoir aux syndicats qu'il était interdit de rester dans l'enceinte de l'usine.

Les grévistes affluèrent alors sur les trottoirs.

Et c'est à ce moment que les travailleurs d'HISPANO, SKF, GSP, déjà fort nombreux, arrivaient à l'embranchement de Courbevoie.

Très rapidement nous nous joignîmes au cortège qui grossissait au fur et à mesure de sa progression. Vers 11 heures, l'ordre de dislocation fut donné. Nous rentrâmes dans l'usine tout en continuant à scander nos mots d'ordre qui résonnèrent encore longtemps. Le Direction qui attendait notre retour pour 10 heures voulut nous faire pointer à notre arrivée mais devant l'ambiance qui régnait, elle a préféré ne pas insister. Le travail ne reprit que vers 12 heures.

Correspondant L.O.

en direct de la fête

LA fête de **Lutte Ouvrière** ne se fixe pas pour seul objectif de distraire nos amis et lecteurs en leur offrant un programme artistique, des orchestres, des stands et jeux que l'on trouve traditionnellement dans toutes les fêtes. La politique sera aussi de la partie. Elle ne se présentera pas sous la forme de discours académiques, mais elle se fondra tout naturellement dans le cadre de ce week-end à la campagne. Au hasard des stands, les participants pourront s'arrêter devant les panneaux d'exposition qui retraceront l'activité de nos camarades dans les entreprises. Ils liront les tracts et documents qui reflètent la lutte que mènent les ouvriers révolutionnaires contre le patronat et les bureaucraties syndicales.

De même, dans un autre domaine, une partie non négligeable du programme présenté sera ce qu'on appelle « engagé ». C'est ainsi qu'en ce qui concerne le cinéma, nous projeterons, pour citer quelques exemples, un court métrage sur le massacre des Indiens au Brésil, un documentaire sur l'immigration portugaise en France, un montage de Marc Ferro sur la révolution de 1917. Il en ira de même pour le théâtre et c'est ainsi que la troupe du « Théâtre du Soleil » (celle qui joue actuellement 1789 à la Cartoucherie de Vincennes) met actuellement au point, spécialement pour la fête de **Lutte Ouvrière,** une série de saynètes sur la Commune.

Mais ceux qui viendront à la fête de **Lutte Ouvrière** ne seront pas seulement invités à assister en spectateurs au programme proposé. Ils pourront aussi prendre la parole, exposer et discuter le plus librement du monde de ce qui les intéresse, de tout ce qui les intéresse. Et ils pourront le faire d'autant plus facilement qu'ils trouveront sur place toute l'infrastructure nécessaire. Ceux qui voudront coucher leurs idées sur le papier auront à leur disposition une machine à écrire, des stencils, une ronéo et du papier. Il leur faudra mettre en œuvre eux-mêmes ce matériel, bien entendu, et diffuser leurs écrits, mais ils seront entièrement libres de le faire.

Les mêmes facilités seront accordées à ceux qui désireront, et nous espérons qu'ils seront nombreux, discuter des sujets qui leur tiennent à cœur. D'ores et déjà, de nombreux forums sont prévus sur les sujets les plus divers : « L'art et la Révolution », « la pilule », « le massacre des Indiens en Amérique » « l'Occitanie », etc. Il s'agit là de quelques exemples et non d'une liste exhaustive. Nous souhaitons que d'autres conférenciers, à titre individuel ou au nom d'organisations, viennent y ajouter d'autres sujets. Il leur suffit de nous le signaler en nous indiquant le sujet et nous les intégrerons dans le programme de ces forums.

Ces forums peuvent être, au choix des conférenciers, soit un exposé, soit une simple introduction à un débat.

Nous voulons qu'à la fête de **L.O.,** la liberté de presse, d'expression et de réunion soit totale. Tant il est vrai qu'une fête organisée par des révolutionnaires socialistes ne peut se concevoir sans la liberté la plus complète, à l'image même de la société que nous voulons construire.

Lutte Ouvrière

Seront présents :

- **Pia COLOMBO**
- **EVARISTE**
- **Claude NOUGARO**
- **MOULOUDJI**

à nos lecteurs de province

Nos lecteurs et amis de province sont naturellement invités à venir nombreux à notre fête. Pour obtenir des vignettes, ils peuvent écrire à Michel Rodinson, en versant un mandat C.C. P. à notre compte : C.C.P. Paris 6851-10.

Signalons, par ailleurs, que des cars partiront de nombreuses villes de province : Rouen, St - Nazaire, Angers, Bourges, Lyon, Bordeaux, Toulouse, etc. Pour monter à Paris, écrivez-nous rapidement afin que nous puissions établir des projets précis.

(Photo Violllet.)

La Commune au jour le jour (6)

Le comité de salut public : une caricature de direction

La guerre civile

Le 25 avril, les combats se poursuivaient toujours. A la Belle-Epine près de Villejuif, un officier versaillais abattit à coups de revolver, froidement, quatre gardes nationaux faits prisonniers.

La plupart des soldats versaillais étaient des prisonniers de guerre libérés par accord entre les compères Thiers et Bismarck. Ils croyaient aux boniments de leurs officiers, « que les Fédérés étaient des voleurs relâchés par la Commune ou des Prussiens et qu'ils torturaient leurs prisonniers » **(Lissagaray).**

La Commune, elle, non seulement ne fusillait ni ne torturait ses prisonniers, mais les soignait. Cependant, elle ne fit pas de travail politique parmi eux et ne les employa guère à ouvrir les yeux de leurs camarades qui suivaient aveuglément les ordres des bouchers versaillais.

Une partie des conservateurs se rallient à la Commune

Thiers refusa de recevoir les francs-maçons et leurs bannières, appelant à une suave fraternité universelle par-dessus les classes, furent déchiquetées par les balles.

Ils se rallièrent alors à la Commune, ainsi que l'Alliance républicaine des départements de Millière. Piètres combattants pour la révolution sociale que ceux qui, comme la Ligue des droits de Paris voulaient opposer aux canons de Versailles « une immense quantité de signatures ». **Ce qui fut plus catastrophique, c'est que cette fade idéologie petite-bourgeoise trouvait un écho chez certains membres de la Commune, portés par les événements à la tête d'une impitoyable guerre de classe.**

La situation militaire

Sous l'artillerie des Versaillais, sans renforts, le fort d'Ivry commença à être évacué le 30 avril. Aucun ordre n'avait été donné. Cluseret avait été mis en état d'arrestation. La 2e Commission Exécutive appela Rossel à la direction de la Guerre. Les chefs militaires se succédèrent, mais une véritable direction politique et militaire ne se constitua pas pour autant. Ce que disait Varlin le 28 avril pouvait s'appliquer à chaque jour de la Commune : « Je crois que chaque fois que vous faites des décrets, il serait bon que vous chargiez quelqu'un de l'exécution de ces décrets ». **Mais lui-même apparaissait ainsi bien sceptique sur l'efficacité de ce qui demeura une louable intention...**

Les événements devenaient pressants.

Le comité de Salut Public

En l'absence d'une autorité réelle, on alla ressortir la défroque du vieux Comité de salut public de 1793 comme épouvantail à Versaillais.

La « panique d'Issy fit le Comité de salut public ». **Le 28 avril, Jules Miot,** «une des plus belles barbes de 48 » **en réclama la création pour** « faire tomber la tête des traîtres ».

En l'absence de mesures pratiques, la majorité se contenta d'un titre ronflant. La minorité rejeta le mot mais ne proposa pas autre chose.

Les querelles personnelles qui empoisonnaient déjà les séances culminèrent dans une lutte qui ne fit que rendre les débats de la Commune plus stériles et l'amener à se déconsidérer aux yeux mêmes de ses combattants.

Encore des mesures symboliques

La Commune ordonna la démolition de la Chapelle expiatoire de la mort de Louis XVI (ce qui ne fut réalisé qu'en partie). Elle rasa la chapelle du général réactionnaire de Bréa (tué par les ouvriers parisiens en juin 1848) et donna le nom du courageux Duval, fusillé par les Versaillais, à la place d'Italie.

Les Communards

Lissagaray qui ne ménage pas les critiques aux membres de la Commune, leur rend cependant justice :

« Tous les décrets socialistes passèrent à l'unanimité, car bien qu'ils aient voulu se différencier, ils furent tous des socialistes. Il n'y eut qu'une seule voix dans le Conseil pour expulser deux de ses membres coupables de forfaitures antérieures » **(Blanchet, ex-capucin, banqueroutier ; Emile Clément qui, sous l'Empire, s'était offert à la police)** « Et nul même au plus fort du péril, n'osa parler de capitulation ».

Mesures sociales

Elles furent dues en général à l'initiative de la minorité. La Commune décréta le 30 mars la remise générale aux locataires des termes d'octobre 1870, janvier et avril 1871. Le 25 avril, les logements vacants furent réquisitionnés en faveur des victimes des bombardements de Versailles.

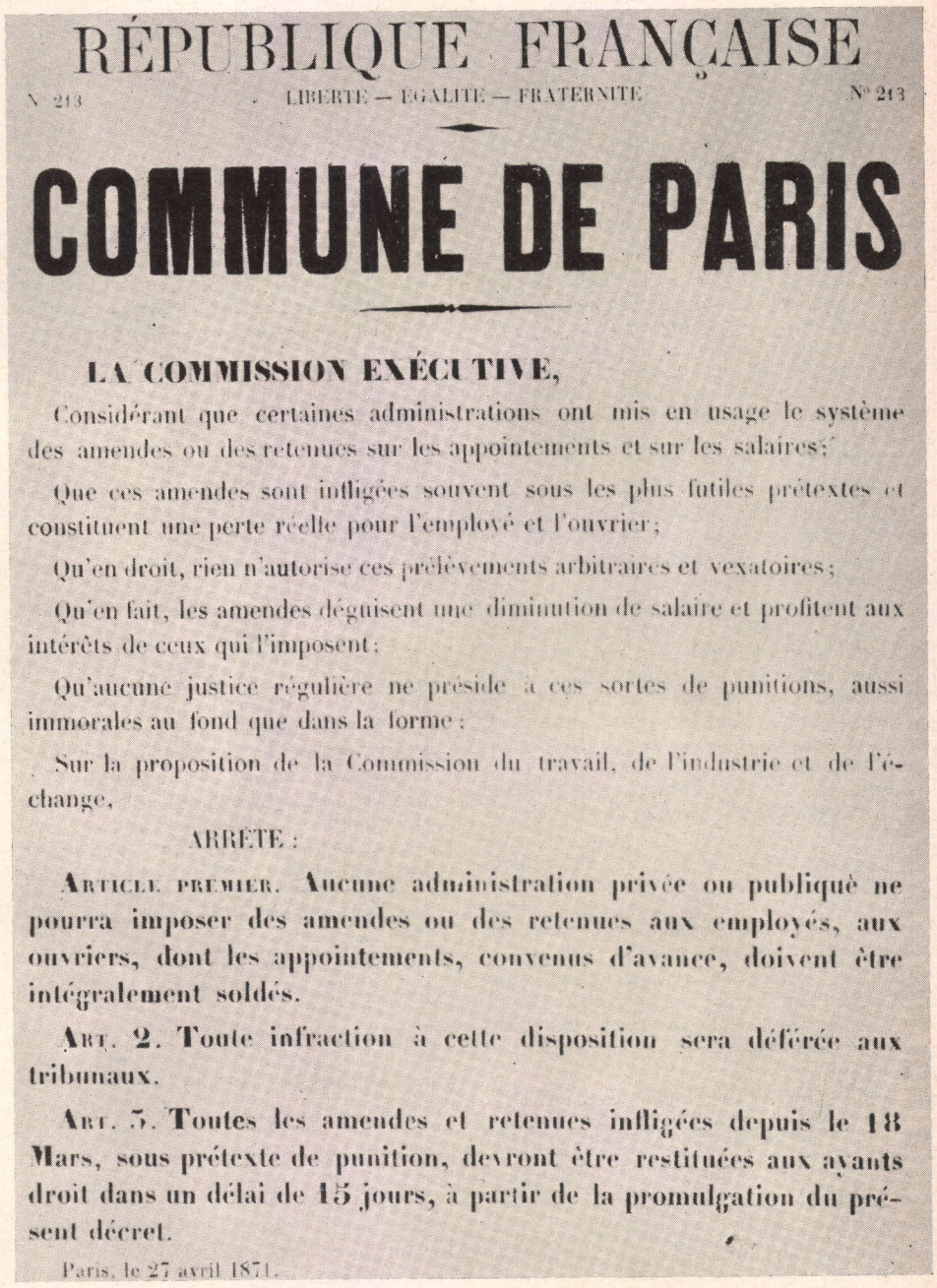
Défendant commerçants et artisans contre la grande bourgeoisie, elle s'occupa du problème des échéances, décréta le moratoire, consulta leurs chambres syndicales et le 18 avril décréta que le remboursement devrait se faire à partir du 15 juillet 1871, dans un délai de trois ans et sans intérêts.

Cependant, pour défendre les ouvriers, la Commune fut prête à s'attaquer aux petits patrons comme aux grands. C'est ainsi que le 3 mai, elle décréta que les patrons boulangers qui maintiendraient le travail de nuit, en dépit du décret du 20 avril, verraient leurs pains saisis.

En ce qui concerne les dégagements des objets déposés au Mont-de-Piété, la Commune fut assez timorée. Elle en interdit cependant la vente, suspendue depuis le 15 août 1870, mais que le directeur voulait faire reprendre le 1er avril. La solution fut retardée par des considérations de budget contre lesquelles Vaillant protesta : « Ce ne sont pas nos finances que nous devons consulter ; nous devons imposer les rentiers au profit de ceux qui n'ont rien ».

Le décret du 7 mai permit le dégagement gratuit des objets d'une valeur inférieure à 20 francs déposés avant le 25 avril. Mesure limitée, réalisée par les gouvernements antérieurs et plus tard par Mac-Mahon. Philanthropie qui, comme Frankel le fit remarquer, ne changeait pas grand chose.

Le 27 avril, les amendes et retenues sur les salaires furent interdites. Les amendes infligées depuis le 18 mars devaient être restituées. Dès le 30 avril, les compagnies de chemins de fer durent s'exécuter.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 213 — LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ — N° 213

COMMUNE DE PARIS

LA COMMISSION EXÉCUTIVE,

Considérant que certaines administrations ont mis en usage le système des amendes ou des retenues sur les appointements et sur les salaires;

Que ces amendes sont infligées souvent sous les plus futiles prétextes et constituent une perte réelle pour l'employé et l'ouvrier;

Qu'en droit, rien n'autorise ces prélèvements arbitraires et vexatoires;

Qu'en fait, les amendes déguisent une diminution de salaire et profitent aux intérêts de ceux qui l'imposent;

Qu'aucune justice régulière ne préside à ces sortes de punitions, aussi immorales au fond que dans la forme;

Sur la proposition de la Commission du travail, de l'industrie et de l'échange,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. Aucune administration privée ou publique ne pourra imposer des amendes ou des retenues aux employés, aux ouvriers, dont les appointements, convenus d'avance, doivent être intégralement soldés.

ART. 2. Toute infraction à cette disposition sera déférée aux tribunaux.

ART. 3. Toutes les amendes et retenues infligées depuis le 18 Mars, sous prétexte de punition, devront être restituées aux ayants droit dans un délai de 15 jours, à partir de la promulgation du présent décret.

Paris, le 27 avril 1871.

Le 28 avril, devant les tentatives de Thiers de saboter le trafic de la gare du Nord qui approvisionnait Paris, Johannard proposa la nationalisation de la compagnie et le passage en cour martiale de ses directeurs. La Commune n'eut pas le temps d'entreprendre la socialisation de l'économie mais en ouvrit la voie.

La province : Lyon de nouveau

Le 30 avril, Thiers organisa des élections municipales en province. Beaucoup de villes votèrent pour des listes « républicaines » mais la Commune n'en fut pas sauvée pour autant.

Des manifestations eurent lieu à Thiers, Souppes, Nemours, Château-Landon, Villeneuve-sur-Yonne, Dordives, Montargis et Coulommiers.

Lyon s'insurgea. Le 30 avril, les gardes nationaux organisèrent le boycott. Une commission révolutionnaire s'installa dans la mairie, des barricades furent dressées. Un gambettiste, Andieux, mena la répression et les bataillons ouvriers furent désarmés.

Il y eut encore quelques faibles sursauts mais « le 10 mai, Thiers dominait entièrement la situation » **(Lissagaray). Et ce ne fut pas le Comité de salut public qui y changea quelque chose.**

Pierre BUISSON

Lundi 3 mai 1971

MEETING de LUTTE OUVRIERE

la Commune de Paris
amorce d'une société
sans classe,
sans exploitation
et sans gendarme

GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE A PARIS

Participation aux frais : 2 F

AVRIL 1961

Le “ putsch des généraux ” à Alger

Une manifestation de la population européenne d'Alger lors du putsch. (Ph. U.P.I.)

EN ce milieu d'avril 1961, la rencontre à Evian entre représentants du gouvernement français et représentants du F.L.N. algérien semble être imminente. Semble seulement, car si De Gaulle dans sa dernière conférence de presse du 12 avril rappelle que « la décolonisation est notre intérêt, et par conséquent notre politique », **on voit mal comment il lui serait possible de tenir sa promesse d'accorder l'autodétermination en faveur de laquelle cependant, 80 % de « oui » avaient été comptés lors du référendum du 8 janvier 61. En effet, pour qu'un cessez-le-feu soit possible, pour que les pourparlers puissent commencer avec le F.L.N., pour que le processus diplomatique de dégagement du « guêpier algérien » démarre, il était nécessaire à De Gaulle de réduire l'opposition de l'extrême-droite, de tous les ultras, des hommes politiques à la Soustelle et Bidault, des anciens combattants, des militaires irréductibles, et des européens d'Algérie, bref de tous ceux qui contribuèrent à la semaine des barricades de janvier 1960, toujours prêts à recommencer si nécessaire.**

Le putsch

De Gaulle ne prendra pas, lui, l'initiative d'une épreuve de force contre l'extrême-droite. Ce seront les militaires, ou plutôt une frange étroite d'officiers militaires supérieurs qui va tenter un coup de force.

A Alger, le putsch des généraux va répondre, en quelque sorte, à la conférence de presse de De Gaulle. Le général Challe, pressenti pour prendre la tête du mouvement, longtemps hésitant, dira le 12 avril : « Je suis d'accord pour me mettre à la tête du mouvement puisque De Gaulle jette l'Algérie par-dessus les moulins. On ne peut se laisser étriper. » **Et dans la nuit du vendredi au samedi 22 avril, les généraux Challe, Jouhaud, Zeller, s'emparent du pouvoir à Alger, avec l'appui des régiments étrangers de parachutistes. Le général Salan, alors en Espagne, les rejoindra le lendemain. Immédiatement, l'état de siège est proclamé sur l'ensemble du territoire algérien, tous les pouvoirs passent à l'autorité militaire, un tribunal militaire doit juger** « tous les individus ayant participé à l'entreprise d'abandon de l'Algérie et du Sahara », **et Radio-Alger proclame :** « l'Algérie française n'est pas morte. Il n'y a pas, il n'y aura jamais d'Algérie indépendante. »

A Paris, le gouvernement revient difficilement de sa surprise. Messmer, ministre des Armées, déclarait quelques jours plus tôt : « Je ne dis pas qu'il n'y aura pas certains accès de mauvaise humeur, des réactions de mécontentement, mais il est exclu que l'armée sorte de la discipline. »

Mais avant même toute prise de position officielle, dès l'annonce du putsch, l'unanimité quasi-totale va se réaliser contre eux et derrière De Gaulle par conséquent, dans la métropole. A gauche comme à droite, on proteste au nom de « l'unité de la nation ». Le P.C.F. s'adresse par la plume de Maurice Thorez, à la S.F.I.O., au P.S.U., au Parti Radical, au M.R.P., pour organiser une riposte commune, appel auquel le P.S.U. seul répondra. L'Humanité **s'adressera** « au peuple de France » : « Contre le péril qui menace la nation, travailleurs, démocrates, levez-vous en masse, restez mobilisés en permanence. Rassemblez-vous, manifestez dans les localités et les entreprises. Organisez-vous en vue de la lutte, etc. ». **Le P.S.U., pour sa part, appelle aussi à l'organisation immédiate de comités d'action dans les entreprises et dans les quartiers, propose des milices populaires.**

Une grève générale d'une heure est décidée par la C.G.T., C.F.T.C., F.E.N. et U.N.E.F. pour le lundi 24 avril à 17 heures (F.O. envisage un « court arrêt de travail »). **Si les communiqués de tous les syndicats sont identiques, ils seront tous séparés et quasiment rien ne sera fait en commun.**

D'autre part, mis à part l'Aurore **et** le Parisien Libéré, **tous les journaux sont unanimes à dénoncer le coup d'Etat, même si leurs raisons sont différentes. Gabriel Robinet écrit dans** le Figaro : « Ne se rendent-ils pas compte enfin, qu'en proclamant une dictature militaire qui repose avant tout sur des régiments de parachutistes et de légionnaires, ils vont contribuer à créer un front populaire dont le Parti Communiste cherche depuis des mois à prendre la direction ? »...

Salan, Challe, Zeller, Jouhaud : « un quarteron de généraux en retraite... un groupe d'officiers partisans, ambitieux et fanatiques » qui avaient cru que De Gaulle les avait compris ».

Un véritable vent de panique souffle sur tout le pays. On parle de guerre civile, de recours à l'article 16 de la Constitution. Un appel à la vigilance pour « sauver la République » **est affiché, barré de tricolore, sur tous les murs de Paris, signé du Président du Conseil Général de la Seine.**

De Gaulle attendra dimanche 20 heures pour intervenir à la télévision : « Un pouvoir insurrectionnel s'est établi en Algérie par un « pronunciamento » militaire. Le pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite. Il a une réalité : un groupe d'officiers partisans, ambitieux et fanatiques »... « Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis tous les moyens, soient employés pour barrer la route à ces hommes-là, en attendant de les réduire. J'interdis à tout Français et d'abord à tout soldat d'obéir à chacun de leurs ordres. » **Il annonce aussi l'instauration de l'état d'urgence à partir du 23 avril à 0 heure. A 23 h 45, le même soir, Michel Debré, alors Premier ministre, parle à son tour :** « Des renseignements nombreux, concordants, permettent au gouvernement de penser que les auteurs du coup d'Etat d'Alger envisagent à très brève échéance une action de surprise et de force avec la métropole, et en particulier sur la Région parisienne », **et il poursuit** : « Dès que les sirènes retentiront, allez-y (aux aérodromes) à pied ou en voiture, convaincre les soldats trompés de leur lourde erreur. Il faut que le bon sens vienne de l'âme populaire et que chacun se sente une part de la nation. » **Autant de paroles qui vont contribuer au climat de fièvre qui règne à Paris.**

Toute la nuit, sur ordre gouvernemental, toutes les radios (y compris les postes périphériques) vont diffuser des informations et tenir en haleine la population qui déjà s'attend à voir débarquer les « paras » (ce qui n'est guère étonnant après les propos divers émanant ou non du gouvernement, que rapporte de manière ininterrompue la radio). Un corps de volontaires de défense civile assez symbolique est constitué, sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur. Partis et syndicats pour leur part, participent à l'ambiance. Un peu partout, des comités de vigilance eux aussi symboliques : Pantin, Bagnolet, Issy, Ivry, etc. Les chars s'installent dans Paris devant l'Elysée, le Palais Bourbon et divers ministères. La nuit de dimanche à lundi se passe sur le pied de guerre. On a annoncé aux Parisiens un débarquement militaire.

Pourtant, dès le lundi, à Alger, la situation est loin d'être favorable aux militaires putschistes. Le discours de De Gaulle, appelant les soldats à ne pas obéir aux généraux rebelles, a incontestablement porté. A beaucoup d'officiers, l'affaire apparaît trop risquée. Les régiments sur lesquels Challe comptait ne suivent pas. Outre les appelés qui ont été dès le départ hostiles, la majorité de l'armée d'Algérie hésite, tergiverse, attend. L'aviation et la marine sont opposés au coup de force, la situation se dégrade d'heure en heure.

La fin d'un feu de paille

Dans la métropole, la journée du lundi est marquée par la grève d'une heure qui touchera la quasi-totalité des travailleurs. Des meetings, une manifestation de 5.000 étudiants à Paris, regroupent des participants inquiets. Les orateurs réclament des moyens de « lutter efficacement ». Le secrétaire général de la C.G.T. Renault a même demandé le lundi matin au cours d'un meeting à l'usine, des armes pour les travailleurs, comme si le gouvernement qui a fait appel à la population dans une perspective plébiscitaire évidente, pouvait accéder à pareille requête.

La nuit du lundi au mardi sera encore une nuit d'inquiétude pour bon nombre de Parisiens. Et pourtant déjà, le coup de force s'avère une lamentable déconfiture. Le mardi, c'est la débandade à Alger. Challe déclare à 16 heures : « L'affaire est finie. Nous avons échoué », **et se rendra avec Zeller quelques heures plus tard. Salan et Jouhaud passent dans la clandestinité d'où ils organiseront les premiers réseaux de l'O.A.S.**

Le putsch n'aura été qu'un feu de paille, mais feu de paille qui aura permis à De Gaulle de porter un coup sévère à l'extrême-droite, de déconsidérer certains de ses chefs. Pour cela, il lui a fallu obtenir le soutien des partis de gauche. Mais leur complicité lui était déjà acquise, et lorsque la conférence d'Evian s'ouvrira le 20 mai suivant, De Gaulle aura les mains entièrement libres, tant parce que l'extrême-droite n'a plus les moyens de s'opposer à sa politique que parce que les partis de gauche, dans cette affaire, montrent dans la pratique, qu'ils étaient prêts à faire allégeance au général sur sa politique algérienne.

Lucienne PLAIN

Le problème de De Gaulle : sortir la bourgeoisie française du « guépier algérien ».

L'INSURRECTION AU BENGALE, LA POSITION DE PÉKIN... ET DES PRO-CHINOIS

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Informations Ouvrières **de la semaine du 7 au 14 avril souligne qu'en délaissant la lutte du peuple bengali, c'est l'ensemble des luttes des peuples et d'abord celles du peuple vietnamien que l'on trahit.**

« ... C'est « l'ordre » capitaliste qui est menacé dans tout le sous-continent indien. La volonté des ouvriers et des paysans de l'Inde de voler au secours de leurs frères du Bengale secoue le régime fragile d'Indira GANDHI.

C'est cela qui explique l'acharnement des combats, la férocité des GALLIFFET de 1971.

Seule l'action des masses travailleuses de l'Inde tout entière peut arrêter les bourreaux, seule l'action des masses travailleuses dressées contre l'impérialisme et leurs exploiteurs « nationaux » peut en finir avec la division de l'Inde.

Les gouvernements de l'Union soviétique et de la République populaire de Chine disposent de moyens diplomatiques qui leur permettent d'isoler les assassins. Les dirigeants de l'URSS et de la Chine contrôlent ou influencent des partis puissants dans la classe ouvrière indienne. Quelle est leur stratégie ?

Par la voix de PODGORNY, la bureaucratie russe qui avait volé au secours de la bourgeoisie indienne lors de la conférence de Tachkent en appelle à « la raison » du bourreau TIKKI KHAN ! Quant aux dirigeants maoïstes qui ont, au nom de leurs nécessités diplomatiques, épaulé le régime militaire du Pakistan, ils observent un prudent silence.

Les milliers d'ouvriers et de paysans abattus au Bengale sont aussi des victimes de la coexistence pacifique, de la coexistence avec l'impérialisme.

La guerre civile qui enflamme aujourd'hui l'Inde rappelle avec force qu'il n'y a pas de « soutien » à la lutte des travailleurs d'Indochine en dehors d'une stratégie internationale de lutte pour la révolution socialiste.

Défendre les travailleurs du Bengale en portant un coup mortel à la domination impérialiste dans toute l'Inde, c'est du même coup briser l'isolement qui permet à l'impérialisme de concentrer ses coups contre les peuples d'Indochine.

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

Rouge, **dans son numéro du 19 avril, tire les leçons de la position de la diplomatie chinoise.**

« ... NOUVEAUX TSARS » ET « NOUVEAUX MANDARINS ».

« Des révolutionnaires, en Europe et ailleurs, ont cru discerner dans la Chine de la « Révolution Culturelle » le symbole de la révolte des masses contre l'immobilisme bureaucratique.

Ils ont cru pouvoir opposer le soutien chinois à des mouvements révolutionnaires du Tiers-Monde, à la main obséquieuse que les dirigeants de l'URSS ne cessent de tendre vers Washington.

Que peuvent-ils penser aujourd'hui ; et en particulier ceux d'entre eux qui luttent au Bangla-Desh contre la mitraille « made in China » ?

Ces « nouveaux mandarins »-là ne valent guère mieux que les « nouveaux tsars » qui équipent l'armée indonésienne de Suharto en chasse dans les maquis.

Il faut en finir avec les mythes. La Chine née des soubresauts de la révolution culturelle est en définitive un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé qui manie le mépris des masses bengalies avec une désinvolture criminelle. A sa tête se trouvent des dirigeants dont l'internationalisme prolétarien est bien des fois suspect et à sens unique, car il répond plus souvent aux préoccupations immédiates de la sauvegarde de l'Etat chinois qu'à une stratégie révolutionnaire mondiale.

La démonstration éclatante que vient de faire le « grand timonier » Mao Tsé Toung de son incapacité à tenir ferme la barre révolutionnaire au milieu des tempêtes qui secouent l'Asie, fera réfléchir au prix de milliers de victimes supplémentaires... »

DES OUVRIERS CRITIQUENT "LE CERCLE ROUGE"

J'ACCUSE

15 JANVIER 1971 MENSUEL N°1 2F

J'ACCUSE **numéro 4 prend position pour les nationalistes bengalis du Parti National Awami. Il est vrai que Chou-En-Lai n'avait pas encore dénoncé les nationalistes du Bengale comme «une poignée d'individus qui veulent porter atteinte à l'unité du Pakistan ».**

« ... Le parti national Awami ou N.A.P. avait développé depuis 1967 une politique d'exécution de tous les fonctionnaires ouest-pakistanais corrompus qui s'enrichissaient sur le dos des paysans. A l'exemple des naxalistes du Bengale occidental, avec lesquels il a d'ailleurs des liens très étroits, le NAP convoquait des tribunaux populaires de paysans où étaient jugés et condamnés les fonctionnaires véreux. L'aboutissement de cette campagne fut, en 1968, le massacre massif par la population de plus de 10.000 fonctionnaires ouest-pakistanais suivi de représailles sanglantes. Mais les paysans bengalis s'étaient maintenant donnés une organisation capable de mener la lutte armée, ce qui n'était pas le cas de la Ligue Awami.

Dans le même temps, alors que la Ligue Awami appelait à un inutile combat dans les villes, le N.A.P. appelait à se retirer sur les campagnes pour y mener la guérilla à grande échelle. Peu avant le début de l'affrontement, Charu Mazumdar, secrétaire général du Parti Communiste Indien Marxiste-Léniniste, et âme du mouvement naxaliste au Bengale, se serait rendu secrètement au Bengale oriental pour y rencontrer les dirigeants du N.A.P. Outre un nouveau Vietnam qui s'allume en Asie, on peut penser voir apparaître dans un avenir prochain un front unifié pour la libération du Bengale, sous la direction des communistes maoïstes, avec le soutien massif de la paysannerie surexploitée.

Lénine a dit un jour : « La route de la révolution mondiale passe par Shangaï et Calcutta. » La moitié du chemin est fait et le Bengale, pays de 90 millions d'habitants, est maintenant en marche vers sa réunification et sa libération nationale, aussi bien du joug indien que pakistanais.

LES ANARCHISTES ET LES ÉLECTIONS

Le MONDE libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste — N° 167 • Janvier 1971 • 2 F

Dans Le Monde libertaire **d'avril 1971, Maurice Joyeux analyse, à sa manière, les résultats des élections et les problèmes qu'ils posent aux révolutionnaires.**

« ... Le paysan, l'ouvrier, l'employé ou le fonctionnaire qui est l'élément essentiel de la production et confère à cette société son dynamisme est âgé de 25 à 40 ans. Il est marié, a souvent des enfants en bas âge. Il supporte encore une partie des frais de son installation. Dans sa vie professionnelle, il est dans sa période d'ascension la plus difficile, sa vie et celle des siens est conditionnée par le résultat de ses efforts. Son impatience à une « normalisation » de ses aspirations le pousse vers les organisations sociales professionnelles. Sa crainte : le maintien dans le clan des partisans de la stabilité politique.

C'est à cet homme-là que les politiciens s'adressent les jours d'élection, mais c'est également à celui-là que les révolutionnaires et, en particulier, les anarchistes demandent de secouer le joug.

Cet homme-là, il n'est peut-être pas très exaltant, mais il existe à 20 millions d'exemplaires et, à moins de le tuer, toute transformation importante ne pourra se faire qu'avec sinon son accord ou tout au moins avec sa neutralité.

Lui faire prendre conscience de sa condition et des moyens de la changer c'est notre problème à nous. Et on ne le fera qu'en lui démontrant que, justement, la révolution sera, pour lui, le moyen de résoudre ses problèmes particuliers, et d'assurer sa sécurité et celle des siens.

Et cette démonstration on ne la fera pas en proclamant que c'est un con ni en lui cassant ses carreaux ou en lui crevant les pneus de sa bagnole achetée à crédit !

Voilà à quoi ces dernières élections devraient faire penser aux « révolutionnaires » qui, chaque matin, en enfilant leur caleçon, repassent dans leur tête les grands thèmes de la révolution verbale et galopante. »

OU EN EST L'AFFAIRE GARAUDY ?

UNIR DÉBAT POUR LE SOCIALISME

Nouvelle série - N° 27 - 10 JANVIER 1970 MENSUEL : 2 F

POUR LE REDRESSEMENT DEMOCRATIQUE ET REVOLUTIONNAIRE DU P.C.F.

Unir Débat, **journal rassemblant des militants ou d'ex-militants du PCF entrés dans l'opposition, a décidé dans la foulée de l'affaire Garaudy, de tenter d'organiser l'opposition au PCF.**

« ... Lancés seulement à partir de leur assemblée constitutive parisienne du 22 janvier dernier, les C.I.C. (Centres d'Initiative Communiste) connaissent un développement rapide.

Des informations qui nous sont parvenues, il résulte qu'à ce jour — 6 avril 71 — 31 C.I.C. sont constitués et travaillent. Ils se répartissent ainsi :

PARIS : 7 C.I.C. dont un d'entreprise (Cheminots - Gare de Lyon) couvrent les vingt arrondissements.

BANLIEUE PARISIENNE : 7 C.I.C. dont un d'entreprise (Métallos de Bezons) couvrent les six départements de la région.

PROVINCE : 17 C.I.C. sont constitués dans les départements suivants : Alpes-Maritimes, Aude, Bouches-du-Rhône, Côte-d'Or, Gard, Haute-Garonne, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Isère, Meurthe-et-Moselle, Rhône, Saône-et-Loire, Loire et Yonne.

Soit au total 18 départements déjà couverts en plus des 7 C.I.C. de Paris.

En voie de constitution : 1 C.I.C. d'entreprise à Paris (PTT - Gare d'Austerlitz), 2 C.I.C. en banlieue parisienne. Pour la province, outre la création prévue de nouveaux C.I.C. dans les départements des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône, du Gard, de la Haute-Garonne et de la Seine-Maritime, des C.I.C. doivent naître dans les départements du Calvados, des Côtes-du-Nord, de Charente-Maritime, du Finistère, de l'Hérault, de la Loire-Atlantique, du Nord, des Pyrénées-Orientales, de Seine-et-Marne, du Tarn et de la Vienne... ce qui fera 50 C.I.C. implantés dans 30 départements, à la fin avril, soit trois mois après le lancement du mouvement...

... Ce n'est pas une machine anti-parti qui se met ici en route, mais une machine de rénovation, d'aide aux meilleurs communistes du P.C.F. pour peser sur les orientations ou méthodes condamnables de leur Parti, en même temps que sont remobilisés tous les communistes sans carte, anciens membres ou sympathisants, que ces orientations et méthodes tiennent éloignés du P.C.F. »

ITALIE : LE CENTRE-GAUCHE S'ACCOMMODE FORT BIEN DES RÈGLES MUSSOLINIENNES DE LA JUSTICE

DEUX ans après la série de révoltes qui avaient secoué les prisons de Turin, Milan et Gênes, les détenus de la prison des Nuove à Turin se sont à nouveau soulevés le lundi de Pâques et ont tenu tête pendant près de vingt-quatre heures aux renforts de police et de carabiniers. Les bâtiments ont été saccagés et des incendies allumés un peu partout avec des paillasses.

En Italie, un prisonnier sur deux est en détention préventive. (Ph. U.P.I.)

Il y a deux ans, la révolte avait déjà été durement matée, mais des promesses de réformes avaient été faites qui n'ont pas été tenues.

C'est pourquoi les détenus se sont soulevés une nouvelle fois pour réclamer une réforme du régime pénitentiaire. En dehors de quelques petites améliorations partielles, aucune réforme sérieuse n'a été entreprise, et on imagine les conditions de vie lamentables dans des prisons vétustes et dépourvues d'hygiène comme celle de Turin justement qui, malgré son nom, a plus d'un siècle.

Les prisonniers réclament en outre — et ils ne sont pas les seuls — une refonte du code pénal et du code de procédure pénale qui ont été mis sur pied en 1931... sous Mussolini. Code inique qui permet de condamner à la même peine (deux ans et demi) l'adolescent qui vole des pommes et l'homme qui assassine l'amant de sa fille, de sa sœur ou de son épouse ! Qui permet de condamner pour « avoir publiquement blasphémé », **mais aussi d'acquitter des personnages mêlés à de gigantesques faillites frauduleuses. Le code pénal de Mussolini, qui réglemente très strictement le droit de réunion, d'association, de pétition, de presse, etc., justifierait la mise sous les verrous de 20 millions d'Italiens pour avoir** « déterminé des manifestations populaires », **sans compter les fonctionnaires italiens de la communauté européenne de Bruxelles pour appartenance à une** « organisation de type international » !

On pourrait multiplier à l'infini, ces exemples qui illustrent bien ce qu'est la justice italienne. Les contradictions existant entre le code pénal et la constitution italienne ouvrent la porte à l'arbitraire le plus complet car chacun applique la loi au pied de la lettre ou l'interprète... à sa façon !

Mais le scandale le plus criant est celui de la prison préventive. Ce problème est plus grave encore qu'en France puisqu'en Italie pas moins de LA MOITIE des détenus n'ont pas été condamnés. Ils attendent en prison plusieurs années, vu la lenteur de la procédure, de passer en jugement... et d'être parfois reconnus innocents ! On comprend que les détenus révoltés aient placé en tête de leurs revendications l'abolition de la prison préventive.

Mais jusqu'à présent, les révoltes des prisonniers, si elles ont attiré l'attention sur ces problèmes, n'ont guère été couronnées de succès. Les projets de réformes ont beau noircir des quantités impressionnantes de papier, aucun n'a abouti, car en fait, le gouvernement de « centre gauche » s'accommode finalement assez bien de la législation actuelle qu'il a maintes fois utilisée contre les révolutionnaires ou les militants ouvriers. D'ailleurs comment un gouvernement bourgeois pourrait-il accepter de plein gré de se priver des armes que lui fournit une législation répressive, fût-elle d'origine mussolinienne ?

Et la bourgeoisie italienne, pas plus que la bourgeoisie française qui a elle aussi à faire face à une crise du même type quoique moins aiguë, n'est réellement désireuse de changer quoi que ce soit au système judiciaire existant.

Dominique CHABLIS.

LA COMÉDIE DES NÉGOCIATIONS SUR LE DÉSARMEMENT

ON peut se demander s'il existe encore des gens qui croient aux chances d'une quelconque conférence du désarmement. Et pourtant diverses discussions se poursuivent, bon an mal an, entre les grandes puissances et en particulier entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis depuis plusieurs années maintenant.

Pendant qu'à Genève la Conférence sur le Désarmement continue ce qu'il est convenu d'appeler ses « travaux », à Vienne e poursuivent les négociations directes américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques, baptisés SALT.

Pourquoi les gouvernements continuent-ils de maintenir de telles fictions ? Depuis la première Conférence de La Haye en 1899 jusqu'à aujourd'hui, toutes les tentatives de désarmement ont été des échecs répétés, et il y a longtemps que les masses populaires ont perdu la plupart de leurs illusions à ce sujet.

Toutefois tant qu'on discute c'est qu'on ne fait pas encore la guerre, et pour déconsidérées qu'elles soient, ces conférences ont au moins ce petit côté « rassurant » qui justifie l'intérêt des gouvernants.

Mais surtout, entre les deux supergrands, qui se réunissent à part pour discuter des choses sérieuses, il y a une tentative depuis quelques années d'équilibrer à l'amiable leurs stocks d'engins de mort pour éviter certaines dépenses jugées excessives par les deux parties.

Mais même sur ce plan-là il n'est pas certain que les pourparlers SALT aboutissent à une quelconque limitation des armements. Pour donner une idée de l'avancement des travaux, il suffit de savoir qu'après deux ans de discussions et 55 séances, les deux partenaires ne sont pas parvenus à un accord sur ce qui est « Forces stratégiques » et ce qui ne l'est pas. Pour les Américains il faut exclure de ce vocable les bombes atomiques tactiques basées en Europe ainsi que les bombardiers de la VI[e] Flotte. Dans ces conditions, les Soviétiques ripostent en se refusant d'appeler « stratégiques » les fusées à moyenne portée qui ne pourraient détruire que l'Europe !

Et si cette farce aboutit quand même à un accord sur le papier, il faudra encore résoudre l'éternelle question de l'inspection réciproque par des représentants de chacune des parties des forces de l'autre, question qui, jusqu'à présent, est demeurée sans solution.

En fait, il ne peut rien sortir de telles conférences, à l'exception d'un accord des super-grands pour limiter l'armement des petites puissances, que ces dernières sont d'ailleurs toujours libres de ne pas signer, ou encore une décision de ne pas se livrer à des expériences nucléaires atmosphériques, quand justement l'état des recherches aux U.S.A. et en U.R.S.S. permet de s'en passer en faisant sauter des bombes atomiques souterraines.

Tant que notre planète sera déchirée par les conflits sociaux, tant qu'elle restera dominée par l'impérialisme et par la bureaucratie, il serait vain d'espérer que les relations entre Etats puissent se résoudre autrement que par la force. Même en l'absence de tout conflit mondial, le monde reste victime de guerres constantes. Depuis 1945 les armes ne se sont jamais tues sur l'ensemble de la terre. Que ce soit en Corée, en Algérie, au Congo, au Proche-Orient ou en Indochine, pour ne citer que les principaux « points chauds », les guerres ne cessent pas, et ce sont bien souvent les deux grands qui combattent par petits peuples interposés.

Dans ces conditions l'espoir d'un désarmement universel ne peut être rien d'autre qu'un pieux souhait. La phrase fameuse, « *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* », est toujours aussi juste, et on ne pourra arrêter les guerres qu'en en supprimant les causes, c'est-à-dire en en finissant avec les oppresseurs et exploiteurs qui dominent la planète et la mettent à feu et à sang. Ce jour-là seulement on pourra licencier les armées et jeter les armements à la ferraille.

André VICTOR.

Les grandes puissances accumulent sans cesse des engins de mort, tandis que les diplomates discutent à qui mieux-mieux. (Ph. U.P.I.)

DU JEU A LA FOIRE AUX MUSCLES

Le rôle du professionnalisme

LE sport est certainement une activité essentielle à l'homme. Il l'est d'autant plus que dans notre société moderne, le mode de vie éloigne de plus en plus l'individu de la nature et même de l'effort physique. Le travail lui-même, y compris le travail ouvrier, qui reste tout autant sinon plus pénible et éprouvant, met tout de même de moins en moins en action le corps. Et ce n'est pas vrai seulement pour l'employé de bureau ou le travailleur «intellectuel». L'O.S. sur chaîne d'aujourd'hui n'accomplit certainement pas une tâche moins fatigante que le bûcheron de jadis. Cette fatigue ne se répercute pas moins sur ses muscles et son cerveau. Mais aujourd'hui, le travail physique se traduit de plus en plus par une fatigue et de moins en moins par le développement corporel.

L'activité physique est pourtant indispensable. Elle fait partie de la joie de vivre comme l'effort intellectuel, la joie de comprendre, de réfléchir, de découvrir le monde, ses lois et ses particularités. Une joie qui vient de l'effort et du dépassement de soi comme de la compétition avec les autres. Ce goût de l'effort, cette envie de convaincre le monde, les autres ou soi-même, font intégralement partie de l'appétit de vivre qui est celui de l'homme.

Pourtant l'activité physique est devenue dans la société capitaliste, une activité enrégimentée, commercialisée, avec sa spécialisation, sa division du travail, sa compétition à outrance.

La performance y a peut-être gagné. Mais la simple culture du corps, le libre épanouissement des facultés physiques, le jeu et le goût de l'effort et du dépassement de soi ont été détournés et pervertis.

Il ne faut pas s'étonner de retrouver au stade — il n'y a qu'à lire les compte rendus sportifs — des expressions et un vocabulaire empruntés à l'usine : « rendement », « spécialisation », etc.

C'est parce que, pour une grande part, le sport est devenu un travail rétribué (et exploité tout comme un autre) et la performance, un moyen de gagner de l'argent et de s'élever socialement.

Du coup, ces monstres du muscle qu'on appelle les « champions » sont devenus de véritables stakhanov des stades, des piscines et des rings. S'ils se spécialisent dans un domaine précis au point d'y plier toute l'organisation de leur vie, de s'entraîner des heures et des heures chaque jour pour grignoter quelques centimètres ou quelques secondes, si leur entraînement, leur régime alimentaire et jusqu'à leur vie privée (c'est Jazy qui confiait à un journal sportif que pendant les quinze jours qui précédaient une importante compétition, il devait faire abstinence sexuelle !) ce n'est plus pour eux-mêmes — parce que pour leur plaisir ils se sont fixés tel ou tel but à réaliser — mais bien plus parce que c'est un moyen de faire fortune pour quelques-uns (les plus doués ou les plus chanceux), de vivre un peu mieux pour quelques autres, de subsister pour le plus grand nombre.

Car pour des milliers de jeunes, le sport constitue l'unique espoir pour sortir de la misère ou du moins de la médiocrité. Devenir « champion », c'est incontestablement un sort enviable par rapport à une vie en usine.

(Ph. U.P.I.)

En cyclisme, par exemple, ils sont des milliers qui ne dépasseront jamais les courses régionales, mais qui s'entraînent quotidiennement, vont jusqu'au bout de leurs forces pour tenter de gagner des courses. Parmi eux, quelques-uns deviendront professionnels. Mais même ceux-là, dans leur grande majorité, seront les bonnes à tout faire des vedettes, les oubliés du peloton. Ces véritables prolétaires de la bicyclette arriveront à 35 ans, usés prématurément, amers, sans qualification professionnelle, sans avenir.

Mais le public ne voit pas, lui, cet envers du décor. Lui, se presse autour des routes pour voir les cyclistes se « défoncer », autour des rings pour voir les boxeurs « souffrir ». On dira « c'est le jeu » ! Mais quel homme normalement constitué accepterait-il de subir un tel calvaire, s'il n'y avait l'espoir de sortir de la misère ou la peur d'y retourner ?

Comment peut-on sérieusement prétendre qu'un coureur comme Tom Simpson, mort de fatigue pendant un Tour de France l'a fait pour l'amour du jeu ?

C'est ce rôle social que joue le sport qui explique qu'il est également pourri par le culte de la vedette. Comme au cinéma ou au théâtre, une poignée de « champions » font les gros titres, sont interviewés, cajolés et adorés.

L'idolâtrie du champion sportif est de la même eau que celle de Soraya ou de la Princesse Margaret. Elle est profondément malsaine. Au lieu d'essayer de vivre eux-mêmes, les gens vivent à travers les exploits de Merckx ou Marielle Goitschelle. Le cas le plus frappant est celui de Cassius Clay qui « représente » sur les rings la cause des Noirs américains, situation qui ne fait que détourner leur révolte sur un terrain parfaitement inoffensif.

C'est ce rôle social qui explique également que le sport puisse être utilisé au profit du chauvinisme, que certains matchs internationaux deviennent des véritables causes patriotiques. On plaisante souvent l'Amérique latine où les gouvernements réactionnaires utilisent, en parfaite connaissance de cause, le chauvinisme sportif comme dérivatif à la misère des masses. Mais il en est de même, à des degrés divers dans tous les pays et dans tous les régimes actuels... y compris les régimes prétendûment socialistes.

Aujourd'hui le sport n'échappe ni aux contraintes ni aux préjugés de la société dans son ensemble. Par l'institution du professionnalisme, ouvert ou caché, il est devenu une activité exactement semblable à n'importe quel travail, aussi aliéné et aussi aliénant que celui-ci.

Michel VARLET

Le monde d

LE match Cassius Clay-Joe Frazier, le 10 mars dernier, a illustré une fois de plus le fait que dans notre société le sport, avant d'être une détente et un moyen de se développer et s'épanouir physiquement, est une véritable entreprise commerciale qui permet à bien des gens de gagner de l'argent, beaucoup d'argent.

Grâce à la télévision, c'est devant 350 millions de spectateurs que les deux champions se sont affrontés. Les recettes du match se sont montées à près de 20 milliards d'anciens francs et chacun des boxeurs a touché environ 300 millions d'anciens francs (toutes déductions faites) pour cette soirée. Si le « match du siècle » a battu tous les records de recettes, il n'est qu'un exemple spectaculaire de ce qui se passe dans tous les sports.

Les grands champions récoltent gloire et richesses. Le culte de la vedette leur permet bien souvent de monnayer grassement leur participation à telle ou telle épreuve sportive. D'une façon générale les milieux sportifs constituent une vaste « foire aux muscles » : dans tous les pays où se pratique le football professionnel ce sont des sommes considérables qui sont dépensées chaque année pour transférer des joueurs d'une équipe à une autre. En France, l'équipe cycliste de Jacques Anquetil aurait coûté 1.200.000 F en 1965. Certaines vedettes du sport américain touchent près de 200.000 dollars par an (1 million de N.F.).

Mais ces sommes, aussi fabuleuses qu'elles paraissent ne sont encore rien à côté des recettes que les vedettes permettent aux organisateurs des matches et des courses d'encaisser.

Le public des manifestations sportives

u sport et celui des affaires

est en effet très vaste. De plus maintenant les chaînes de télévision versent des sommes énormes, se chiffrant parfois par centaines de millions de nouveaux francs, pour avoir le droit de retransmettre en exclusivité telle ou telle compétition sportive, car le nombre important de téléspectateurs leur permet d'attirer les annonces publicitaires qu'elles font payer à prix d'or (aux U.S.A., une *minute de publicité pendant une partie de la Ligue Nationale de Football coûtait en* 1966 50 *millions d'anciens francs).*

D'ailleurs le support publicitaire qu'est le sport ne date pas d'hier. Rappelons que le Tour de France fut lancé en 1903 *par le journal sportif* Le Vélo *qui y voyait un moyen de gagner des lecteurs. Encore aujourd'hui tous les frais d'organisation incombent aux journaux* l'Equipe *et* Le Parisien Libéré. *On connaît trop bien l'espèce de caravane publicitaire qu'est devenu le Tour de France, les coureurs cyclistes eux-mêmes devenant de véritables hommes-sandwichs. Un fabricant de percolateurs de Milan se réjouissait d'avoir pratiquement réussi à conquérir le marché espagnol en une saison en engageant cinq ou six coureurs !*

Mais ces sommes énormes que sont capables de drainer quelques champions ne suffisent pas encore et dans certains pays les épreuves sportives donnent lieu à des paris fructueux pour bien des gens, excepté les parieurs eux-mêmes.

C'est le cas des concours hippiques mais aussi de bien d'autres sports, en particulier du football, dans tous les pays d'Europe Occidentale, excepté la France, ainsi qu'en Yougoslavie et en Hongrie. Des milliards sont ainsi soutirés aux parieurs qui ne récupèrent qu'une faible partie de leurs mises, l'Etat s'en appropriant une bonne partie (souvent le tiers) ; les organisateurs et clubs sportifs se partagent le reste.

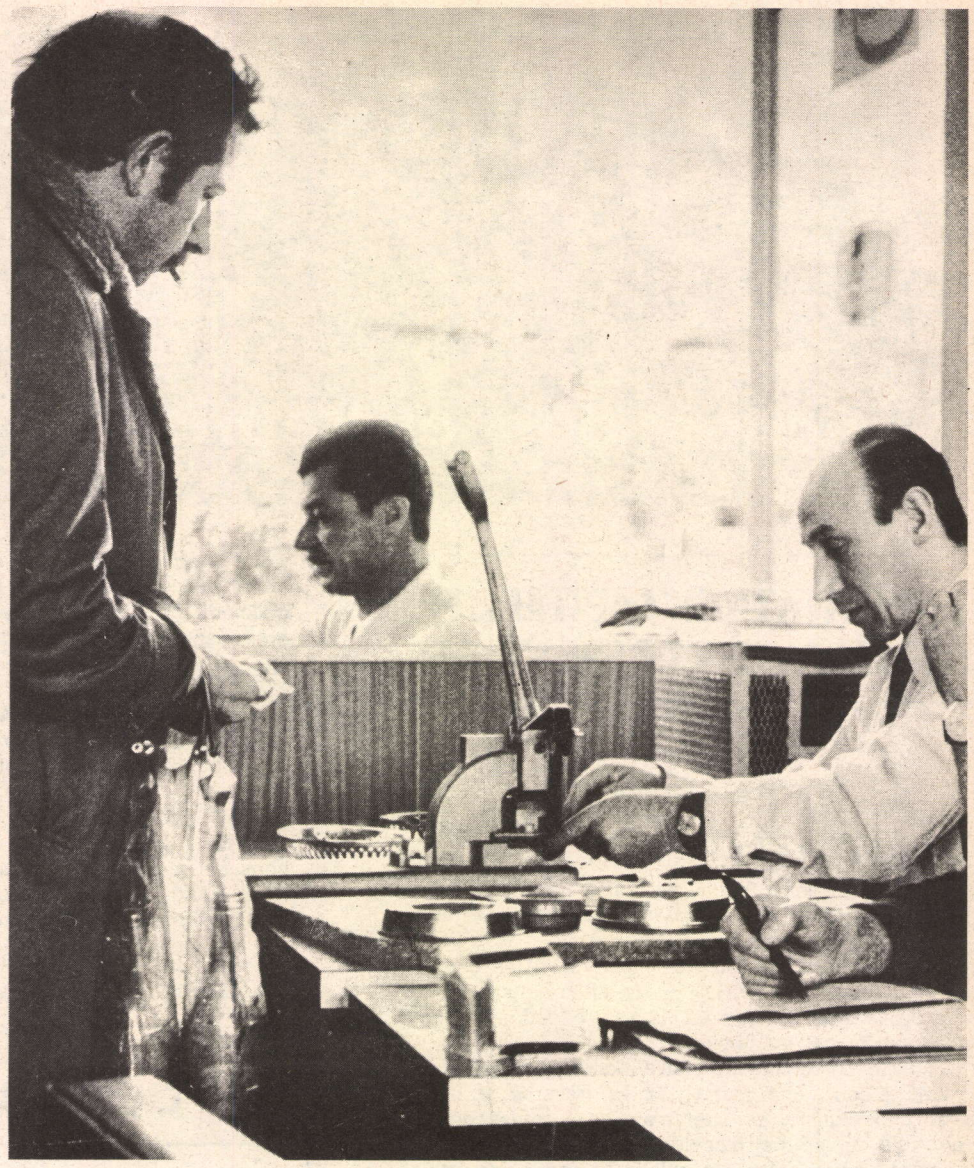
Ainsi le sport est devenu « une affaire ». C'est si vrai qu'aux U.S.A. un sénateur a déposé un projet de loi pour que le base-ball soit soumis, comme toutes les autres branches de l'activité commerciale et industrielle... à la loi antitrusts ! De plus en plus de grandes firmes qui n'ont rien à voir avec le sport s'intéressent à celui-ci.

Ainsi tout un réseau solide de rapports financiers lie finalement les firmes de toute nature, les organisateurs des manifestations sportives, la presse, la télé et même l'Etat, et les sportifs. Le sport est ainsi gangréné, pourri par l'argent ; car tout ce beau monde a évidemment son mot à dire dans un domaine où des intérêts considérables sont en jeu.

Le sport est une véritable industrie et il s'agit, comme toute industrie, qu'il rapporte au maximum même s'il faut faire des entorses aux règles du jeu. Les épreuves truquées ne sont pas rares, même chez les amateurs (ou soi-disant tels) et périodiquement des scandales éclatent. Mais surtout les sportifs eux-mêmes, même s'ils touchent de grosses sommes quand ce sont des vedettes, ne sont que des instruments, des machines qui doivent être bien huilées, bien entretenues et qui doivent rapporter le plus possible. Loin d'être une détente, le sport devient alors un véritable travail au rendement.

Mais dans une société où tout s'achète et tout se vend, comment le sport pourrait-il se soustraire à la loi commune ?

Dominique CHABLIS.



Le P.M.U. : un « sport » qui rapporte des milliards à l'Etat. (Ph. L.O.)

Une activité hors de portée du plus grand nombre

(Ph. A.F.P.)

DE la bonne marche de son corps, du dépassement de ses capacités, de sa confrontation avec la nature, l'homme tire des jouissances certaines et souvent une meilleure activité intellectuelle.

Mais cela implique la pratique régulière d'un ou de plusieurs sports.

Actuellement, ceux qui peuvent s'adonner régulièrement à cette pratique sont peu nombreux.

Selon un sondage de l'IFOP datant de 1968, seuls 30 % des adultes disent pratiquer un sport ; mais plus de la moitié de ceux-ci reconnaissent le pratiquer irrégulièrement, et la plupart des « sports » cités sont en réalité des activités de vacances : natation, marche, bicyclette.

A quoi tient cette désaffection vis-à-vis des sports ? A leur coût élevé ?

C'est vrai pour certains sports. Neuf skieurs sur dix, par exemple, appartiennent à la moitié la plus riche de la France. Et sait-on que l'équipement minimum du cycliste amateur débutant revient, paraît-il, à 1.450 F ?

Quant aux sports moins coûteux — gymnastique, natation —, le manque d'équipements et d'encadrement en rendent la pratique difficile. La carence de l'Etat dans ce domaine est flagrante, les chiffres en font foi : les sports représentent 0,65 % du budget de l'Etat pour 1971, le pourcentage qui y est consacré a diminué depuis 1970 !

Et encore, ces chiffres ne mettent-ils pas en évidence la politique qui consiste à construire des équipements de « prestige », telles des piscines olympiques qui reviennent quatre fois plus cher que des piscines normales, ou à voter des subventions de plusieurs centaines de milliers de francs pour que les dirigeants de l'équipe professionnelle locale de football puisse acheter les services de deux ou trois joueurs étrangers.

Quant aux besoins de l'ensemble de la population, ils sont complètement oubliés, à commencer par ceux de la jeunesse scolaire.

Pourtant, on peut dire que ceux qui n'ont pas pratiqué de sport dans leur jeunesse n'ont aucune chance de s'y mettre un jour : on peut, entre dix et trente ans, modeler son corps, ensuite c'est plus difficile.

De temps en temps, un scandale met en évidence les carences qui, d'ailleurs, sont connues de tout le monde. Ainsi, récemment à La Courneuve, où un jeune a été assassiné par un patron de café : on a appris que, depuis des années, les crédits destinés à financer un équipement culturel et sportif attendaient d'être débloqués ; il y a près de deux ans, la noyade spectaculaire d'une quinaine d'enfants en colonie de vacances amena le ministre de la Jeunesse et des Sports à promettre, dans un grand élan, que tous les enfants du primaire apprendraient à nager... et qu'il ferait construire les piscines nécessaires.

Au fil des mois, les fameuses piscines devinrent des bassins démontables de 12,5 mètres de long, 6 mètres de large et... 90 centimètres de haut, théoriquement destinés à recevoir tous les jours 12 séries de 25 enfants... Puis on n'entendit plus parler de rien.

Au contraire, à la rentrée 1969, on put apprendre, grâce à une protestation de directeurs d'école, qu'une circulaire réduisant le temps de piscine de leurs élèves, leur avait été envoyée.

C'était pourtant très logique : les crédits destinés à couvrir les frais de transports pour les lycées situés loin d'une piscine avaient été votés ; en conséquence, plus nombreux étaient les enfants à pouvoir bénéficier d'une demi-heure de natation par semaine ; comme le nombre de piscines n'avait pas, ou pratiquement pas augmenté, il fallait bien établir un roulement !

Quant à l'encadrement il est nettement insuffisant lui aussi.

Dans le primaire, ce sont les instituteurs qui assurent les cours de gymnastique. On voit les dangers que cela comporte pour les enfants, même avec la meilleure volonté de leurs maîtres !

Dans le secondaire, il y a 17.000 professeurs d'éducation physique alors qu'il en faudrait 52.000. Ces 8.000 professeurs supplémentaires existent d'ailleurs, et se plaignent de ne pas trouver de travail : pour faire des économies, l'Etat refuse de les embaucher.

Là aussi, ce sont les élèves qui font les frais de ce manque de crédits : l'horaire de gymnastique, théoriquement de 5 heures hebdomadaires, est en fait réduit la plupart du temps : 2 h et 15 minutes... en moyenne, paraît-il.

Le sport est reconnu nécessaire à l'équilibre humain, à la santé. Mais comme il n'est pas immédiatement rentable, on peut attendre longtemps qu'il soit mis, matériellement, à la portée de tous.

Pourtant, y aurait-il les installations sportives adéquates, nombreuses, gratuites et situées près des zones d'habitation, y aurait-il une éducation sportive suffisante et bien faite, que le sport n'en serait sans doute pas pratiqué plus par les adultes.

C'est que, pour faire du sport, il faut avoir du temps. Du temps pour le pratiquer, mais aussi du temps pour se reposer après des efforts intensifs. Et il faut aussi ne pas être trop fatigué.

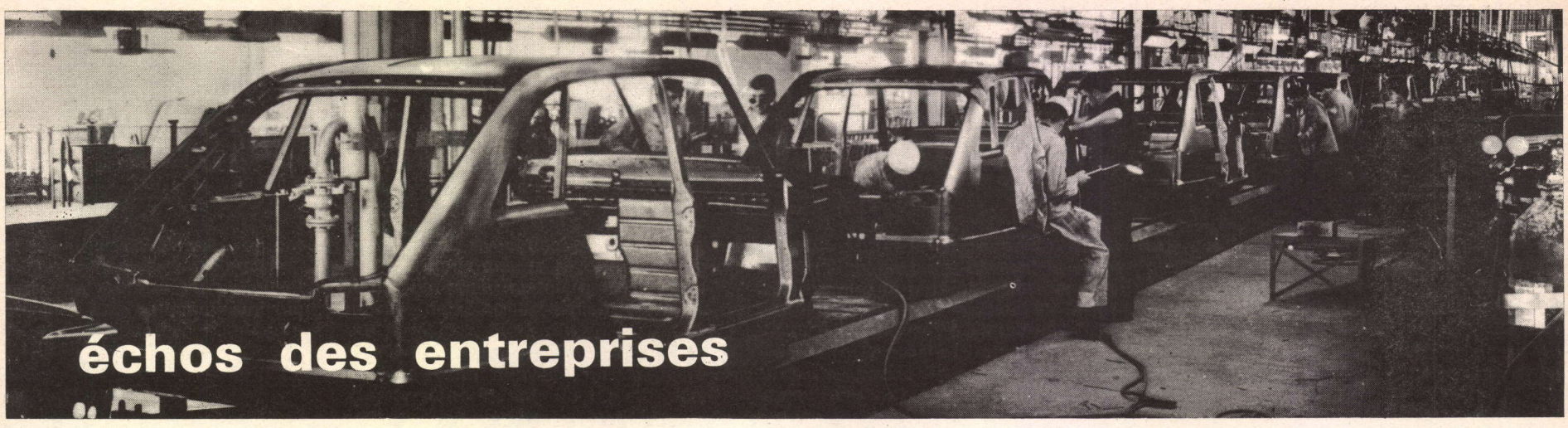
Ce n'est pas possible après huit ou dix heures d'usine ou de bureau, suivies de une, deux ou trois heures de transport. Ce n'est pas possible, pour les femmes en particulier, quand, après le travail, il faut se dépêcher de rentrer pour aller chercher ses enfants à la crèche ou chez la nourrice, faire le ménage et préparer le repas.

Evidemment, ceux qui ont du courage à revendre, ou des installations sportives près de chez eux, ou bien ont la possibilité de pratiquer un sport dans le cadre de l'entreprise où ils travaillent, peuvent toujours pratiquer un sport.

Mais combien sont-ils en France ?

En fait, la meilleure politique gouvernementale — c'est-à-dire les crédits nécessaires — ne suffirait pas à donner à toute la population le goût et la possibilité de faire du sport : c'est tout le système qui oblige la majeure partie des hommes et des femmes à passer un nombre incalculable d'heures, pendant les plus belles années de la vie, à trimer pour survivre, qui est à refaire.

Sylvie FRIEDMAN.



échos des entreprises

EXPLOITATION CAPITALISTE BAS SALAIRES ET DEBRAYAGES

un bel exploiteur

● *RHODIACETA* (*Lyon-Vaise*)

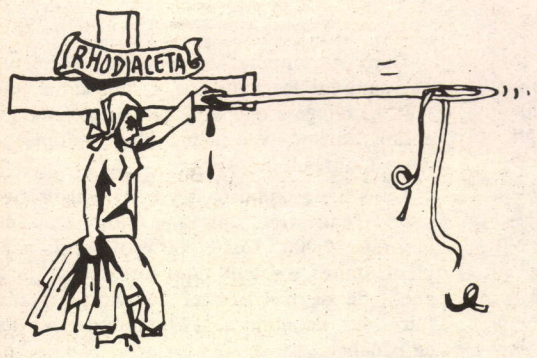
C'est la Société Textile de Vaise, rue du Bourbonnais. Cette usine emploie environ une centaine de jeunes filles travaillant à la chaîne.

Elles doivent faire 520 robes par jour. Une ouvrière de 18 ans touche 3,84 F de l'heure, une jeune fille de 17 ans, qui sort la même production, ne gagne que 2,56 F de l'heure.

Et avec ça, comment peuvent-elles vivre ?

L'autre jour, une jeune fille se traverse le doigt avec une aiguille. Le chef d'atelier a refusé de lui faire une déclaration d'accident et il a même poussé le culot jusqu'à prétendre qu'elle ne serait pas payée par la Sécurité sociale !

Et après on s'étonne que la jeunesse se révolte !



seule la lutte paie

● *BRONZAVIA* (*Courbevoie*)

Depuis une quinzaine de jours, à la suite de l'augmentation des régleurs d'un secteur, tous les autres régleurs de l'usine ont plusieurs fois cessé le travail, pour aller revendiquer la même augmentation. La semaine dernière, ce que la Direction accordait aux uns, elle le refusait encore aux autres.

Aussi nos camarades régleurs ont arrêté une fois de plus le travail jeudi, et sont allés en délégation demander des explications. La Direction a repoussé sa réponse à mardi. Elle « réfléchit ».

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si, comme c'est justice, elle accordera ou non la parité entre tous les régleurs.

Mais nous pouvons déjà tirer une leçon ; la voilà, la tactique des patrons : donner aux uns et pas aux autres !

Manque de chance, cela ne nous fera pas oublier que notre seul ennemi, c'est le patron qui, à longueur de journée, s'emplit les poches sur notre travail, et pas le camarade à qui il donne quelques miettes en plus.

Et ce qu'ont fait les régleurs, ne devrions-nous pas le faire tous ensemble, toute l'usine, pour une même augmentation uniforme : nos 1 F de l'heure ?

les fondeurs avaient une raison de débrayer

● *R.N.U.R.* (*Billancourt*)

Mercredi 7 avril, les Forges-Fonderies formaient le gros de la troupe au débrayage organisé par les syndicats sur les 40 heures et la retraite à 60 ans.

Même si les travailleurs des Fonderies sont intéressés par ces deux revendications, il est sûr que les problèmes actuels des Fonderies, la décentralisation et la baisse de la charge de travail, forment les préoccupations des fondeurs. C'est d'ailleurs cela qui explique le succès relatif de ce débrayage. Car aux Fonderies, la Direction, en les payant 30 à 40 % de plus que sur chaîne ou sur machine, a acheté la santé de tous ceux qui ont accepté de venir travailler dans des conditions inhumaines.

La Direction n'a trouvé que ce moyen pour nous attirer aux Fonderies. Et aujourd'hui, parce qu'elle a décidé de déménager les Fonderies en province, nous risquons de perdre, dans six mois, 300 à 400 F par mois.

D'autre part, cela nous fait toucher du doigt le cynisme de la Direction. Maintenant qu'elle nous a bien exploités aux Fonderies, notre nouveau poste sera peut-être moins pénible, mais à coup sûr moins payé.

Alors pouvons-nous demander à être payés plus cher que les autres O.S., parce que nous venons de passer plusieurs années aux Fonderies ?

La seule façon de résoudre ce problème, c'est de lutter pour une augmentation uniforme de 300 F par mois pour tous.

LE TRAVAIL C'EST L'ACCIDENT

la sécurité aux arrivages : un mirage

● *THOMSON-C.S.F.* (*Levallois*)

Les mesures de sécurité aux « Arrivages », ont de quoi, pour le moins, laisser rêveur.

A longueur de journée, des camions y déposent leur chargement de caisses ou de ferraille. Les Fenwicks circulent dans tous les sens. A tout moment, nous risquons de nous empaler sur les ferrailles entreposées sans protection au raz du sol. Le pont roulant balade au-dessus de nos têtes des tôles ou des rondins. Il faut avoir un œil partout si on ne veut pas être écrasé par la chute d'une caisse ou pris entre deux camions qui manœuvrent. Sans compter les vapeurs toxiques des gaz d'échappement et le bruit des moteurs.

Jeudi, par exemple, une caisse tombe d'un Fenwick. Elle contenait une bonbonne en verre pleine d'acide qui se brisa. L'acide s'est répandu dans le hangar, dégageant des vapeurs nocives. Tout l'après-midi, nos camarades des Arrivages et des services voisins continuèrent leur travail en respirant des odeurs suffocantes. Encore une chance que personne n'était à proximité au moment de la chute.

De plus, les « Arrivages » est le seul passage pour se rendre au Magasin et à l'Outillage. Toute personne qui se rend dans ces services ou les camarades qui en sortent, risquent l'accident.

toujours des accidents

● *R.N.U.R.* (*Billancourt*)

La semaine dernière, un essayeur est tombé en panne sur la piste. Celui qui le suivait s'est arrêté pour l'aider. Mais le troisième qui ne roulait pas vite et qui est réputé pour sa prudence n'a pu les éviter. Les trois voitures ont été endommagées et un de nos camarades a été blessé.

A la suite de cela, l'on a vu se mobiliser tous les responsables du Contrôle qui se sont mis à cuisiner deux des essayeurs.

En effet, c'est à nos camarades que la maîtrise cherche à faire porter le chapeau.

Trois voitures bonnes pour la casse, cela ne compte guère à nos yeux à côté de notre camarade l'essayeur qui, lui, y a laissé des dents. La responsabilité en incombe à la Direction et à elle seule.

Cette piste d'essai en réalité n'en est pas une : cela fait longtemps que le problème est posé, et la Direction du Contrôle l'a même reconnu. A chaque pépin mécanique, et il est normal qu'il y en ait à la sortie des chaînes, l'accident est possible car il n'y a ni voie de dégagement, ni de place pour se garer dans l'éventualité d'une panne.

Il reste à savoir si, devant ce risque permanent d'accident, car ce n'est pas le premier, la Direction va continuer d'exposer ainsi la vie des essayeurs.

simple question de gros sous

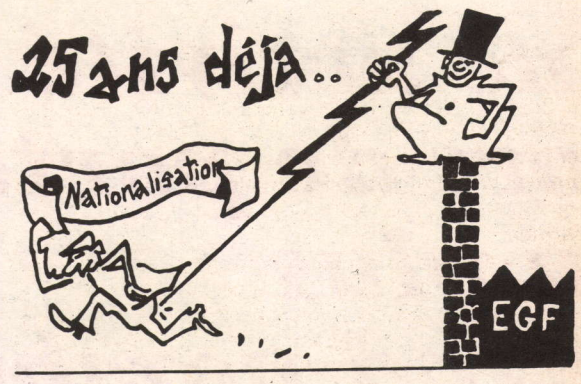
● *PECHINEY* (*Saint-Gobain*)

D'après les statistiques officielles de la Direction, il y a eu en 1970, 575 accidents du travail pour toutes les entreprises Pechiney ! Ainsi 575 d'entre nous ont été victimes du manque de sécurité dans l'entreprise !

Quant à la Direction, elle ne s'en préoccupe que dans la mesure où elle perd 18.790 journées de travail. Alors elle fait sa comptabilité : qu'est-ce qui revient plus cher : installer les sécurités nécessaires, ou perdre des journées de travail ? Quant à nos camarades, mutilés, voire assassinés, ils sont le dernier de ses soucis.

DES ANNIVERSAIRES A NE PAS COMMÉMORER

25 ans d'exploitation à l'E.G.F. : un anniversaire qui ne nous concerne pas !



● *E.G.F.* (*Direction générale de la distribution « Paris »*)

C'est le 8 avril 1946 que la loi de Nationalisation de l'Electricité et du Gaz était votée. Aujourd'hui, 25 ans après, tout le monde à l'EGF, de la Direction aux organisations syndicales, fêtent cet anniversaire. Mais pour commémorer des anniversaires, il faut y trouver quelque intérêt.

Pour la Direction et les membres du Conseil d'Administration, il n'est pas besoin d'être devin pour comprendre les raisons d'une réelle satisfaction. 25 ans de profits valent bien quelques discours de circonstance, discours qui permettent en plus une large publicité sur la production de l'entreprise.

Pour la CGT, c'est l'occasion de rappeler que cette nationalisation fut une « victoire politique » des travailleurs. Mais de quelle victoire s'agit-il donc ? D'après la CGT, ce serait d'avoir fait de l'EDF-GDF une entreprise de première importance aux mains de la Nation. Mais de quelle Nation au juste ? Celle des capitalistes et banquiers qui contrôlent l'EGF, sans aucun doute. Alors, où sont les intérêts des travailleurs là-dedans ?

Quant au Statut National que les travailleurs de l'EGF ont obtenu, ce serait paraît-il pour nous, un acquis assurant définitivement notre avenir. Mais ce Statut, s'il est vrai qu'il comporte des garanties non négligeables, n'est pas tout. Comme dans toutes les entreprises nationalisées, sous prétexte d'une meilleure garantie de l'emploi pour le personnel, l'Etat-patron a freiné la progression des salaires.

Pour nous, 25 ans de nationalisation, c'est des salaires de misère, encore inférieurs à 1.000 F par mois, et qui sont scandaleux en rapport au coût réel de la vie. C'est aussi 42 heures de travail hebdomadaire, 35 ans après la loi des 40 heures de 1936. C'est souvent des conditions de travail lamentables, etc.

La Direction peut bien accorder une prime et une demi-journée de congé pour commémorer SON anniversaire même si c'est bon à prendre (et nous n'aurions pas rechigné sur plus de générosité), cela ne peut nous faire oublier notre condition d'exploités.

Même nationalisée, l'EGF n'en reste pas moins une entreprise capitaliste.

échos des entreprises

TRANSPORTS ET CONDITIONS DE TRAVAIL

ce n'est pourtant pas sorcier

● *ROCLAINE* (*Saint-Etienne-du-Rouvray*)

Mardi 13, la chaudière étant en panne, il n'y a pas eu de douche.

Hier après-midi, pas d'eau potable. Ceux qui avaient soif, tant pis pour eux (les consommations à Roclaine ne se donnent pas !).

Ce n'est pas la première fois que nous sommes privés soit d'eau, soit de douche. Qu'il y ait des pannes ou des réparations à faire, cela se peut, mais nous devons avoir toujours de quoi boire et de quoi nous laver. Les conditions de travail à l'usine, dans les fumées, les poussières, plus le beau temps et les chaleurs de ces derniers jours font que de l'eau régulièrement n'a absolument rien de superflu... ni de sorcier.

les cercueils ambulants à la ferraille

● *PEUGEOT* (*Sochaux*)

Sur la ligne Perouse, vendredi dernier, une quarantaine d'ouvriers de la tournée de l'après-midi ont refusé de continuer à se laisser transporter par un car sans frein et sans direction. Seuls, la maîtrise et quelques « super-courageux » ont poursuivi le voyage.

Ce n'est pas une chose nouvelle. Des ennuis de frein avaient déjà failli provoquer un accident.

La semaine dernière, une porte s'est ouverte alors que le car roulait, et comme cinq travailleurs n'ont pas de place assise, un accident, une fois de plus, aurait très bien pu arriver.

Les travailleurs ont signé une pétition à remettre au service des transports.

En plus de routes défoncées, nous devons dans certains cas supporter des tas de tôles ambulants... jusqu'à quand ?

chaud et froid

● *S.K.F.* (*Ivry*)

Pendant plusieurs jours, au lavabo du vestiaire au-dessus de l'atelier électrique (39), nous avons eu droit en guise d'eau chaude, à de l'eau bouillante et même une fois à de la vapeur. En hiver, l'eau était glacée, et maintenant qu'il fait plus chaud, elle est bouillante au point qu'il devient difficile de se laver.

La Direction se soucie décidément toujours aussi peu de notre hygiène. Tant qu'il n'y aura qu'un seul tuyau pour tous les lavabos, on risque de passer d'un extrême de température à l'autre. Avec tout l'argent que la Direction ramasse grâce à notre exploitation, elle pourrait au moins installer des lavabos munis d'eau chaude et d'eau froide avec mélangeur.

BRIMADES ET GARDES-CHIOURMES

des coups de pied au c... qui se perdent !

● *THOMSON - C.S.F.* (*Bagneux*)

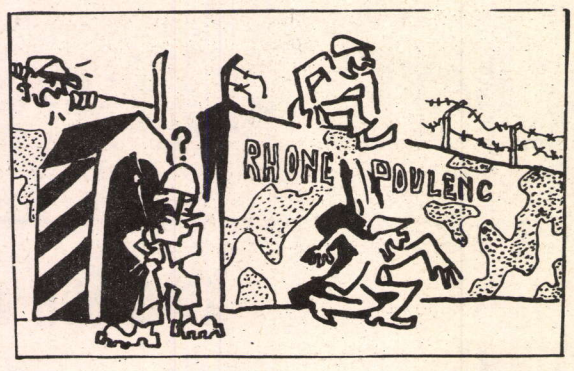
Depuis quelque temps, un chefaillon du Bureau d'Etudes du Bâtiment 6 se permet de pointer les allées et venues des dessinateurs, et, le cas échéant, de leur faire des réflexions. Aux dernières nouvelles, il n'en est pas encore à minuter le temps passé par chacun aux toilettes, mais qui sait ce qui peut arriver ?

Si ce monsieur compte, par ses excès de zèle, se faire bien voir de ses supérieurs, il se trompe. Un jour ou l'autre, il se peut bien qu'il soit bien mal récompensé de tous ses efforts, et abandonné comme une vieille chaussette. D'ailleurs, la mise à pied que la Direction lui a infligée récemment a montré que pour la Direction, il est, malgré toutes ses bassesses, un travailleur comme les autres.

Quoi qu'il en soit, connaissant l'esprit inventif de nos camarades du Bureau d'Etudes, il y a fort à parier que si ce chefaillon ne change pas de méthodes au plus vite et de son plein gré, les volontaires ne manqueront pas pour lui en inculquer de meilleures.

mesquineries adjudantesques

● *RHONE-POULENC* (*Vitry*)



Aux Recherches Techniques, comme dans le reste de l'usine, beaucoup d'entre nous partaient en congé vendredi soir. Certains, par convenance personnelle, avaient demandé à leur chef de service la « permission » de partir quelques heures en avance. Les chefs de service n'avaient émis aucune objection en début de semaine, aussi nos camarades avaient déjà pris leurs dispositions dans ce sens.

Mais, le directeur, absent du service pour la semaine, surgit le jeudi et décide de supprimer les « bons de sortie », en invoquant la traditionnelle question de principe et la désorganisation du travail (c'est bien mal connaître le service). Il ajoute de plus qu'il en sera ainsi pour tout autre congé à venir.

Les « permissionnaires » déçus et engagés dans leur résolution décident alors, « bon » ou pas « bon », de partir tout de même, s'exposant ainsi à une éventuelle sanction de la Direction. En moins d'une heure, le personnel du service est mis au courant, et un mouvement s'organise. « Si nos camarades partent avant l'heure sans autorisation, ce sera tout le service qui partira avec eux », entend-on dans les couloirs.

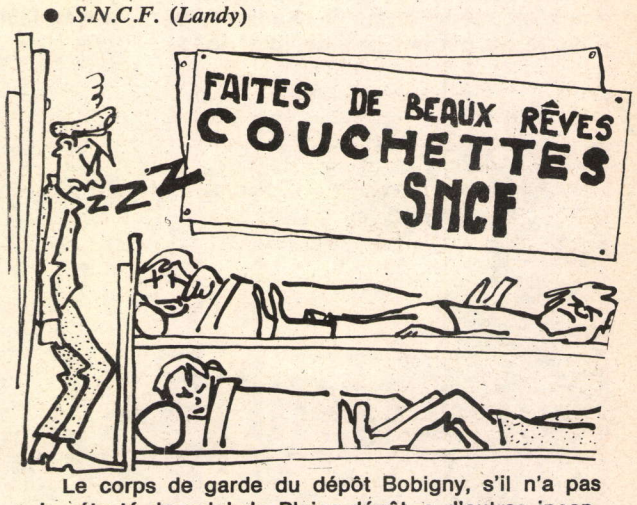
Après intervention de deux délégués, le directeur signe une « autorisation d'absence » et — étant absent le vendredi — laisse des consignes au chef de service qui assure l'intérim. Toute la matinée, nos camarades se demandent s'ils vont partir « en fausse » ou non. Ce n'est que quelques minutes avant leur départ, après un interrogatoire serré, qu'ils le sauront. Entre-temps la colère avait gagné les ateliers.

Mais si, à la fin, les « bons de sortie » ont été signés, il faut rester vigilants, car ces brimades peuvent se répéter bientôt. La solidarité qui a existé jeudi et vendredi dernier aux R.T., il faut qu'elle puisse s'appliquer dans les faits, si ces nostalgiques de la caserne veulent continuer à jouer aux petits soldats.

A LA S.N.C.F.

au bon gîte

● *S.N.C.F.* (*Landy*)



Le corps de garde du dépôt Bobigny, s'il n'a pas la vétusté de celui de Plaine-dépôt, a d'autres inconvénients dans l'accueil des roulants.

En plus du bruit de la circulation des trains, c'est la pénurie de lits, certaines nuits. L'éveilleur se devant d'accorder des chambres aux conducteurs demandeurs, a la triste besogne d'éveiller un agent une heure avant sa prise de service pour accorder la chambre au nouvel arrivant, ne respectant même pas le délai d'aération pour mesure d'hygiène prévu par le règlement SNCF.

La Direction démontre une fois de plus qu'elle se moque de nos conditions de travail. Si elle est incapable de nous offrir un lieu décent pour nous reposer, nous serons obligés de nous reposer ailleurs. C'est-à-dire à l'hôtel ou chez nous. A ses frais et charges, bien entendu.

les cheminots accusent

● *S.N.C.F.* (*Landy*)

Un de nos camarades, agent de manœuvre en gare de Montchanin, a eu les deux jambes broyées par un wagon. Il a dû être amputé. Il a 31 ans.

Il y a 15 jours, toujours dans la même gare, se produisait un déraillement pour lequel l'équipe de relevage de Dijon-Perrigny a été envoyée.

La presse parle d'inexplicable accident. Inexplicable ? Non ! Les cheminots savent et dénoncent les conditions de travail, le personnel insuffisant, le matériel très souvent mal adapté et archaïque. Ils accusent la SNCF et sa criminelle soif de profits qui remet en cause leur sécurité.

quand la S.N.C.F. charrie

● *S.N.C.F.* (*Sud-Est*)

Il y a une quinzaine de jours, dans la soirée de vendredi, une rame « inox » a circulé sur la banlieue Nord avec les roues d'une voiture bloquées sur une dizaine de kilomètres, en risquant à tout instant un déraillement.

Cet incident montre les dangers que la SNCF fait encourir aux usagers et aux cheminots en supprimant du personnel surveillant le passage des trains dans les gares.

Pour le passage d'un président, la SNCF mobilise quantité de personnel, à cela le gouvernement ajoute un flic tous les kilomètres. Les banlieusards, après avoir effectué leur journée de travail, tiennent autant à leur vie que Pompidou et consorts. Ils peuvent se passer volontiers des flics, mais pas de la sécurité qui doit être respectée de la même façon pour tous les usagers.

LA SITUATION DE L'EMPLOI DANS LA RÉGION DU NORD-PAS-DE-CALAIS

LA Région du Nord-Pas-de-Calais représente, à l'heure actuelle, 7,6 % de la population française, sur une superficie de 2,3 % du sol national. C'est dire qu'elle est extrêmement concentrée et urbanisée.

D'autre part, le taux de natalité y est plus fort que partout ailleurs en France : 19,1 % en 1967, contre 16,8% de moyenne nationale : la population y est donc assez jeune.

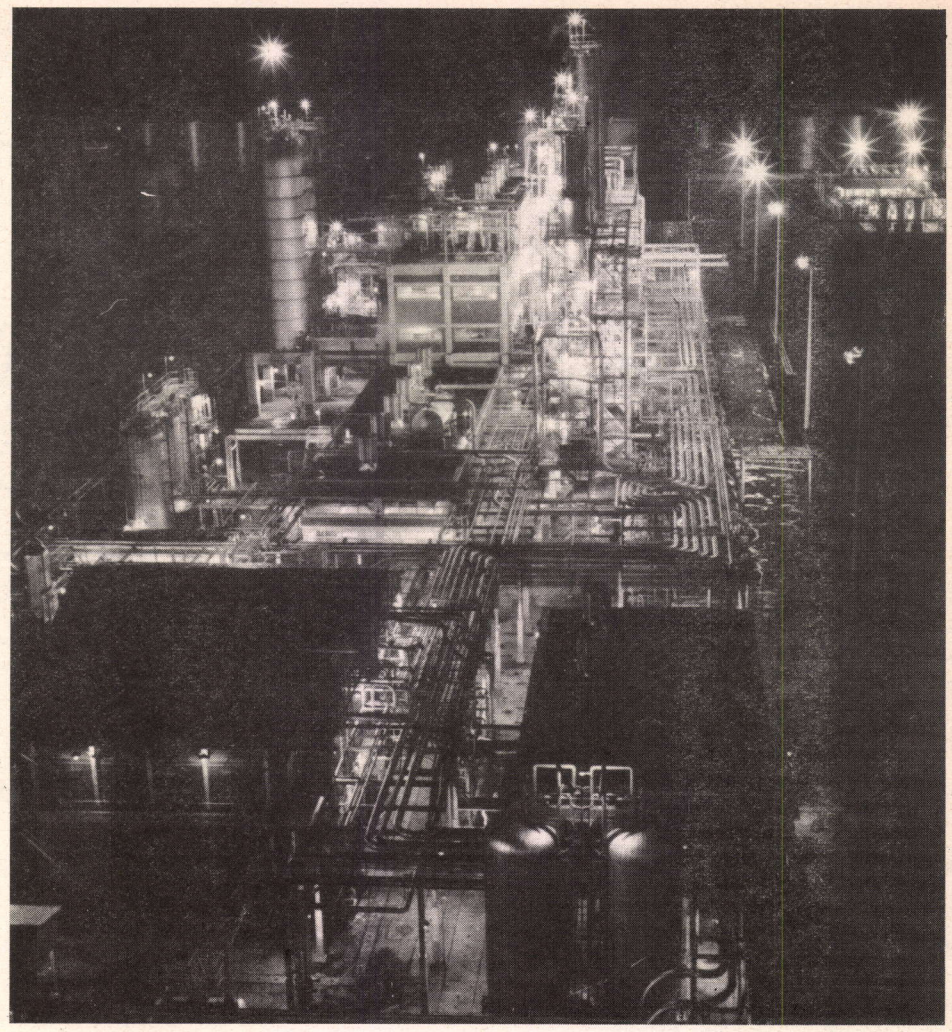
L'industrie traditionnelle a longtemps été fondée sur deux piliers : le textile traditionnel (coton, laine, lin, jute) et le charbon.

Les mines sont condamnées à fermer : la cessation définitive d'activité est prévue pour 1980 : d'ici là, les 65.000 mineurs qui travaillent encore devront être mis à la retraite, (mais on meurt jeune à la mine : la silicose ne permet pas de jouir longtemps de la retraite, quand on l'atteint), ou, pour une minorité, reclassés ; mais un mineur de 35 ou 40 ans, silicosé à 30 % ou 50 % ou même plus, est difficilement reclassable.

En attendant, la sécurité n'est presque plus assurée, les accidents se multiplient, les morts augmentent. De plus les logements, les corons, sont de moins en moins entretenus.

Quant au textile, c'était le dernier refuge d'un patronat catholique et paternaliste ; protégé longtemps par les barrières douanières, il produisait avec un matériel souvent archaïque et dangereux.

Les salaires sont bas : beaucoup d'ouvrières, car une bonne partie de la main-d'œuvre est composée de femmes, gagnent le SMIC, ou à peine plus. Les professionnels sont si mal payés (200 à 300 F par mois de moins que les professionnels parisiens, alors que le coût de la vie est sensiblement le même) que beaucoup préfèrent partir.



Ce n'est pas le complexe sidérurgique de Dunkerque qui va absorber le nombre croissant des travailleurs sans emploi du Nord. (Ph. U.P.I.)

Les mines ferment rejetant des milliers de travailleurs dans le chômage. (Ph. U.P.I.)

Depuis les années 60, le visage de l'industrie s'est modifié : on assiste à quelques implantations d'usines, Usinor par exemple (qui licencie déjà), et le textile se modernise, en se tournant vers les fibres nouvelles. Cela se traduit par des licenciements dans le textile, qui s'automatise, bien peu compensés par la création de nouveaux emplois.

C'est tout le problème de l'emploi qui est posé : chaque année, 60.000 jeunes arrivent sur le marché de l'emploi, beaucoup sont sans formation ; 38 % environ et parmi ceux qui sont sans C.A.P., 7,9 % contre 8,2 % au niveau national, plus du quart ne trouvent pas d'emploi correspondant.

Les mines ferment. Le textile licencie. Chaque année plus de 50.000 personnes émigrent, dont 30.000 vers Paris.

Il est bien prévu, pour faire face aux problèmes de la reconversion, des créations d'emplois nouveaux. Une vingtaine de milliers selon les projets connus, d'ici 1975, alors qu'il en faudrait plus de 200.000 d'ici quinze ans. On parle de l'implantation d'usines automobiles en particulier Renault, et une dizaine de milliers d'autres emplois sont promis : Imprimerie Nationale, Simca-Chrysler, des petites entreprises.

Mais quand on connaît les récentes péripéties de l'usine Ford, qui, prévue pour les Ardennes, se retrouva soudain à Bordeaux, quand on sait que les mobiles des capitalistes sont moins de faire vivre les travailleurs et leur famille que de faire fructifier leurs capitaux, on peut sérieusement douter de ces projets, aussi modestes soient-ils.

Jean DUGAY

Quand la société " s'occupe " des débiles mentaux

POUR une personne normale, que signifie « débile mental » ? Quelqu'un qui n'a pas eu la chance de naître avec un cerveau normalement constitué.

Mais pour certains, un « débile mental » peut être une personne de plus à exploiter. Mais pas une personne comme les autres. Avec celle-ci, pas crainte de colère ou de mécontentement. Bien au contraire, on leur donne une place dans la société... et 60 F par mois. Bien sûr, ce sont des petits travaux manuels pas bien compliqués ; il ne faut pas être très intelligent pour les faire, c'est pour cela que l'on n'a aucun scrupule à leur donner seulement de quoi s'acheter des cigarettes. Pourquoi, du reste, aurait-on des scrupules ? Ils sont heureux avec cela et, de toute façon, ils n'ont aucune idée de la valeur de l'argent, disent les bonnes âmes. Comment se débrouillent-ils avec ce salaire ? Il n'y a qu'une seule solution, c'est que leurs parents continuent à s'occuper d'eux toute leur vie, d'autant plus que la prise en charge, l'assurance et le repas de midi coûtent environ 500 F par mois et par personne. Non seulement ils travaillent toute la journée à de petits travaux qui ne risquent pas de leur éveiller l'esprit, mais en plus ils doivent payer pour le faire !

Quant à ceux qui ne peuvent pas s'offrir le luxe de payer pour travailler, ils sont placés dans des asiles, s'ils n'ont personne pour subvenir à leurs besoins élémentaires.

Le travail à faire leur est fourni par de grosses sociétés. Ce sont le plus souvent des objets publicitaires à fabriquer. Une contremaîtresse (on l'appelle éducatrice) est là pour veiller à ce que cela soit fait en temps et en heure.

A l'atelier, c'est le travail à la chaîne. Il y est défendu de fumer et les sorties pour les besoins naturels sont réglementées. Malheur au tire au flanc, il n'aura pas de prime de rendement !

Eh oui, ici aussi tant pis pour celui qui est un peu plus handicapé, que le voisin, c'est sa faute s'il n'a pas pu bénéficier à temps d'un traitement psychothérapique ou autre (les parents n'en ayant pas les moyens et souvent même ne connaissant pas l'existence de ces traitements).

Les moins handicapés ont le privilège de pouvoir emmener (s'ils le désirent) du travail à faire chez eux pendant le week-end. Mais pas de tarif spécial pour ces heures supplémentaires. Souvent, il est même fait bénévolement. Quand c'est payé, avec les primes, un bon « ouvrier débile » peut se faire 120 F par mois, mais c'est le bout du monde. Voilà ce que la société est prête à consentir à ses malades !

Correspondant L.O.

Débrayage à Renault-Cléon

LE mercredi 24, à l'initiative de la C.G.T. et de la C.F.D.T., la quasi totalité des camarades de la chaîne R 6 moteurs se sont mis en grève pour obtenir :

- *le passage au taux supérieur (7 maxi) ;*
- *la diminution des cadences ;*
- *un temps de repos plus long (augmentation du nombre des volants).*

Depuis déjà plus d'une quinzaine, les manœuvres de la Direction avaient fait monter le mécontentement un peu partout dans l'usine et particulièrement dans ce secteur : sous prétexte de réorganisation, elle avait augmenté la charge de travail individuelle, en diminuant l'effectif sans baisser la cadence dans la même proportion.

Ce surcroît de travail, joint aux brimades de la chiourme, particulièrement zélée dans cet atelier, ont rendu l'atmosphère explosive. Aussi, le mot d'ordre de grève lancé par les syndicats fut-il bien accueilli par les camarades (des jeunes en majorité). La grève se poursuivit le jeudi et la Direction annonça qu'elle cédait sur tous les points.

Le vendredi, cependant, il fallut encore un débrayage d'un quart d'heure pour qu'elle songe à mettre le nombre suffisant de volants.

Le même vendredi, la Direction a voulu faire un coup semblable sur la chaîne R6 boîtes de vitesse en faisant passer la cadence de 63 à 73. Aussitôt, un débrayage, pour aller s'expliquer avec le contremaître et ensuite avec la Direction, a rassemblé à peu près l'ensemble des travailleurs du secteur. Après 3 heures de discussion entre les délégués, la Direction et nous, la cadence a été redescendue en-dessous de sa vitesse initiale, à 55.

Ces deux actions sont restées assez ignorées du reste de l'usine, les syndicats n'ayant sans doute pas jugé bon de faire l'information nécessaire. Les camarades de ces deux chaînes n'étaient même pas au courant de leurs luttes respectives. C'était pourtant le même problème, et les revendications avancées concernaient les camarades de toutes les chaînes. Tout le monde aurait gagné à ce que ces luttes soient coordonnées et généralisées. Apparemment, les syndicats en jugent autrement.

GREVE DANS LE TEXTILE A ROUBAIX-TOURCOING

TOUS les ans, dans l'industrie textile, fin mars et fin septembre, les syndicats et le patronat se rencontrent à Paris pour discuter des augmentations de salaire.

C'est à ces époques que se produisent dans notre industrie des mouvements revendicatifs ; ils sont plus destinés à marquer le coup qu'à mobiliser réellement les travailleurs. En fin de compte, ils ne gênent pas les patrons.

Cette année, la rencontre avec le patronat eût lieu le vendredi 26 mars. Les syndicats demandaient une augmentation de 40 centimes et le salaire minimum à 800 F. Les représentants patronaux voulaient bien nous accorder 18 centimes au 1er avril. Leur attitude était parfaitement claire, ils se moquaient de nous, les syndicats refusèrent de signer, la rupture au niveau national n'enlevant pas la possibilité de discuter localement avec le patronat.

Une rencontre était d'ailleurs prévue pour le mardi 6 avril à Roubaix-Tourcoing. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. appelèrent les travailleurs du textile de ces deux villes à cesser le travail deux heures.

Cinquante pour cent des travailleurs concernés firent grève, ce qui est nettement plus que d'habitude. Il faut dire que cette fois-ci le refus des patrons était apparu comme une véritable provocation, un défi lancé aux dizaines de milliers de travailleurs. Car accepter l'aumône qui nous était faite, c'était accepter que 80 % d'entre nous gagnent moins de 1.000 F et 20 % moins de 800 F par mois, c'était accepter de continuer à vivre dans la misère.

Mais cette grève de deux heures n'était pas faite pour nous en sortir, de même d'ailleurs que les revendications avancées par les syndicats. 800 F c'est, bien sûr, encore la misère ; beaucoup d'entre nous cessèrent le travail mardi 6 avril pendant deux heures sans se faire d'illusions quant au résultat.

A cette réunion paritaire du 6 avril, aucun accord ne pût se faire entre le patronat qui consentait à donner 20 centimes au 1er avril et puis 20 centimes au 1er octobre en garantissant le salaire minimum à 800 F pour le 1er janvier 72, et les syndicats qui ne demandaient plus que 30 centimes au 1er avril et puis 20 centimes au 1er octobre.

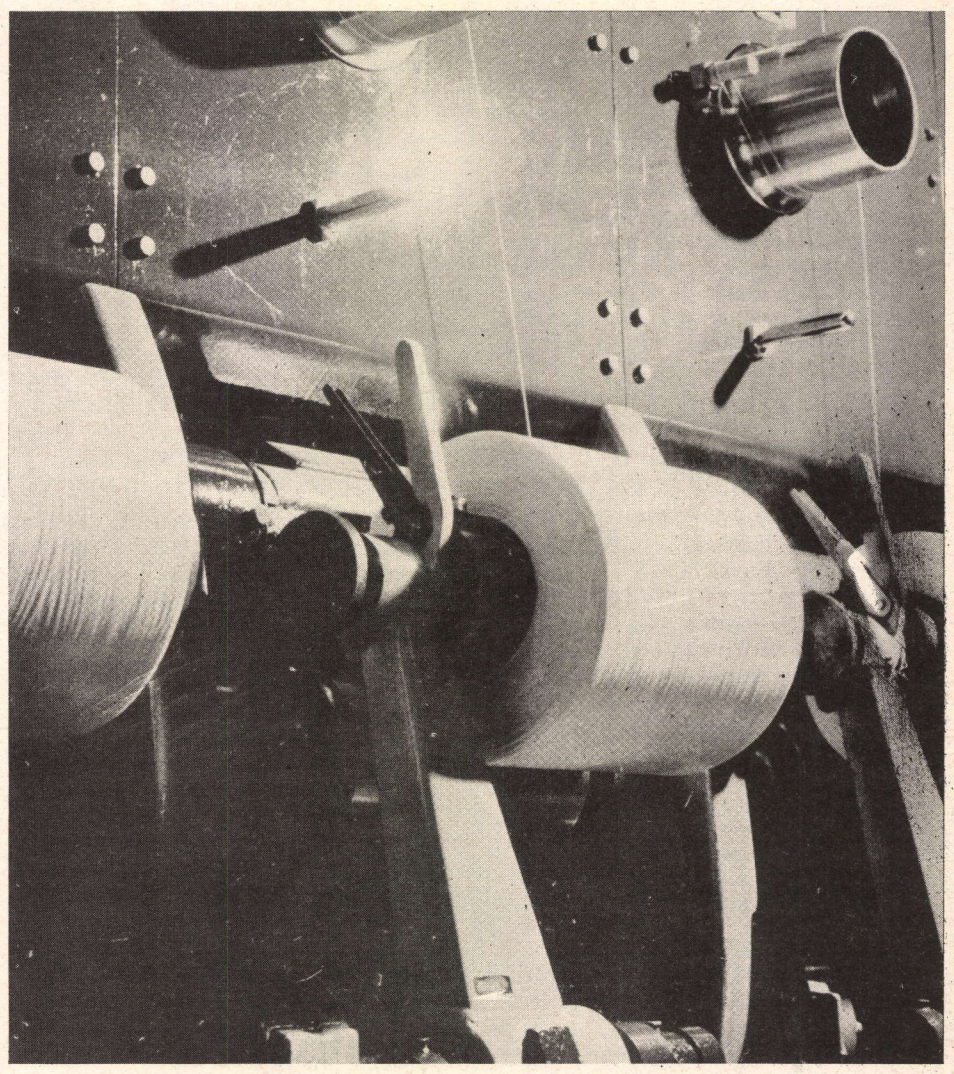
Une nouvelle réunion paritaire eût lieu le 9 avril ; là, ces messieurs se mirent d'accord sur 25 centimes et le salaire minimum à 758 F au 1er avril, 4 % d'augmentation pour les mensuels, les 800 F pour le 1er janvier 72.

Que penser de tout cela ? Eh bien d'abord qu'il nous a fallu faire grève pour obtenir une augmentation tout à fait comparable à ce qui nous est accordé habituellement sans que nous bougions ou plutôt sans que les syndicats jugent bon de nous appeler à la grève, leur attitude ayant toujours été de s'arranger avec les patrons sans nous donner la possibilité d'intervenir.

C'est cette politique d'ailleurs qui explique l'insolence patronale, son mépris pour nos conditions de vie.

Maintenant, à la suite de cette grève, beaucoup de travailleurs du textile sont conscients de la nécessité et de l'utilité de se battre, mais ils savent aussi que la prochaine fois il va falloir faire plus qu'une grève de deux heures pour obtenir des salaires décents.

Correspondant L.O.



A LA SAGEM-PONTOISE
OPÉRATION PORTES OUVERTES

LA SAGEM s'étend : outre ses usines d'Argenteuil, Montluçon et Saint-Etienne-du-Rouvray, elle a mis en route l'année dernière une usine à Fougères, elle vient de terminer celle de Pontoise et elle envisage d'en construire encore deux à Coutances et à Cherbourg...

L'usine de Pontoise doit démarrer avec 350 employés et s'occupera des mémoires à disques, du service après-vente, des téléimprimeurs et des calculateurs.

La Direction avait invité les futurs travailleurs de Pontoise à visiter sa nouvelle usine, dimanche 4 avril. Ayant contourné les futures pelouses encore à l'état de champ de boue, nous sommes entrés par la petite porte réservée au personnel. A l'étage supérieur, de petites pancartes indiquent nos prochains postes de travail. Ce n'est en fait qu'un vaste hall appelé la « salle blanche » à cause du néon qui est partout aveuglant. Question bruit c'est prometteur : les cloisons ne montent même pas jusqu'au plafond. D'ailleurs, de plafond il n'y en a pas. A nous les tuyauteries apparentes, les faux plafonds sont réservés aux « boquettes » (les bureaux) des ingénieurs et des chefs.

Sous les bureaux de la Direction, il y a déjà les meubles et une moquette jaunâtre. On a la hiérarchie qu'on peut.

Certains d'entre nous trouvaient la disposition des lieux plutôt militaire. Le fait est que nous serons bien entourés : les bureaux des ingénieurs et des chefs sont accolés aux fenêtres sur tout le périmètre de l'étage où nous travaillerons. Et la Direction ne s'est pas arrêtée en si bon chemin dans son désir de mettre l'ambiance au travail : elle a choisi l'architecture d'une prison. En effet, grâce à la disposition de leur étage par rapport aux deux petits jardins intérieurs, ces messieurs pourront voir de leur bureau ce qui se passe dans les 3/4 de notre niveau !

La Direction a dû se rappeler qu'au Moyen Age les seigneurs avaient pour ultime refuge leur donjon, elle s'est fait faire un escalier d'accès intérieur très étroit et au contraire un deuxième escalier très large vers l'extérieur ! Que de prévoyance !

En attendant, le nouveau directeur recevait « chez lui ». Il n'a quand même pas été jusqu'à servir des rafraîchissements et des petits fours... Il ne s'agirait pas de prendre les mauvaises habitudes dès le départ.

A la sortie de l'usine on débouche tout de suite sur une nationale, et comme il n'y a pas de signalisation, il s'agit de faire attention à ce que cette première journée ne soit pas la dernière.

Correspondant L.O.

CHEZ PIERCHON (Lille)

On bafoue les droits des travailleurs

LES Etablissements Jean PIERCHON sont une compagnie de transports comprenant également un service Conditionnement qui travaille pour d'autres entreprises, essentiellement des savonneries : Levert, Thibaut-Gibbs, etc.

Le dépôt Kellerman emploie environ 90 salariés manutentionnaires, ce chiffre étant très variable suivant les besoins de la production ! La Direction emploie du personnel de moins de 18 ans, ce qui lui permet de payer des salaires s'échelonnant de 2,91 F à 3,73 F. Le contrat de travail est, théoriquement, mensuel mais il arrive très souvent qu'il soit de 10 ou 15 jours. De plus, l'hygiène et la sécurité sont réduits au strict minimum !

Voici quelques faits parlants :

Lundi 5 avril plus de travail : à 10 heures, on renvoie tout le monde jusqu'à 13 h 15 : que voulez-vous qu'on fasse pendant 3 heures quand on habite à 50 kilomètres de l'usine. Une camarade à bout et écœurée du travail qui lui est imposé est revenue en état d'ébriété. Trois autres camarades ont été mises à pied avec elle : elles l'avaient, paraît-il, fait boire ! Bon prétexte pour le patron, pour payer quatre salaires en moins pendant une journée surtout dans une période creuse de production ! En fait le patron ne s'intéresse à la vie des travailleurs que lorsque cela peut être un moyen de les exploiter plus.

Un autre fait : changement dans la production ; il faut réduire le personnel de 28 personnes. La Direction savait depuis 8 jours (durée légale du préavis fixé par la Convention Collective Nationale des Transports) qu'elle allait les licencier. Mais pour ne pas laisser le temps de s'organiser, les lettres de fin de contrat ont été données 5 minutes avant la fin du boulot. Quelques camarades écœurées sont allées au bureau pour protester, mais du côté patronal les informations sont très vite transmises et lorsqu'elles sont arrivées le chef savait qu'elles viendraient. Résultat : pas de possibilité de se faire entendre.

Comme on le voit, la Direction se moque des lois et de la législation du travail ! Produire au maximum sans sécurité, sans hygiène à la merci de l'humeur patronale, voilà le lot des ouvriers de chez PIERCHON.

Correspondant L.O.

METRO PARISIEN

Le scandale de la navette Gambetta-Lilas: pour la " fourche ", l'action continue

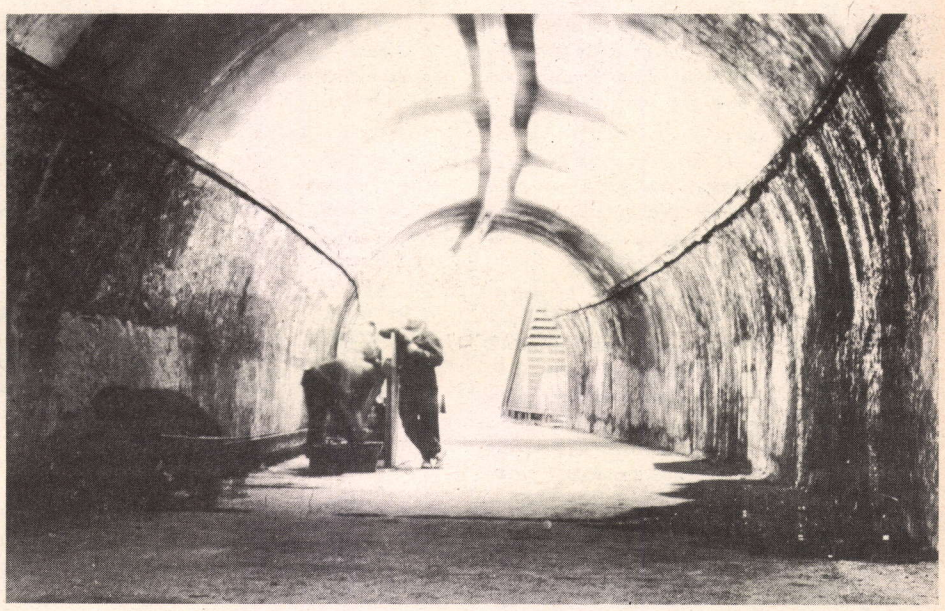
LA navette Gambetta-Lilas est instaurée depuis le 27 avril dernier (voir le n° 135 de L.O.). Bien que personne ou presque ne continue sur la nouvelle portion de la Ligne 3, au delà de Gambetta vers Gallieni, et que 80 % des gens changent ou descendent désormais à Gambetta, la RATP n'entend pas revenir sur sa décision. Au contraire, l'une des anciennes voies auparavant utilisées est à l'heure actuelle comblée, afin de réaliser un couloir de correspondance direct, ce qui améliore certes un tout petit peu la circulation des usagers, mais malheureusement dans le sens qui posait le moins de problèmes (dans l'autre sens, les escaliers, grilles, etc., subsistent).

En même temps, aux stations Pelleport et St-Fargeau, la RATP tend à n'utiliser le plus souvent qu'un seul ascenseur : les deux ne sont en service qu'aux heures de pointe.

Devant cette situation, les usagers se sont donc réunis à l'appel du Comité de Défense Pelleport-St-Fargeau-Lilas, pour décider de la façon de continuer l'action entreprise. Mais la réunion prévue le mercredi 7 a dû être reportée au mardi 13, car pour obtenir une salle à la mairie, il ne suffit pas d'en faire la demande, comme l'avait prétendu l'adjoint au maire qui nous avait reçus le 3 avril : il faut encore l'avis favorable du préfet après enquête. Par un conseiller municipal, qui nous a assuré verbalement de l'appui du groupe d'Union de la Gauche, nous savons d'ailleurs que les salles sont refusées systématiquement, même aux associations d'anciens combattants !

Mardi 13, plus de 300 personnes sont donc venues à la réunion : jeunes, moins jeunes, personnes âgées, travailleurs du quartier, habitants des nouvelles résidences à qui on avait promis une ligne de métro directe vers le centre de Paris, commerçants aussi, établis autour des stations Pelleport et St-Fargeau et qui voient la clientèle diminuer à cause de la désaffection de la navette, tous d'opinions très diverses, des « gauchistes » aux gaullistes... 282 signatures de plus à la pétition. Près de 200 F versés en soutien.

Le débat fut plutôt houleux, tant l'assemblée était passionnée, les suggestions nombreuses, les problèmes divers. En réponse à certaines accusations de membres de l'UJP, visant à faire retomber la responsabilité sur les conseillers municipaux (Union de la Gauche), et non sur la majorité UDR, un membre du Parti Socialiste intervint pour rappeler les interventions pour la « fourche » faites au Conseil de Paris dès 1969 et 70, pour rappeler le peu de pouvoir de ce Conseil, et pour annoncer qu'à la prochaine réunion de celui-ci, le 19 avril, serait posée une question d'urgence avec demande de réponse du préfet.



Un couloir de correspondance à Gambetta : M. Chamant n'a pas daigné inaugurer cette superbe réalisation... (Ph. L.O.)

Un collectif a été mis sur pied, qui va s'efforcer d'établir les moyens d'élargir la protestation puis qui doit rencontrer les pouvoirs publics (RATP, ministres...), pour obtenir des explications et des assurances d'améliorations immédiates, qui doit s'assurer du maximum d'appuis auprès de toutes les organisations professionnelles, syndicales et politiques du 20e.

L'action doit continuer afin d'empêcher la dégradation de la situation sur la navette, afin d'obtenir des améliorations, afin de gagner en fin de compte la « fourche » à Gambetta !

Correspondant L.O.

A L'HOPITAL BROUSSAIS (Paris-XIVe)

On ne nous soigne pas... on nous tue

EN l'espace de trois semaines, deux malades hospitalisés à Broussais ont voulu se suicider en passant par la fenêtre. Si l'un d'eux a réussi, l'autre s'est retrouvé en Chirurgie avec des fractures.

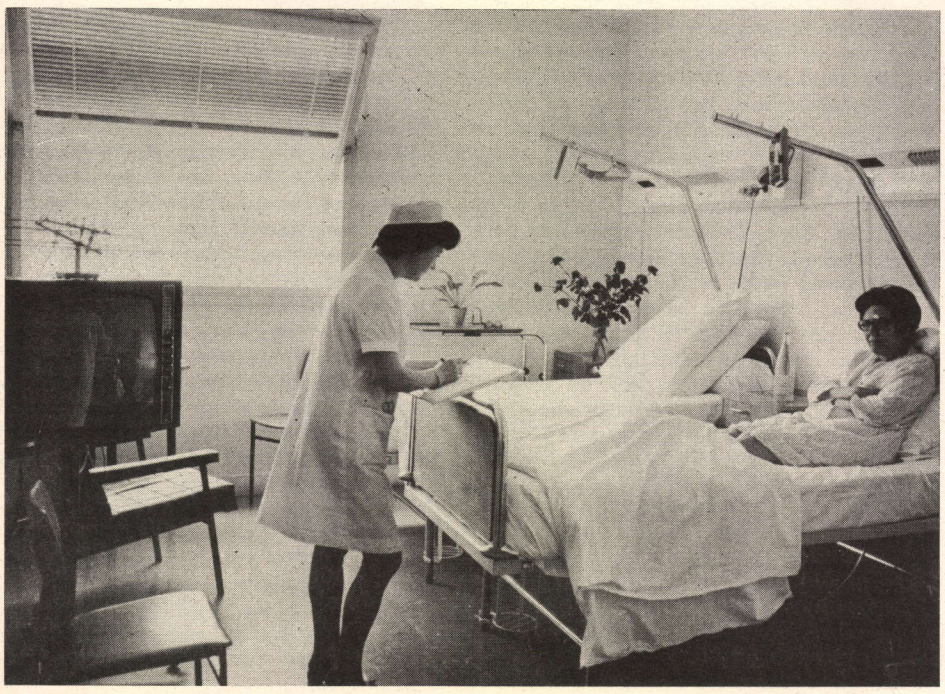
Il est inadmissible que des personnes hospitalisées, pour quelque raison que ce soit, trouvent dans l'hôpital un climat tel qu'elles n'arrivent pas à surmonter leur dépression ou leur maladie. Elles rentrent à l'hôpital pour se faire soigner et elles en sortent mortes ou plus malades.

Ces drames affreux ne sont hélas pas isolés. A qui la faute ? A l'Administration surtout qui oblige le personnel à se transformer en robots à pansements, à soins (parce qu'elle n'embauche pas suffisamment). Nous n'avons plus le temps de nous occuper entièrement de nos malades.

Quand ferons-nous cas de la psychologie du malade ? Un malade a tous les droits justement parce qu'il est malade. Or, l'Administration se moque pas mal du confort : aucune salle de lecture, une télévision par salle commune, petites chambres sales. Les malades traînent dans les couloirs, robes de chambre et chemises froissées.

Mais comment, sans moyens, serait-il possible de réaliser cette « *humanisation des hôpitaux* » dont on nous parle tant ?

Correspondant L.O.



Dans les hôpitaux, les chambres modernes sont l'exception, le manque de personnel la règle. (Ph. U.P.I.)

L'HOSPICE DE DEBROUSSE

LES OUBLIETTES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

SI l'Assistance Publique a quelques services de prestige qu'elle montre fièrement à la presse et à la télévision de temps en temps, histoire de rassurer le public sur l'état des hôpitaux en France, elle a aussi ses oubliettes, celles qu'on ne montre jamais. Les visites y sont aussi rares que les lettres envoyées à leurs vieux pensionnaires que l'on a entassés là dans le dénuement le plus total.

Tel est l'Hospice de Debrousse : un pavillon sale aux peintures écaillées où l'odeur d'urine vous prend à la gorge dès l'entrée. Dans une salle de 80 mètres carrés environ, sont entassés une trentaine de lits et si l'odeur y est insupportable c'est que les draps n'y sont changés qu'une ou deux fois par semaine alors que la plupart des vieillards qui y sont hospitalisés salissent régulièrement leur lit. Mais qu'importe, pas de dépenses inutiles, on découvre les draps le matin pour laisser à l'urine le temps de sécher puis on recouvre tel quel !

Quant au personnel, on a calculé au plus juste. Un aide-soignant surveillé par une infirmière vient le matin à 7 heures. Son travail consiste à sortir les vieillards de leur lit et à attacher sur une chaise avec un drap ceux qui n'ont plus la force de se tenir ; ils resteront là jusqu'au soir, en chemise et attachés autour d'une grande table ronde et vide. Les vieux ne sont ni lavés ni coiffés, l'aide-soignant ne peut pas tout faire, il existe bien une douche mais beaucoup n'ont pas la force de s'en servir. Dernièrement, l'un d'eux y a glissé et s'est brisé le col du fémur.

Quant au mobilier, il est inexistant. Les quelques loques qu'ils possèdent sont glissées sous le traversin : la seule occupation consiste à se voler mutuellement les quelques manteaux qui existent.

Correspondant L.O.

(Ph. L.O.)

FEUILLETON

La paix

de

Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

(31)

RESUME

L'Allemagne vient de sortir vaincue de la première guerre impérialiste. La classe ouvrière est en pleine effervescence.

Le héros et narrateur, jeune lycéen issu d'un milieu bourgeois, s'est lié d'amitié avec les Spartakistes et l'un de leurs dirigeants, Adalbert Konig, son ancien précepteur.

La bourgeoisie, enfin délivrée de l'empereur et s'appuyant sur les « socialistes » du gouvernement, sur les corps francs et les officiers, vient de lancer l'épreuve de force contre les masses ouvrières. Celles-ci, à part quelques éléments avancés et isolés, les Spartakistes, ne voient pas l'enjeu du moment. Aussi la bourgeoisie, dans une ambiance de massacres et de pogromes anti-révolutionnaires et enti-ouvriers, reprend-elle la situation en mains.

Les quartiers ouvriers ensanglantés, les révolutionnaires — dont A. Konig — abattus pendant ou après les combats, la bourgeoisie monte un procès contre les survivants. L'un d'entre eux, Max Frey, ancien Spartakiste est acquitté.

A quelques temps de là, le narrateur retrouve Max Frey. Celui-ci, désabusé, s'est réfugié dans la débauche et la rêverie de luxe. La pourriture morale fleurit sur les ruines de la révolution assassinée.

— Superbe ! s'écria Max qui apparut soudain en Hamlet ; tu es encore mieux que Bleisse ; maintenant ramène tes cheveux sur ton front ; c'est ce qui plaît à Mme de M...

Je suivis son conseil et il me poudra le visage. Puis, quittant le pavillon, nous courûmes vers la maison d'où nous parvint à nouveau le bruit des rires et de la musique.

Nous pénétrâmes dans un clair vestibule où se tenait un domestique en livrée. En me voyant, celui-ci s'écria : « Quosque tandem... ». Et à Max : « Etre ou ne pas être, voilà la question... »

— C'est un ancien acteur, me chuchota Max. Vieille école, mais qui fit verser des larmes à Mme de M... à l'époque où, toute jeune fille, elle le vit à Breslau, dans le rôle du Lear. Maintenant elle l'emploie chez elle par charité.

Je considérai le roi Lear. Il avait la peau du visage aussi grise que celle d'un hareng mariné. Son œil larmoyait. Autour de sa bouche courait ce sourire qu'on voit aux gens qui sont passés maîtres dans l'art de paraître ce qu'ils ne sont pas.

— Pauvre Yorrik, nous cria-t-il, lorsque nous pénétrâmes dans le vestibule.

Une Espagnole, des anneaux d'or à ses oreilles poudrées d'ocre, se mettait du rouge aux lèvres devant un miroir. A côté d'elle, un jeune homme blond, vêtu d'une blouse russe de couleur verte, la balalaïka sous le bras, mangeait une banane.

L'Espagnole leva ses bras brunis et piqua une fleur en papier à la hauteur de son oreille. Elle était rasée sous les bras et poudrée. A chacun de ses mouvements, on entendait un bruit de clochettes.

— C'est la prima ballerina du théâtre, me dit Max à voix basse, elle s'appelle Sonia.

— Et le Russe ? demandai-je.

— Un peintre révolutionnaire ; de ceux qui veulent briser avec la forme. Les femmes l'adorent.

Je regardai le peintre. Il avait une oppulente chevelure qui lui retombait sur le front un peu rouge en un désordre voulu. Ses yeux, d'un bleu d'acier, regardaient toujours droit devant lui. La bouche, arquée, entr'ouverte, semblait n'attendre qu'une occasion pour laisser fuser le rire qui eût découvert une blanche rangée de dents régulières et de dimensions extraordinaires. La beauté de ce peintre rappelait cette beauté sans originalité et sans harmonie de lignes, sans promesse de vie intérieure ou de discipline intellectuelle, qui, depuis l'invasion de l'armée des Fortinbras américains, passait dans l'Europe anarchique d'après-guerre, pour l'idéal de la beauté masculine.

Après avoir mangé sa banane, le peintre frappa le bras nu de l'Espagnole avec la pelure vide et dit (avec un accent badois).

— Tu sais, poupette, ça me rend tout chose de te voir ainsi fourrager tout le temps dans tes cheveux.

Et il imita fort habilement le cerf qui brâme.

— Allons boy ! brailla l'Espagnole en le saisissant par les cheveux et en lui secouant la tête avec force soupirs. Puis elle se pressa tout contre lui et fit rapidement passer la pointe de sa langue sur sa lèvre inférieure.

— Finis donc, avec tes petites simagrées, dit le peintre en riant, tu vois bien qu'il est encore trop tôt...

Puis, sans effort, il chargea l'Espagnole sur son épaule comme il eût fait d'un sac, passa, avec la femme qui gigotait des bras et des pieds, par une portière derrière laquelle un orchestre attaquait précisément un morceau bruyant et discordant auquel s'entremêlaient des rires, des cris et des sifflets.

Nous suivîmes le peintre et pénétrâmes dans la petite salle.

Elle était presque obscure. Dans le coin gauche seulement brûlait une veilleuse qui répandait une lumière violette. Sous cette lumière il y avait un orchestre composé de jeunes gens qui portaient la tenue d'été des matelots. Leurs instruments m'étaient inconnus ; en jouant, ils se trémoussaient comme des canards ivres. Le long des murs de la salle, tapissés d'étoffes multicolores, on avait disposé des divans sur lesquels se vautraient pêle-mêle des Grecs, des Vénitiennes, des Anglais du temps d'Elisabeth, des vagabonds, des Apaches, des Tyroliens, des jockeys, des filles aux seins nus, le buste peint en brun, du pampre dans les cheveux et un fouet à la main, des arlequins et des pasteurs, des maharadjahs et des porchers homériques.

Au milieu de la salle un jeune homme dansait. Il portait un kimono et suivait le rythme de la musique. Il sautait, les jambes écartées, à la façon des grenouilles, secouait en l'air sa jambe gauche comme pour s'éventer ; soudain il fit une grimace, éleva une main au-dessus de sa tête, étendit l'autre devant lui aussi loin qu'il put, comme si elle eût tenu une arme, une lance ou un bâton ; puis il s'élança, par petits bonds rapides et obliques à travers la salle dans la direction de l'orchestre, battant l'air de la main et poussant des pépiements d'oiseau, les yeux démesurément ouverts, et tout à coup, après un cri, il bondit en arrière, pivota rapidement en rond sur la pointe d'un pied, agita ses mains comme des ailes, fit encore un écart, se frappa la poitrine, lança de nouveau ses jambes en l'air, rebondit brusquement, ses cheveux se dressèrent, ses mains s'agitèrent comme des flammes, il poussa trois cris affolés et les yeux hagards, s'affaissa, la tête sous les bras, dans une sorte de rugissement.

L'orchestre s'était tu ; les travestis appuyés aux murs, ne bougeaient pas. Soudain un petit projecteur à mince lumière blanche s'alluma. Son cône de lumière rampa d'abord lentement comme à tâtons, puis glissa rapidement sur les visages des spectateurs étendus, immobiles, sur les divans, tacheta les murs bariolés, éclaira l'orchestre par touches rapides et s'approcha lentement du danseur effondré. Celui-ci ne fit pas un mouvement. Sa tête demeurait cachée sous les larges manches du kimono.

Le cône de lumière fit le tour du mort, se posa sur son dos, frôla ses mains, se balança sur ses épaules et finalement s'arrêta devant le danseur. Alors la lumière s'intensifia et son cône s'élargit, une harmonie solennelle s'éleva, lentement le mort se mit à bouger, ses épaules frémirent, sa tête se dégagea des bras, la lumière se fit crue, prit la forme d'une gerbe aveuglante, la musique s'amplifia en lourds accords, le mort se leva, marcha les mains tendues devant lui, les paumes tournées en dehors.

Il s'avança, les yeux fermés, à travers la salle, suivant la lumière qui semblait le guider, vers une portière qui dans le mur de gauche, frissonnait. Après un sombre accord, la musique se tut, le mort s'arrêta, les bras écartés, devant la portière que baignait la lumière, toujours plus intense. Puis il plia le genou, rejeta la tête en arrière dans un brusque geste d'extase, resta dans cette position, et, soudain, au bruit puissant d'accords frémissants, tomba en avant, frappant le sol de son front.

Des applaudissements frénétiques retentirent. Les jockeys se levèrent de leurs divans, les filles brunes, les porchers, les maharadjahs, les pasteurs et les Apaches, tous se précipitèrent vers le danseur, le relevèrent et crièrent : bis, bis ! Toute la salle fut inondée de clarté et aussitôt l'orchestre attaqua un morceau entraînant, cadencé comme une marche militaire. D'un bond, le danseur s'élança vers la salle et se mit à tournoyer le long des murs à une vitesse vertigineuse.

Les travestis se prirent par le bras, on entendait chanter, siffler, claquer des mains en mesure et en un instant, toute la salle s'emplit de groupes de danseurs.

J'étais resté debout à côté de Max ; je lui demandai ce que tout cela signifiait.

— C'est une danse, dit-il, « la katharsis », et, s'emparant soudain d'une jeune fille brune, il disparut au milieu des groupes. Je demeurai debout près de la porte, drapé dans mon laticlave, n'osant faire un mouvement.

Je regardai la salle. Le long du mur de gauche se dressait un buffet garni d'innombrables bouteilles qui scintillaient de tous les feux de l'arc-en-ciel. Devant les bouteilles, des plats remplis de petits fours avec leur enduit vert, rouge ou jaune. Un matelot puisait de la bowle dans deux larges bassines et la versait dans des verres. Dans de lourdes coupes de cristal, dont les mille facettes réfléchissaient la lumière, s'entassaient des fruits, des pyramides de pommes, des grappes de raisins aux grains semblables à d'énormes perles, des noix et de lourdes poires.

L'orchestre de matelots jouait, les couples dansaient, la salle étincelait. L'air, chargé d'ondes bleues, exhalait une odeur de sueur parfumée ; les danseurs riaient, les travestis tournaient en rond. Des Grecs et des Tyroliens, des Apaches et des porchers, des Arlequins et des pasteurs, des bacchantes et des bergères élégiaques, un tourbillon de couleurs, de corps et de masques.

Soudain je me sentis entraîné : une jeune fille déguisée en petit Savoyard m'avait saisi par la main :

— Viens par ici, vieux Romain ! dit-elle en riant.

Sa figure hâlée et chaude rayonnait. Elle m'attira dans le tourbillon des danseurs, me prit par le bras, me poussa de-ci, de-là si bien qu'après quelques mesures, mes membres obéissaient d'eux-mêmes au rythme excitant de la musique et à la loi qui emportait les corps.

Ma danseuse riait et me faisait tournoyer dans tous les sens. Je l'attirai à moi et, à mon tour, je la fis tournoyer...

Nous ne percevions plus que des bribes de musique ; parfois la tête d'un Grec passait rapidement à côté de nous, parfois c'était la perruque poudrée d'une bergère, le visage d'un Apache, le turban d'un Hindou, le chapeau d'un Tyrolien, la calotte d'un pasteur, le béret d'un matelot...

— Hé ! hé ! hé ! criait la jeune fille, tandis que nous continuions à tourner.

A la fin, nous allâmes échouer sur un divan, tout au fond, contre le mur. La jeune fille me mordit au bras.

— C'était merveilleusement fou, hein ? dit-elle.

Elle m'enlaça.

La musique s'était tue et la salle semblait avoir retrouvé un peu de calme. Les travestis s'étaient assis le long des murs, quelques-uns restaient debout, devant le buffet et prenaient des rafraîchissements.

Un Tyrolien jouait de l'accordéon et dansait en frappant du pied ; à travers la salle, deux bacchantes traînaient sur le plancher un jockey qu'elles avaient empoigné par les cheveux. Sur

les divans, les bergères se faisaient enlacer par de vigoureux porchers d'Ithaque.

Nulle part, je n'aperçus Max Frey.

Je demandai à la jeune fille pourquoi tout le monde était travesti.

— Mme de M... aime ça, répondit-elle. Il y a une éternité que nous nous réjouissons à la pensée de cette fête. Mme de M... l'a organisée avec le concours des peintres de la « sécession (1) », elle veut que pour une fois, on s'amuse follement... les ateliers sont trop petits, tu sais, et ici il y a de la place... toute la maison.

— Comment ça, toute la maison, demandai-je ?

— Mais tu ne sais donc pas, fit la jeune fille en riant, que toutes les chambres ont été aménagées pour la fête ? Ici, ce n'est que la salle de danse et le grand buffet. En haut, c'est bien plus gentil et plus intime... Rien que des petites chambres, délicieusement meublées, avec de petites niches, etc.

— Et Mme de M..., où est-elle donc ? demandai-je.

— Oh ! Elle est sûrement en haut, à jouer au poker ou bien elle danse dans le cabinet bleu avec Karras et les autres.

— Qu'est-ce que c'est que ces autres ? demandai-je.

— Les véritables artistes. Ici, en bas, il n'y a que le chœur du théâtre, quelques petits acteurs et les ballerines. Les véritables artistes sont en haut, les peintres, les poètes, l'intendant et les acteurs qui jouent les grands rôles. Ici, en bas, c'est plutôt un divertissement populaire. Du reste, cela se voit déjà aux costumes. Mme de M... n'a invité tous ces gens-là que parce qu'elle aime le bruit. Mais il y a tout de même ici de gentils garçons, et des filles et quand le moment sera venu, ceux d'en haut descendront pour choisir les plus jolies.

Le jeune fille se mit à rire et me mordit derrière l'oreille.

— Comment, quand le moment sera venu ? demandai-je.

— Eh bien, le moment de se faire des caresses ! dit la jeune fille.

Puis elle me demanda si j'étais aussi du théâtre.

— Non, lui dis-je.

— Tu es pourtant bien gentil, dit-elle, j'aurais vraiment parié que tu en étais aussi.

— C'est Max Frey qui m'a amené ici. C'est la première fois que j'assiste à une fête comme celle-ci, répondis-je.

— Max Frey, s'écria la jeune fille, le gentil révolutionnaire ? Mais c'est merveilleux... !

Elle s'appuya contre moi et je sentais ses seins à travers ma toge.

— Connais-tu Max Frey ? demandai-je.

— Mais comment donc, fit la jeune fille, je fais partie de son cercle.

— Est-ce que tu ferais de la peinture, par hasard ? demandai-je.

— Pas tout à fait, dit la jeune fille. Je découpe des silhouettes. Je m'occupe aussi d'art décoratif ; je fais des modèles pour des costumes, des figurines pour le théâtre. De temps à autre, des dessins pour des réclames. Et toi ?

— Moi, je vais au lycée, répondis-je.

La jeune fille se mit à rire. Elle me donna un baiser sur la joue comme pour me consoler.

— J'y suis allée aussi, jusqu'en seconde. Mais, quand mon père est mort, à la guerre, j'ai quitté le lycée. J'ai d'abord pris des leçons de diction ; mais ne s'est-on pas avisé d'exiger l'autorisation maternelle ? Naturellement je n'ai pas pu l'obtenir. Alors je n'ai pas hésité : je me suis affranchie. J'ai fait des ébauches de costumes, j'ai dessiné des réclames ; après la Révolution, j'ai fait la connaissance d'un peintre et depuis, cela marche à peu près. Cela valait toujours mieux que le lycée ou la maison paternelle, comme cela, mon cher, on peut du moins vivre à sa guise. Maintenant que je fais partie de ce cercle, je commence à réfléchir. Au début, les conversations me dépassaient vraiment un peu, tout ce qu'on disait, c'était d'un savant... ! et moi qui suis de Cologne, tu sais, j'aime par dessus tout m'amuser, mais peu à peu ces garçons ont fini par me faire partager leurs idées. Je leur fais du thé, le soir, quand ils ont fini leurs discussions...

La jeune fille se tût. Puis tout à coup, elle se pencha vers moi, tout près, et me murmura à l'oreille :

— Sais-tu que nous sommes à la veille d'une formidable révolution artistique ! Tout l'art bourgeois avec ses lois assommantes, on va le démolir. On n'écrira plus qu'avec du sang ! dans l'extase ! C'est alors que les Béotiens en verront de belles !

Elle avait pris un air très grave et ne me parut plus du tout aussi jolie qu'auparavant, quand elle se contentait de danser.

— Je ne comprends rien à l'art, fis-je, en enlaçant de mon bras sa hanche molle, mais je ne crois pas que les bourgeois aient grand'peur d'une révolution artistique après avoir vu la répression de la vraie révolution.

— Mais si ! s'écria la jeune fille, tout le vieux foutoir de leur esprit sera consumé par le feu de nos extases. De l'art nouveau naîtra l'homme nouveau.

Elle se tenait devant moi, brandissant son petit poing vers le plafond en signe de menace :

— Leurs fausses lois morales, nous les réduirons tout bonnement à néant. Sur leurs ruines nous édifierons la nouvelle communauté humaine.

Ces paroles me firent rire ; mais la jeune prêcheuse était si jolie et tellement pénétrée de ses propres paroles entendues dans un « cercle » quelconque, que je me levai, la pris par le bras et lui dis :

— Si nous montions, qu'en penses-tu ?

— Tiens ! c'est une bonne idée ! dit-elle, et nous montâmes.

Derrière nous la musique s'était remise à jouer et les travestis tournoyaient pêle-mêle en une sarabande endiablée.

En gravissant l'escalier brillamment éclairé, nous croisâmes deux jeunes filles, qui traînaient un pasteur ivre dans une pièce ; elles lui mirent la tête sous le robinet ; un bédouin, appuyé au pilier du premier escalier, portait une tzigane sur ses épaules. Elle avait le nombril découvert et frappait sur un tambourin. Tout le long de l'escalier, ce n'étaient que travestis : Tyroliens qui embrassaient de jeunes jockeys, porchers qui entreprenaient des bergères ; et, parmi les groupes, des verres pleins de bowle ou de schnaps.

— Je n'ai encore rien bu, dis-je à la jeune fille.

— Peut-on être aussi fou ! s'écria-t-elle en arrachant une bouteille de schnaps des mains d'un pasteur.

Je la portai à mes lèvres et j'ingurgitai quatre bonnes lampées de kirsch. Puis nous montâmes au premier étage.

La lumière était tamisée. Un mauve délicat régnait dans l'étroit corridor. On entendait un gramophone.

— Crois-tu que Max Frey soit aussi ici ? demandai-je à la jeune fille.

— Mais certainement, répondit-elle, il est avec Mme de M...

La jeune fille ouvrit une porte, nous pénétrâmes dans une chambre éclairée d'une lumière vert-pâle. La pièce n'était pas meublée ; mais tout le long des murs on avait étendu des matelas. Un gramophone posé sur le parquet, jouait dans un coin.

Le plancher était recouvert d'un tissu qui amortissait le bruit des pas. Etendus sur les divans, des hommes en blouses russes de couleur blanche, fumaient, tenant des femmes entre leurs bras. Devant eux s'alignaient des bouteilles de cognac et de grandes boîtes pleines de cigarettes. Les femmes portaient un déguisement très simple ; plusieurs n'avaient qu'un pyjama.

Personne ne prit garde à nous. Nous nous assîmes à l'écart. Le gramophone jouait un tango.

— Regarde celui-là là-bas, me chuchota la jeune fille, celui qui est à côté de la femme en pyjama de soie... c'est Karras.

A quelques pas, je vis un homme robuste vêtu d'une blouse blanche. Il était couché sur le ventre et appuyait sa tête sur les genoux levés d'une femme. Elle était blonde, son visage d'un ovale délicat, sa bouche souriante, ses épaules frêles comme celles d'un adolescent.

Karras lui avait pris les mains et les caressait ; il ne quittait pas la femme du regard, mais il ne disait rien. La femme souriait.

Ils restaient ainsi.

(à suivre)

---

(1) *Le « Salon » des Indépendants en Allemagne.*

Disques sur la Commune

VOILA trois disques qui concourent à nous faire connaître les chansons créées autour de la Commune, les airs populaires d'une époque où, autant que les livres ou la presse, la chanson était un moyen d'expression politique, et qui plus est, un moyen d'expression fort populaire. On ne peut évidemment que se réjouir de leur publication.

Bien entendu, ces trois disques se recoupent. Chacun comporte les « classiques » chantés de l'époque : le « *Chant des ouvriers* », « *Le temps des cerises* », « *La semaine sanglante* », « *La Commune n'est pas morte* », « *Le drapeau rouge* », et bien sûr, « *L'Internationale* ». Mais chacun des disques se propose pourtant un but différent. Marc Ogeret, ne se limitant pas à la Commune, nous chante également, ce qui ne manque pas d'intérêt, les chansons chauvines de l'époque où le thème de la revanche contre « le Prussien » faisait recette. Ces chansons ont le mérite de montrer que, si l'on a pu parfois dire des chansons communardes qu'elles étaient naïves, on peut affirmer avec certitude que les chansons de l'autre bord, elles, étaient bien à l'image de « la droite la plus bête du monde » ! Les Quatre Barbus, eux, ont ajouté au répertoire des chansons communardes, une chanson anticommunarde, « *la grande et véridique complainte des membres de la Commune de Paris* », qui montre assez l'ignominie des calomnies lancées à la Commune par ses adversaires.

On peut, bien sûr, discuter la valeur musicale de chaque disque. Le chant en chœur des Quatre Barbus convient mieux aux chants révolutionnaires que les solos, même lorsque le chanteur s'appelle Armand Mestral ou Marc Ogeret. En particulier, « *L'Internationale* » chantée — fort bien d'ailleurs — par Armand Mestral, fait penser à tout, sauf à l'hymne de combat des prolétaires ! Cela dit, c'est l'album LA COMMUNE EN CHANTANT qui évoque le mieux la Commune. Moins dispersés que les deux autres, ses deux disques sont entièrement consacrés aux chants communards. Et ainsi, à travers ces chansons, c'est toute l'histoire de l'Insurrection parisienne qui se déroule. Chansons raillant Napoléon III, « *Badinguet* », raillant le bourgeois qui veut rendre « *Paris pour un beefsteack* », chants ouvriers, chansons décrivant la « *semaine sanglante* », chants de commémoration du printemps 1871, se succèdent. Et cette diversité, cette densité de chants, évoquent irrésistiblement l'époque, font revivre pour l'auditeur cette population parisienne montant « à l'assaut du ciel », font comprendre la mentalité, les idées de ces prolétaires du siècle dernier. Parfois patriotardes, parfois tragiques, grandiloquentes ou naïves, ces chansons portent la marque de la Commune, de ses forces et de ses faiblesses. Surtout, elles témoignent des convictions *socialistes* des communards. Car toutes évoquent la haine du bourgeois, des gouvernants, évoquent la nécessité d'abattre ces parasites. Toutes évoquent la confiance dans la classe ouvrière, la conviction que l'humanité véritable, c'est l'humanité laborieuse, les travailleurs, ceux que les possédants nomment « la canaille ». « *la canaille ? Eh bien, j'en suis !* » répond fièrement une chanson.

A.F.

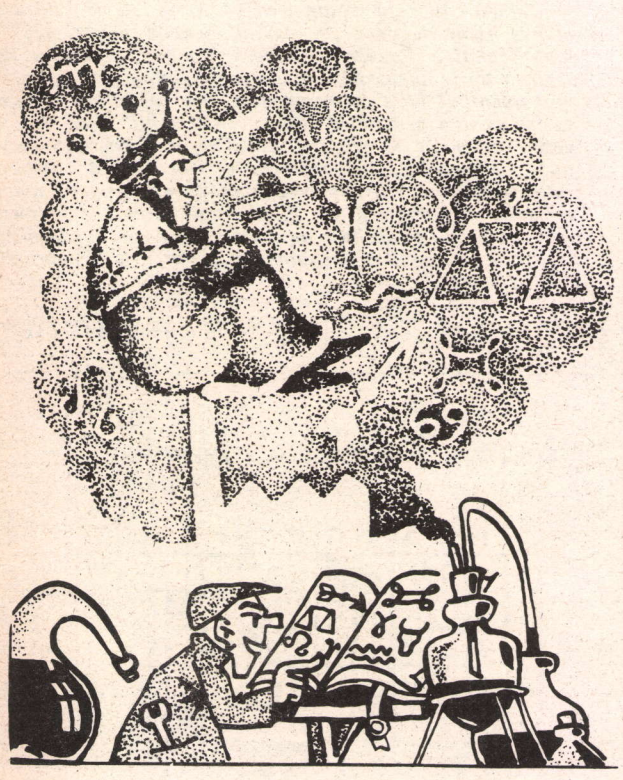
— « La Commune de Paris 1871 », **par les Quatre Barbus. Un disque 30 cm. Disques SERP.**

— « Autour de la Commune 1846-1888 » **par Marc Ogeret. Un disque 30 cm. Disques Vogue.**

— « La Commune en chantant », **par Mouloudji, Francesca Solleville, Armand Mestral. Un album de deux disques 30 cm. Disques « DiscAZ ».**

Pour sourire un peu

L. O. ROSCOPE



Décidément, l'écoute de Mme Soleil donne des résultats troublants ; l'un de nos collaborateurs nous a fait parvenir le document ci-contre. Naturellement, nous nous en sommes réservés l'exclusivité, avant que France-Dimanche *ne s'en empare.*

Cependant, certains d'entre nous ne cachent pas leur scepticisme. Bien que l'auteur de ce document ait garanti que la communication avec les astres s'était faite sans « friture », ils le soupçonnent de se vanter quelque peu. D'autant que, lorsque nous lui avons demandé de prévoir la réaction de nos lecteurs à cette publication, il est resté bouche bée.

BELIER
21 MARS - 19 AVRIL

TRAVAIL. LA JOURNEE DE 8H EST DEJA LONGUE. NE PAS SE LAISSER INFLUENCER PAR LE TAUREAU QUI VOUS POUSSE A FAIRE UNE HEURE DE PLUS.

COEUR. LAISSER LE LION S'OCCUPER DE LA VIERGE, SANS INTERVENIR PROFITER DU WEEK-END POUR S'EVADER UN PEU.

SANTE. ARRETER IMMEDIATEMENT LA MACHINE SI LES CONDITIONS DE SECURITÉ NE SONT PAS OBSERVEES. SINON, L'ACCIDENT EST PROCHE.

TAUREAU
20 AVRIL - 20 MAI

TRAVAIL. LAISSER LE BELIER TRANQUILLE : AU PRINTEMPS IL ARRIVE QUE LES CLEFS A MOLETTE VOLENT BAS.

COEUR • LES ONDES IMPULSIVES DE MARS SERONT NEFASTES POUR VOTRE COMPORTEMENT INTIME, SI VOUS NE VOUS MENAGEZ PAS

SANTE. GARDEZ VOTRE CALME. LA NERVOSITÉ DANS LE TRAVAIL NE PEUT ETRE QUE MAUVAISE. VITAMINES B.12 POUR LE TONUS.

GEMEAUX
21 MAI - 20 JUIN

TRAVAIL. CE N'EST PAS LE MOMENT POUR REVENDIQUER DES AUGMENTATIONS EN POURCENTAGE ESSAYER LES 200F POUR TOUS

COEUR. SI VOUS PRENEZ SUR VOS HEURES DE DELEGATION POUR VOIR VOTRE PETITE AMIE, CE N'EST PAS GYMPA POUR LES COPAINS.

SANTE. IL EST GRAND TEMPS DE PRENDRE UN PEU D'AIR. VOIR POSSIBILITE POUR CONGÉ MALADIE.

CANCER
21 JUIN - 21 JUILLET

TRAVAIL. IL SERAIT TEMPS DE RELIRE LE "PROGRAMME DE TRANSITION". REVOIR CERTAINES REVENDICATIONS.

COEUR. REGARDER LES DESSOUS DE CETTE VIEILLE DAME QU'EST LA G.G.T. NE VOUS LAISSEZ PAS DECOURAGER.

SANTE. DEMANDER AU GERANT DE LA CANTINE MOINS DE NOUILLES ET PLUS DE VIANDE VOIR EVENTUALITE SIESTE APRES REPAS.

LION
22 JUILLET - 22 AOUT

TRAVAIL. ASPECT SOLAIRE INQUIETANT POUR CEUX QUI COULENT LES TEMPS. AUSSI RALENTIR LA CADENCE.

COEUR. LES LEONINS DU DEUXIEME DECAN DEVRONT REPONDRE AUX APPELS DE LA VIERGE. ATTENTION AU BELIER.

SANTE. NE PAS CROIRE QU'ELLE SE TROUVE DANS LE TRAVAIL.. RELIRE "LE DROIT A LA PARESSE" REPOS COMPLET RECOMMANDÉ.

VIERGE
22 AOUT - 22 SEPTEMBRE

TRAVAIL. MEME SI VOTRE CHEF VOUS DIT LE CONTRAIRE, LA PROMOTION C'EST DU BARATIN. NE PAS ETRE PASSIF AUX REFLEXIONS

COEUR. LE LION EST DANS UNE PERIODE FASTE (PRINTEMPS) AVANT, LIRE "LA FEMME ET LE SOCIALISME".

SANTE. UN ABUS DE MAXITON VOUS RENDRA COLERIQUE. BON MERCREDI DIARRHÉE JEUDI A CAUSE DES CHOUX A LA CANTINE.

BALANCE
23 SEPTEMBRE - 22 OCTOBRE

TRAVAIL. ONDE DISCORDANTE DE JUPITER QUI VOUS FERA RATER VOTRE TRAIN MARDI MATIN IGNORER L'ENGUEULADE DU CHEF.

COEUR. LE MANQUE D'AFFECTION DE VOTRE SUPERIEUR NE PEUT VOUS ETRE QUE PROFITABLE. DIMANCHE FAVORABLE.

SANTE. ATTENTION AUX CORS AUX PIEDS. NE PAS SE LAISSER MARCHER DESSUS SANS REPONDRE.

SCORPION
23 OCTOBRE - 21 NOVEMBRE

TRAVAIL. LA PAYE SERA TOUJOURS AUSSI MAUVAISE. VOIR GEMEAUX POUR REVENDICATIONS. ETRE FERME DANS LES DECISIONS

COEUR. PRONOSTIC INCERTAIN ATTENDONS EVOLUTION DES ASTRES. PROFITER DE LA PAUSE POUR LIRE LE "CAPITAL" ABREGÉ.

SANTE. UNE LEGERE FIEVRE FAVORISERA UNE LUTTE SOCIALE IMPORTANTE. ATTENTION A UNE BAISSE TROP BRUTALE AU WEEK-END

SAGITTAIRE
22 NOVEMBRE - 22 DECEMBRE

TRAVAIL. VENDREDI LONG: L'INFLUENCE DE PAQUES A PERTURBÉ L'ASSIDUITÉ. PASSER OUTRE LES OBSERVATIONS.

COEUR. ATTENTION AUX ALLIANCES CONTRE-NATURE. CESSER TOUS LIEN AMICAUX AVEC LE CHEF.

SANTE. Y'A LA RATE QUI S'DILATE, Y'A LE FOIE QU'EST PAS DROIT, Y'A L'PYLORE QUI SCOLORE ET L'BESIER ANEMIE.

CAPRICORNE
23 DECEMBRE - 19 JANVIER

TRAVAIL. CEUX DONT LA CARTE DE CHOMAGE COMPORTE UN NUMERO SE TERMINANT PAR 26 N'AURONT PAS DE TRAVAIL AVANT 6 MOIS

COEUR. VOS ANTENNES SUBTILES VOUS METTRONT EN GARDE CONTRE CERTAINES AVANCES PROBABLEMENT PLUS INTERESSÉES QU'INTERESSANTES. (sic!)

SANTE. PLUS DE MOUTARDE SUR LES TARTINES. ESSAYER CONCENTRÉ DE TOMATES. AVEC DES OIGNONS ÉMINCÉS.

VERSEAU
20 JANVIER - 19 FEVRIER.

TRAVAIL. VOUS N'HABITEREZ JAMAIS LA MAISON DE CAMPAGNE POUR LAQUELLE VOUS FAITES DES HEURES.

COEUR. VENTRICULE GAUCHE INSATISFAIT DONC DÉBORDÉ. VENEZ VOUS COMPENSER A LA FÊTE L.O. A LA PENTECOTE

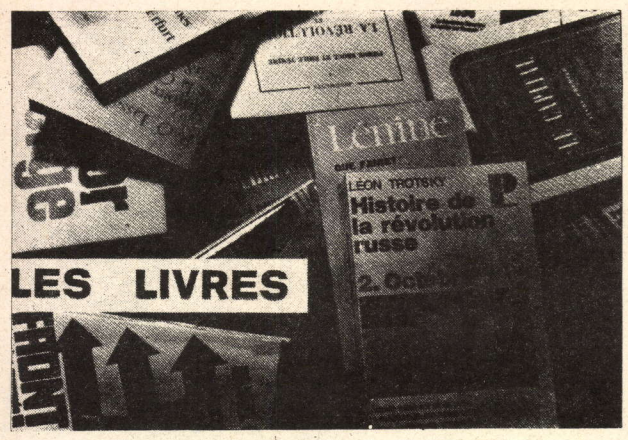
SANTÉ SURVEILLEZ VOTRE TENSION. BON DIMANCHE. URANUS CHERCHE A VOUS REFILER LA GRIPPE.

POISSONS
20 FEVRIER - 20 MARS

TRAVAIL. S'IL N'Y A PAS DE BULLETIN L.O. DANS VOTRE BOITE QU'ATTENDEZ VOUS? LES ASTRES VOUS SONT FAVORABLES.

COEUR. A PROPOS DES LIENS FRATERNELS QUI UNISSENT LES RÉVOLUTIONNAIRES, RELIRE "QUE FAIRE". BON SAMEDI.

SANTE. UN PEU D'EXERCICE NE VOUS FERA PAS DE MAL VENEZ NOUS AIDER A VENDRE NOTRE JOURNAL.



Militant de base

de Gabriel Enkiri

(Editions Mercure de France)

L'AUTEUR du livre, aujourd'hui militant de la CFDT, est d'abord passé par le PCF. Comment, plein d'illusions, il a adhéré au PCF, comment il en a été exclu, c'est cet itinéraire qu'il nous conte. Il a pour toile de fond les événements politiques de la France des années 50 : les guerres d'Indochine et d'Algérie, les grèves de 1953, le « Front républicain » de 1956, les manifestations de rappelés que le PCF et les partis de gauche « lâchent », la venue au pouvoir de De Gaulle. Devant les incohérences de la politique du PCF, qui pour maintenir l'« unité » avec les socialistes au pouvoir, commet sans hésiter les pires compromissions, Gabriel Enkiri ne comprend plus. Le plus grave, c'est qu'il s'obstine à vouloir comprendre. Comme ses camarades de travail le disent, il n'est pas **« comme les autres »,** pas comme ceux de l'appareil du PC, qui suivent mécaniquement tous les virages du « Parti » en se contentant de réciter par cœur les formules toutes faites de **«l'Humanité».** Ceux-ci soutiennent mordicus que **« le rapport Khrouchtchev est un faux fabriqué par la CIA»** jusqu'au jour où sans crier gare, **l'Humanité** reconnaît son authenticité ! Ils n'apprécient pas du tout lorsqu'un militant ne se contente pas de ce catéchisme sommaire, et demande des explications. C'est pourquoi Gabriel Enkiri se retrouve rapidement exclu.

Mais au-delà de son expérience personnelle, l'auteur nous décrit une expérience collective : ouvrier à la SNECMA, il rapporte les réflexions désabusées des ouvriers, montre comment la politique de compromission du PCF se charge de les démoraliser, de les désorienter, de casser net leurs velléités de lutte. La classe ouvrière de 1956, que nous décrit Gabriel Enkiri est combative. Mais les échecs et les tromperies passées l'ont rendue profondément sceptique et méfiante. C'est le PCF, nous montre Gabriel Enkiri, qui en est le principal responsable.

Ce livre est ainsi un témoignage précieux, non seulement sur ce qu'est le PCF, mais aussi sur ses rapports avec la classe ouvrière. La conclusion se dégage ainsi d'elle-même : le principal ennemi de la classe ouvrière, celui qui paralyse ses luttes, que ce soit en 1956 ou en 1968, c'est bien le stalinisme.

A la fin du livre, l'itinéraire militant de Gabriel Enkiri le conduit tout droit à la CFDT. Il semble s'y plaire et avoir trouvé l'organisation de ses rêves. Mais comme il y entretient les illusions qui étaient les siennes lors de son adhésion au PCF, peut-être aurons-nous un jour l'occasion de lire la suite de ce « militant de base »...

André FRYS

Le scandale de Paris

de Robert Franc

Ce livre a l'intérêt de rassembler en un seul ouvrage facilement lisible des données assez bien connues sur l'hyper-centralisation qui fait que « Paris a dévoré la France ».

La première partie rappelle comment Paris est devenu une capitale monstrueuse, tête d'une énorme bureaucratie qui finit par étouffer toute vie et toute initiative dans la France entière. Et ceci n'est pas vrai que pour les institutions de l'Etat, mais également pour des entreprises privées : Paris concentre 18,6 % de la population française mais la moitié de celle des grandes villes, 47 % des taxes sur le chiffre d'affaires, 50 % des ordinateurs, 69 % des chercheurs... Mais l'auteur ne se contente pas de rappeler ces faits. Il montre aussi, et, c'est l'essentiel de son propos, comment Paris est devenue la principale victime de cette centralisation.

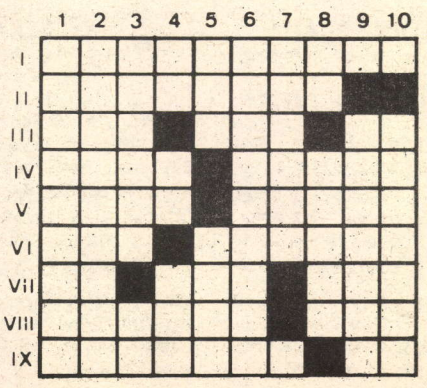
La deuxième partie, la plus originale, nous montre en effet à travers certains exemples précis comment la moindre décision concernant la région parisienne est devenue une affaire de gouvernement ou plutôt de cabinets ministériels, avec la gabegie que cela entraîne.

Qu'il s'agisse du métro, de la démolition des fortifications, du transfert des halles, les décisions les plus aberrantes et les plus incohérentes ont été prises par des bureaux irresponsables à la suite de toutes sortes de pressions et dans une sorte de clandestinité en dehors non seulement de tout contrôle de la population mais même de toute publicité. C'est ainsi qu'il avait été primitivement décidé de faire de la zone des fortifications autour de Paris un vaste espace vert dans Paris. La capitale d'Europe la moins aérée en avait bien besoin : mais ce plan a été abandonné contre le projet d'installer des squares à l'intérieur de Paris... projet qui n'a jamais été réalisé. C'est ainsi que l'essentiel des maigres crédits attribués aux transports urbains a servi à créer un « réseau express régional » du métro qui ne fait que relier la forêt de Saint-Germain aux grands magasins du quartier Saint-Lazare alors que de nombreuses banlieues ouvrières surpeuplées restent dramatiquement sous-équipées. Ceci en dehors et au mépris de tout plan d'urbanisme.

La situation est apparue si grave que même le gouvernement a voulu faire quelque chose. Non qu'il se préoccupe beaucoup des conditions de vie de la population, mais parce qu'on arrivait rapidement à la paralysie totale de toutes les activités de Paris. Un district de la région parisienne a été créé et a élaboré un « schéma directeur » sur l'avenir de Paris. Mais ce n'est finalement qu'une nouvelle administration, impuissante et irresponsable, qui se superpose à d'autres. Le «schéma directeur», à peine élaboré, est déjà violé. Les huit « villes nouvelles » prévues sont réduites à quatre, avec une population plus faible et sans moyens de transports suffisants, ni industries ou bureaux qui les empêcheraient de devenir de nouvelles cités dortoirs. Des ministres appuient les doléances de promoteurs qui voudraient construire le long de l'autoroute Paris-Poitiers dans une zone qui devrait rester campagnarde...

Malheureusement, l'auteur ne va pas jusqu'au fond des choses. Il ne dénonce que par accident le mécanisme de la spéculation foncière qui permet aux promoteurs de réaliser de fabuleux bénéfices avec la complicité du gouvernement. Il ne s'intéresse guère aux conditions lamentables de logement ou de transport de millions de petites gens. Son point de vue est celui d'un «technocrate» choqué par certaines incohérences et qui rêve de gestion rationnelle dans le cadre bourgeois, de « management du territoire », comme il dit. Mais ces rêves paraissent bien utopiques si l'on refuse de s'attaquer à la bourgeoisie française et à tous ces requins qui profitent de l'anarchie qu'il dénonce.

Jean HAINAUT.



HORIZONTALEMENT. — I. Réunions snobs. — II. Sombre quand elle est grise. — III. Fait mettre la main devant la bouche - Fabrique de technocrates - Abréviation. — IV. Opposé du néant - Reçoit des soutanes. — V. Ne pas avouer - Parente. — VI. Salut romain - Guerres dans les ménages. — VII. Préfixe - Cri de douleur - Ecole de sportifs. — VIII. Etalé - As anglais. — IX. Utilisera son nez - Préposition.

VERTICALEMENT. — Sous des balcons. — 2. Provoque des palpitations. — 3. Coiffée comme un évêque - Préposition. — 4. Préfixe - Fin d'infinitif - Fin de participe. — 5. Sortie - Monsieur arabe. — 6. Fait de la publicité. — 7. République d'utopie. — 8. Note - Ne peut manger plus que celui qu'il parasite. — 9. Peau d'âne. — 10. Divinités.

SOLUTION DU PROBLEME NUMERO 137

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	R	I	X	■	S	O	R	T	I
II	E	U	R	Y	D	I	C	E	■	N
III	T	S	■	L	I	T	■	M	I	E
IV	R	E	V	O	L	U	T	I	O	N
V	O	R	I	P	E	A	U	X	■	A
VI	L	■	C	H	E	■	■	E	F	R
VII	E	C	H	O	■	F	E	R	I	R
VIII	■	S	Y	N	D	I	C	A	L	E
IX	E	■	S	E	■	L	A	I	T	■
X	R	I	T	■	S	A	R	T	R	E
XI	E	L	E	V	A	I	T	■	E	T

Cinéma

D'Arthur Hiller

LOVE STORY

Histoire d'amour aseptisée, garantie sans microbes

IL paraît que ce gros navet a fait pleurer « toute » l'Amérique. M. Nixon avait donné l'exemple. La France n'a pas voulu être en reste : M. le Président de la République a donné le ton en balbutiant d'émotion après la projection. Bibiche aurait pleuré. La tricolore Mireille Mathieu a même été mobilisée pour déverser sur les ondes son couplet. Bref, les autorités ont inauguré le film un peu comme on inaugure une statue officielle.

Love Story est un film pour une majorité silencieuse telle qu'on la rêve. Le vrai film, pas contestataire. Car enfin, on ne peut voir aujourd'hui de film policier traditionnel, honnête, qui ne soit gangrené de germes contestataires ! On ne peut plus « **Mourir d'aimer** » sans que ce soit la faute à la société ! On ne s'y reconnaît plus entre les faux et les vrais westerns, etc.

Il fallait réagir. Et il s'est trouvé des âmes courageuses (et bien conseillées) pour lancer sur le marché du spectacle de la guimauve. De la vraie, sans équivoque, sans sous-entendus, pas trafiquée, pas contaminée. En ces temps troublés, c'était une gageure ! Il fallut le gigantesque effort publicitaire que l'on sait et les encouragements officiels... pour que ça marche.

Voici l'histoire :

Un jeune étudiant, beau (?) et sportif (**« sain de corps, sain d'esprit... »**) tombe amoureux. L'objet de son penchant est une étudiante passablement cabotine dont on nous assure qu'elle est fille de pâtissier. La publicité l'affirme : elle est « terriblement » intelligente, elle est belle, elle aime Bach et Mozart. Et comme c'est un film conformiste mais moderne, la demoiselle lâche avec un naturel suspect des gros mots qui n'arrivent même pas à faire sale.

Et comme dans les romans à l'eau de rose, le héros se fâche avec son industriel de père qui refuse ce mariage avec la jeune fille pauvre. Le jeune couple « rebelle » devra alors manger de « la vache enragée », puisque la demoiselle doit donner des cours de chant au lieu de faire une tournée artistique en Europe, et le jeune monsieur travailler un peu pour gagner sa vie. Le jeune couple doit se contenter d'un appartement de quelque quatre pièces ! Voilà pour le chemin de croix de l'amour pur et sans reproches.

La récompense vient vite : l'étudiant devient riche en brave « self-made man » qui s'est fait grand avocat tout seul comme un grand, sans être pistonné par papa (vous voyez bien que c'est possible !).

Mais la boucle n'est pas bouclée. Il fallait réconcilier l'argent avec l'amour et papa avec son fils : et pour ce faire, il ne fallait rien moins qu'un drame qui fasse pleurer.

Mais qu'est-ce qui peut faire pleurer dans la nouvelle société sinon la fatalité ? Le destin ? Le coup du sort ?

La jeune aimée apprend qu'elle est leucémique. Sa mort fait beaucoup pleurer... et philosopher le jeune homme, mais le réconcilie avec son père : la majorité silencieuse a retrouvé son petit qui n'avait pas volé très loin.

Voici donc **Nous Deux** à l'écran et en couleurs.

Il reste le modèle de vie pour jeune couple type «majorité silencieuse» comme il n'en existe pas. On y fait du sport hygiénique, on y souffre moralement et on y aime comme des anges (c'est tout dire).

Bref, un film aussi nul que sa publicité est imposante.

Huguette CHEVIREAU

Raphaël ou le débauché

de Michel Deville

L'ACTION se déroule au 19e siècle, et a pour cadre la petite noblesse de province alors qu'elle est en pleine décadence. Un jeune noble libertin tente vainement d'oublier son ennui dans de perpétuelles orgies. Une noble veuve joyeuse mais vertueuse, s'ennuie noblement : elle tourne en dérision ses nombreux prétendants et fait la charité à ses pauvres.

Ils se rencontrent et inévitablement tombent amoureux l'un de l'autre. Mais pas plus que l'eau ne se marie avec le feu, ils ne pourront être heureux. Et c'est à cette historiette que l'on essaye en vain de nous intéresser durant quatre-vingts longues minutes.

M. Deville et N. Companneez ont voulu rééditer leur premier grand film Benjamin ou les mémoires d'un puceau. **Eh bien, c'est raté ! Pourtant, pas un ingrédient ne semble manquer à la recette : de la tristesse, du romantisme, de la fesse et de bien beaux costumes. Mais l'habit ne suffit pas à faire le débauché, et tout dans ce film semble faux. Les personnages d'abord, les situations ensuite et les décors enfin (en particulier la maison close où ce que l'on nous montre complaisamment à de nombreuses reprises paraît sortir tout droit d'un tableau de l'époque classique).**

Une seule consolation, bien mince il est vrai, pour ceux qui se sont laissés prendre au piège, le sourire et les charmes de la jolie Françoise Fabian.

Yves BAULANDE

Pourquoi deux manifestations le 1er mai à Paris

Cette année, à Paris, à l'occasion du 1er mai, il y aura deux manifestations. L'une organisée par la C.G.T., de la Nation à la Bastille, à 15 h. L'autre partira à 11 h de la gare de l'Est pour aller au mur des Fédérés à l'appel, pour le moment, de quatre organisations, Lutte Ouvrière, P.S.U., Ligue Communiste et A.M.R.

Que le courant révolutionnaire manifeste d'un côté pendant qu'une partie du courant syndical (on sait que la C.F.D.T. a renoncé à participer à ce cortège) manifestera d'un autre, n'est certes pas une chose particulièrement réjouissante. Elle n'est pas de notre fait.

Le 1er mai est traditionnellement une journée où les travailleurs affirment leur volonté de lutte en même temps que — condition nécessaire à cette lutte — leur volonté d'unité. Pour cela, il serait normal que tous les travailleurs, tous les militants, tous les mouvements, tous les courants, toutes les organisations politiques ou syndicales qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme, se retrouvent au coude à coude, quelles que soient leurs divergences, pour affirmer leur volonté, par delà ces divergences, de lutter ensemble contre la bourgeoisie et son Etat.

La C.G.T., et derrière elle le P.C.F., ne l'ont pas voulu. Ce sont eux, en effet, qui portent l'entière responsabilité de l'éparpillement des forces ouvrières et socialistes en jetant une exclusive contre la participation des groupes révolutionnaires à la manifestation prévue par la C.G.T. et la C.F.D.T.

Pour ce refus Séguy et Marchais n'ont aucun prétexte. Nous étions prêts à discuter des conditions de notre participation à cette manifestation, à garantir que nous en respecterions la discipline (puisque le prétexte avancé par les dirigeants de la C.G.T. et du P.C.F. pour repousser les groupes révolutionnaires est leur soi-disant indiscipline et tenue irresponsable). Nous nous en étions déjà expliqués avec la C.F.D.T. qui avait pris langue avec le P.S.U., la Ligue Communiste et nous-mêmes. Mais le souci d'éviter les gestes provocateurs n'est évidemment qu'un prétexte de la part des dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. Ils préfèrent encore repousser la C.F.D.T. qu'accueillir Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste dans une manifestation commune, même avec toutes les garanties normales qu'ils peuvent exiger.

La C.F.D.T. s'est finalement retirée devant le refus du P.C.F. de nous accueillir. Elle ne manifestera pas. Une attitude que nous ne comprenons guère et que beaucoup de militants C.F.D.T. comprennent encore moins. S'il est absolument impossible de manifester avec les staliniens, faut-il, pour autant, renoncer à s'exprimer dans la rue en ce jour du 1er mai. Pourquoi ne pas organiser un cortège sans exclusive qui démontre justement ce que la C.F.D.T. a affirmé comme possible et souhaitable : l'unité dans la rue de toutes les tendances ouvrières et socialistes qui acceptent la démocratie ouvrière et n'entendent pas faire du mouvement ouvrier leur chasse gardée exclusive ? En renonçant à toute manifestation dans la mesure où les staliniens n'acceptent pas les règles élémentaires de la démocratie ouvrière, la C.F.D.T. donne la pénible impression que la volonté affichée de donner leur place aux groupes révolutionnaires n'était qu'un aimable prétexte à ne rien faire ce jour.

Quoiqu'il en soit, ce choix ne sera pas le nôtre. Le 1er mai n'appartient pas en propre ni au P.C.F. ni à la C.G.T. Ni Séguy, ni Marchais n'en ont le monopole. Le 1er mai est le jour de tous les travailleurs, de la classe ouvrière internationale. Il est le nôtre comme celui de tous les courants du mouvement ouvrier.

La meilleure riposte assurément à l'attitude de Séguy et Marchais serait pour l'ensemble des gauchistes de se mêler au cortège de la C.G.T., sans sigle, sans drapeau, sans banderole qui les distinguent — avec une attitude qui soit irréprochable même aux yeux du militant stalinien le plus endurci — mais avec le souci de discuter et de se faire comprendre par les militants ouvriers qui le composeront. Une dizaine de milliers de militants gauchistes dans leurs rangs, qui ne pourraient être ni exclus de force, ni taxés d'aucune attitude provocatrice, voilà qui serait la meilleure réponse à l'exclusive jetée sur eux. Une solution que nous avons déjà préconisée en de semblables circonstances mais qui, malheureusement, est loin d'être celle de l'ensemble du mouvement gauchiste.

Il restait l'autre solution, celle d'une manifestation des révolutionnaires. Pour que sa signification soit claire, pour ne donner prise à aucun des faux arguments utilisés contre nous par les dirigeants staliniens, nous l'avons voulu bien séparée dans le temps et dans l'espace de la leur. Nous ne pourrons ainsi être accusés ni de parasiter la manifestation C.G.T. ni d'aucune provocation dans celle-ci, comme sont régulièrement accusés par les staliniens les groupes gauchistes qui tentent malgré tout de manifester avec les cortèges organisés par la C.G.T. et le P.C.F. De la sorte, aucun heurt ne pourra être provoqué par le service d'ordre stalinien puis invoqué pour dresser les militants contre nous. Bien plus, en la faisant à une autre heure que la leur, nous ne pourrons même pas être accusés de division puisque les militants C.G.T. qui voudront manifester avec nous pour la démocratie ouvrière — et il y en a un certain nombre — et sur des objectifs de lutte de classe, pourront aussi manifester avec leur syndicat C.G.T.

Mais tous ceux, tous les militants politiques ou syndicalistes, toutes les organisations politiques ou syndicales mêmes, qui entendent manifester leur volonté de voir respecter la démocratie ouvrière, comme tous ceux qui entendent affirmer leur volonté de lutte et leur idéal internationaliste manifesteront pour ce 1er mai, journée traditionnelle des travailleurs et centième anniversaire de la Commune de Paris, de la gare de l'Est au Mur des Fédérés. Jacques MORAND.

TOUS A LA GARE DE L'EST LE 1er MAI, à 11 h

Devant les manœuvres des bureaucraties syndicale qui s'offrent des alibis réciproques à leur inaction :

La CGT qui maintient son exclusive contre les militants révolutionnaires,

La CFDT qui en profite pour se dérober,

La FEN qui se retire devant cette division,

les organisations révolutionnaires PSU, LC, LO, AMR appellent les travailleurs de la Région parisienne à manifester le 1er Mai à 11 heures, de la gare de l'Est au mur des Fédérés pour leurs revendications et pour proclamer leur volonté de lutte contre la répression.

— Unité dans la lutte, augmentations uniformes !

— Les contrats ne paient pas, le combat paiera !

— A bas la répression patronale et policière !

— La lutte est l'affaire de tous les travailleurs ! Démocratie ouvrière !

Alors que les bureaucraties syndicales veulent par les exclusives et les exclusions leur confisquer leur arme de défense quotidienne, les travailleurs réaffirmeront leur opposition à ces pratiques de diviseurs et réaffirmeront que le syndicat, instrument de lutte de tous les travailleurs, n'appartient qu'à eux.

Unité syndicale, démocratie ouvrière.

Le 1er mai est la fête internationale des travailleurs.

Vietnam, Laos, Cambodge, Indochine vaincra.

Solidarité avec les travailleurs de Gdansk et Stettin.

Socialisme oui, stalinisme non.

Manifestation internationale à Paris les 15 et 16 mai pour que vive la Commune

POUR que vive la Commune, **Lutte Ouvrière** et la Ligue communiste appellent leur militants et sympathisants, les travailleurs et les jeunes, ouvriers, étudiants, lycéens à participer en masse à la manifestation internationale qu'elles organisent en commun, avec les sections de la IVe Internationale, à Paris, les 15 et 16 mai.

Elles les appellent à commémorer le centième anniversaire de la première révolution prolétarienne de l'histoire, de la première tentative effective de la classe ouvrière pour bâtir une société sans classe, sans exploitation et sans gendarmes.

Les révolutionnaires ne célèbrent pas la Commune de Paris à la manière des libéraux, des réformistes et des staliniens qui pleurent ou encensent les révolutionnaires morts mais falsifient les leçons de leur lutte, crachent sur leur idéal, donnent tout leur appui aux Thiers et aux Galliffet d'aujourd'hui et n'ont qu'un désir : enterrer la révolution vivante.

Célébrer la Commune de Paris c'est, d'abord, affirmer que nous faisons nôtre l'idéal des communards et que nous entendons poursuivre aujourd'hui la lutte entamée il y a cent ans, continuée depuis par tout le mouvement socialiste et communiste révolutionnaire, celle du prolétariat russe de 1917 pour la première fois dans l'histoire, victorieux de la bourgeoisie.

Honorer les communards, aujourd'hui, ce n'est pas répandre des pleurs hypocrites ni des louanges souvent d'autant plus excessives qu'elles sont plus mensongères sur leurs mémoires.

Honorer les communards, c'est continuer leur lutte contre les exploiteurs de la classe ouvrière et des peuples, contre les ennemis de la liberté et du socialisme, contre l'impérialisme, contre la bureaucratie stalinienne, contre l'Europe des trusts.

Nous manifesterons contre l'impérialisme pour la victoire des peuples indochinois. Nous affirmerons, en même temps, que l'impérialisme ne pourra être définitivement vaincu que par la prise du pouvoir par le prolétariat dans le monde entier aussi bien dans les pays sous domination impérialiste que dans les métropoles impérialistes et que seul le socialisme peut permettre l'émancipation politique et sociale des peuples opprimés.

Nous manifesterons contre la bureucratie stalinienne pour la démocratie des conseils ouvriers. En spoliant du pouvoir le prolétariat russe, la bureaucratie a établi en U.R.S.S. un régime monstrueux et repoussant qui étouffe toute liberté en même temps qu'il écrase sous les bottes policières ou militaires aussi bien la classe ouvrière russe que les peuples d'Europe orientale. Les révolutionnaires communistes affirment qu'il ne peut y avoir de socialisme sans liberté et apporteront tout leur soutien aux militants révolutionnaires emprisonnés dans ces pays. Ils affirmeront leur attachement à la principale leçon de la Commune, à savoir que la classe ouvrière ne peut exercer le pouvoir qu'au travers d'une ~~démocratie bourgeoise, une démocra~~- et le pouvoir effectif de l'immense majorité de la population seront bien plus grands que dans n'importe quelle démocratie bourgeoise, une démocratie prolétarienne qui fut celle des conseils ouvriers de 1917.

Nous manifesterons contre l'Europe des trusts pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Face à la coalition réactionnaire internationale, face à l'alliance de Thiers et de Bismarck qui exacerbaient la veille le chauvinisme des peuples français et allemand mais qui se réconciliaient aussitôt devant la menace révolutionnaire, la Commune portait à sa tête des révolutionnaires venus de toute l'Europe. Face au chauvinisme des réformistes et des staliniens, les révolutionnaires communistes affirmeront leur idéal internationaliste. La manifestation du 15 et 16 mai, qui regroupera des représentants des mouvements révolutionnaires de très nombreux pays européens et même extra-européens, en sera un symbole. Face aux classes possédantes européennes incapabales de passer sur leurs intérêts particuliers et seulement unies contre les menaces révolutionnaires des opprimés, ils affirmeront la nécessité de l'unité de la classe ouvrière, leur volonté de bâtir les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Contre l'impérialisme
Pour la victoire des peuples indochinois
Contre la bureaucratie stalinienne
Pour la démocratie des conseils ouvriers
Contre l'Europe des trusts
Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe

TOUS A PARIS, LES 15 ET 16 MAI.

Lutte Ouvrière
Ligue Communiste